LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35, et 37 à 45 ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis émis par les conseils communaux de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven après enquête publique ;

Vu les avis ... [*Chambre d'agriculture, Chambre des métiers et Chambre de commerce à demander dans la procédure réglementaire*] ;

Notre Conseil d'État entendu [*à demander dans la procédure réglementaire*] ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, de Notre Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. L'intitulé du règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone Kuebebierg sise sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven* »

Art. 2. L'article 1er du même règlement est remplacé par le texte suivant :

« *Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Kuebebierg » sise sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven, chevauchant en partie la zone protégée d'intérêt communautaire « Grunewald » référencée sous le code LU0001022.* »

Art. 3. L'article 2 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

130-000008-20040535 FR

Adresse postale:
L-2918 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400 410

4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

www.emwelt.lu
www.gouvernement.lu

« *La zone protégée d'intérêt national « Kuebebierg » se compose d'une étendue totale de 32,31 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la Ville de Luxembourg, section EC de Weimerskirch, et de la commune de Niederanven, section E de Gréngewald.*

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national est indiquée sur les plans annexés. »

Art. 4. L'article 3 du même règlement grand-ducal est modifié comme suit :

1° L'énumération par points est remplacée par la numérotation de 1° à 8° ;

2° Le point 2° est remplacé par le texte suivant :

« *2° la capture, la perturbation ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier ;* »

3° Le point 3° est remplacé par le texte suivant :

« *3° les travaux de terrassement, notamment le dépôt et l'extraction de matériaux, l'enlèvement de terre végétale, le déblai et le remblai ;* »

4° Le point 4° est complété par les mots suivants :

« *, ainsi que la circulation avec animaux de compagnie non tenus en laisse ;* »

5° Le point 5° est remplacé par le texte suivant :

« *5° la circulation à l'aide de véhicules motorisés ; cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit, ni à la circulation dans le couloir prévu au point 6°, lettre b);* »

6° Le point 6° est complété par les mots suivants :

« *; cette interdiction ne s'applique pas :*

a) aux interventions nécessaires à l'entretien ou aux modifications des constructions existantes ;

b) aux interventions nécessaires à l'implantation de ponts réservés pour la mobilité douce et le transport en commun, ainsi que d'autres infrastructures techniques, d'une largeur maximale totale de 30 mètres, le tout uniquement au sein d'un couloir pour projets d'infrastructures d'une largeur de 60 mètres, dont l'implantation est indiquée dans les plans annexés ;

Les exceptions visées sous les lettres a) et b) restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ces attributions, désigné ci-après comme « ministre ». »

7° Le point 7 ° est remplacé par le texte suivant :

« *7° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;* »

8° Le point 8° est complété par les mots suivants :

« *, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;* »

9° L'article est complété par les points 9° à 19° suivants :

« *9° l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages et de parties de ces plantes appartenant à la flore indigène sans préjudice de l'exploitation agricole et forestière ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole ;*

10° le dépôt de déchets, de matériaux et l'installation de poubelles ;

11° la mise en place d'installations de transport et de communication, d'infrastructures d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas :

a) aux interventions nécessaires à l'entretien ou aux modifications des installations existantes ;

b) aux nouvelles installations, à leur entretien et leur modification dans les chemins munis d'un revêtement à base d'asphalte, de bitume, de macadam ou de béton existants ou dans leurs accotements ;

c) aux nouvelles installations, à leur entretien et leur modification, au sein du couloir mentionné au point 6°, lettre b) ;

d) aux forages ou fonçages indispensables pour garantir une évacuation des eaux du cycle urbain des nouveaux quartiers situés au nord de la vallée Märtesgrond par un raccordement situé au niveau du couloir mentionné sous le point 6°, lettre b) au système d'évacuation des eaux existant.

Les exceptions visées sous les lettres a) à d) restent soumises à autorisation préalable du ministre.

12° l'exploitation forestière, à l'exception de coupes nécessaires à la sécurité publique ; les arbres abattus étant à abandonner sur place ;

13° l'installation d'abris pour bétail ;

14° le pâturage pendant la période du 15 novembre au 15 mars, ainsi que le pâturage sans enclos de nuit ;

15° l'affouragement du bétail ou l'appâtage du gibier ;

16° la circulation à pied en-dehors des chemins existants ou encore des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit, ni aux gestionnaires de la zone protégée ;

17° la circulation à vélo, à cheval ou toute autre forme de mobilité douce en-dehors des chemins munis d'un revêtement à base d'asphalte, de bitume, de macadam ou de béton, ainsi que des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique ni aux mesures de conservation de la zone protégée réalisées avec des chevaux de traits, ni aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit ;

18° l'usage de drones ou autres engins télécommandés. »

Art. 5. L'article 4 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

« *Les dispositions énumérées à l'articles 3 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée, dans l'intérêt de la recherche archéologique, de la conservation et restauration du patrimoine historique et culturel, ainsi que dans l'intérêt de la promotion pédagogique et la sensibilisation environnementale, ni aux interventions relatives aux exceptions visées à l'article 3, point 6°, lettre b) et point 11°. Ces mesures, activités et interventions sont toutefois soumises à autorisation du ministre.* »

Art. 6. Le plan annexé au même règlement grand-ducal est remplacé par les plans annexés au présent règlement.

Art. 7. Notre ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, notre ministre ayant la Mobilité dans ses attributions et notre ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché du Luxembourg.

Exposé des motifs

La zone « Kuebebierg » a déjà été désignée en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle par voie de règlement grand-ducal du 26 mars 2002, après avoir été inscrit à la Déclaration d'intention générale (DIG 81) du 24 avril 1981 ; un dossier de classement a été établi en 1994 et adapté en 1997, servant de justification scientifique.

L'objectif principal du classement de la zone « Kuebebierg » est la préservation et la restauration des pelouses sèches, sablonneuses et siliceuses, créées culturellement et historiquement, qui sont protégées au niveau national, ainsi que les flores ségétales sur sols sablonneux. Il s'agit en l'occurrence d'un des derniers champs de sable à flore ségétale à la présence du Coquelicot argémone du Luxembourg, espèce visée par un plan d'action établi dans le cadre du Plan national pour la protection de la nature.

La zone en question avec ses divers objectifs de conservation est soumise à d'énormes pressions anthropiques en raison de sa proximité directe avec les zones de développement nommées *Laangfur* et *Kuebebierg* prévues dans le cadre de la mise en œuvre du Plan sectoriel « Logement » et des infrastructures nécessaires qui, en plus de la succession naturelle, est la principale menace pour les zones représentées à protéger. Le classement de la zone protégée « Kuebebierg » sert également à conserver les paysages naturels dans une zone fortement urbanisée.

La nécessité de modifier le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg résulte finalement du développement d'un projet urbain des courtes distances qui prévoit la mise en place d'une liaison de transport public et d'une ligne à mobilité douce au-dessus du *Märtesgrond*, contribuant ainsi au développement durable de l'habitation sur le plateau de *Kuebebierg*. Pour mettre en œuvre ce projet urbain, la construction de différentes structures relatives au transport public et à la mobilité douce, ainsi que diverses infrastructures connexes sont nécessaires, notamment pour les eaux usées et les eaux pluviales.

Cependant, le règlement grand-ducal actuellement en vigueur, sous son article 3, point 6, interdit toute construction incorporée au sol ou non, ainsi qu'au point 3 les travaux de terrassement. Il s'ensuit qu'actuellement les structures et infrastructures visées ci-dessus seraient incompatibles avec le règlement grand-ducal en vigueur.

Se basant sur l'évaluation stratégique environnementale réalisée dans le cadre du règlement grand-ducal rendant obligatoire le Plan directeur sectoriel « Transports » analysant la construction d'une ligne de tram entre l'avenue J.F. Kennedy et le *Kuebebierg*, et partant de la volonté politique de procéder à une amélioration de la situation écologique de la zone « Kuebebierg », tant qualitative par l'amélioration du plan de gestion et du régime juridique, que quantitative se caractérisant par l'augmentation de la surface protégée, il a été opté de procéder à une modification dudit règlement grand-ducal du 26 mars 2002.

Dans cette optique un dossier de classement a été élaboré, tout en élargissant la zone protégée et en visant d'améliorer sa qualité réglementaire. La nouvelle version du dossier de classement sert de base au lancement de la procédure de modification. Les motifs, l'importance et les objectifs de la zone protégée « Kuebebierg » sont complétés et exposés dans le dossier de classement ci-joint. Les mesures de gestion nécessaires sont développées et expliquées et les servitudes et règlementations sont commentées qui, compte tenu des développements prévus du PAP-NQ *Laangfur*, et du développement de la zone *Kuebebierg* (ZAD), visent principalement à la protection à long terme de la zone protégée « Kuebebierg » d'ores et déjà désignée sous forme de réserve naturelle.

Commentaire des articles

Ad article 1er: Cet article change l'intitulé du règlement grand-ducal à modifier et précise la dénomination de la zone en tant que zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle et détermine les communes concernées.

Ad article 2: Cet article reformule l'objectif du règlement grand-ducal à modifier qui sera dorénavant la désignation d'une zone appelée « Kuebebierg » en tant que zone protégée d'intérêt national. Il précise la nouvelle situation géographique de la zone en spécifiant que ladite zone est située sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven.

En plus, cet article indique que la zone en question se chevauche avec une zone protégée d'intérêt communautaire et en conséquence le présent règlement grand-ducal est à interpréter également en tant que mesure réglementaire de ladite zone d'intérêt communautaire.

Ad article 3: Cet article indique la nouvelle superficie en hectares de la zone protégée d'intérêt national à modifier et indique les sections des communes concernées par la déclaration de la zone protégée d'intérêt national. Il précise que certaines surfaces incluses dans la réserve naturelle, ne portant pas de numéro cadastral, font également partie intégrante de la zone protégée d'intérêt national. Finalement, cet article indique que la délimitation de la zone protégée d'intérêt national proposée est précisée sur base de plans annexés au règlement grand-ducal.

Ad article 4: Cet article énumère les différentes modifications et rajoutes du règlement grand-ducal du 26 mars 2002 relatifs aux servitudes grevant les fonds et les interdictions imposées aux propriétaires et exploitants de la zone protégée.

> **Ad 1er point :** il indique que l'ancienne énumération par points est remplacée par une numérotation continue. Ce remplacement vise à mieux séparer les différentes interdictions et à en simplifier la lecture. [A noter que la liste des interdictions est complétée par les interdictions portant les numéros 9 à 19.]
>
> **Ad 2e point :** il rajoute l'interdiction de la perturbation de tout animal indigène dans la réserve naturelle par rapport au texte original du point 2° du règlement grand-ducal à modifier. Pour une lecture simplifiée, le texte relatif à ce point est remplacé intégralement.
>
> **Ad 3e point :** il rajoute des précisions quant aux interdictions par rapport aux différents types d'activités déplaçant le sol et le sous-sol, le dépôt ou l'enlèvement de matériaux impactant ou risquant d'impacter – directement ou indirectement – les biotopes, habitats d'espèces et espèces. [A noter que les dispositions relatives aux plantes sauvages sont précisées dans un point 9° à part entière.] Pour une lecture simplifiée, le texte relatif à ce point est remplacé intégralement.

Ad 4e point : le point 4° du règlement grand-ducal à modifier est complété afin d'éviter la perturbation de la faune sauvage ainsi que d'empêcher des apports en nutriments par les excréments des animaux domestiques afin de préserver la biodiversité existante liée aux sols maigres.

Ad 5e point : il modifie le point 5° du règlement grand-ducal à modifier qui réglemente dorénavant uniquement la circulation à l'aide de véhicules motorisés dans la zone. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit ainsi que la circulation sur un ou des ponts reliant les plateaux Kuebebierg et Laangfur. Pour une lecture simplifiée, le texte relatif à ce point est remplacé intégralement.

Ad 6e point : il complète le point 6° du règlement grand-ducal à modifier afin d'apporter la possibilité de déroger par rapport à l'interdiction de la construction et de réglementer la maintenance des constructions existantes et de permettre exclusivement la construction d'un ou plusieurs ponts ainsi que d'autres infrastructures techniques nécessaires à la viabilisation du plateau Kuebebierg dans la zone protégée d'intérêt national « Kuebebierg ». Ces constructions doivent se limiter à une largeur cumulée maximale de 30 mètres situés dans un « couloir pour projets d'infrastructures » et que ce dernier est limité à une largeur maximale de 60 mètres. L'implantation est indiquée sur base des plans annexés au règlement grand-ducal. Ces exceptions restent cependant soumises à une autorisation préalable du ministre.

Ad 7e et 8e points : en vue de la préservation de la biodiversité dans la réserve naturelle, les points 7° et 8° du règlement grand-ducal à modifier sont adaptés en vue d'interdire toute utilisation de pesticides, de fertilisations et de chaulage ainsi que le changement d'affectation des sols, tout en précisant que la destruction, dégradation ou réduction des biotopes en vertu de ladite loi est interdite. La fertilisation et le chaulage risquent d'homogénéiser la flore en donnant un avantage aux plantes ubiquistes et généralistes. Les pesticides impactent directement voire indirectement les espèces protégées : les herbicides portent atteinte à la flore, les insecticides détruisent les insectes et impactent les autres animaux insectivores, les rodenticides tuent les rongeurs et posent indirectement un risque pour les rapaces qui ingurgitent les rongeurs empoisonnés, et les fongicides sont connus d'impacter non seulement les champignons mais aussi, et indirectement, différentes espèces d'insectes. Les changements liés à ces points sont en lien direct avec l'abandon complet de l'exploitation agricole privée des terrains situés dans la zone protégée d'intérêt national qui résulte de l'aménagement urbain projeté du plateau « Kuebebierg ».

Ad 9e point : une liste de nouveau points de 9° à 19° sont rajoutés afin de compléter l'article 3 du règlement grand-ducal à modifier qui sont précisés ci-dessous.

> **Ad nouveau point 9° :** ce point est rajouté afin de reprendre la deuxième partie sous point 3° de l'article du règlement grand-ducal du 26 mars 2002, comme interdiction à part entière. Il interdit toute atteinte aux plantes sauvages. Cette interdiction ne vise pas l'exploitation agricole nécessaire à la préservation des espèces ségétales ou au maintien des différents milieux naturels constituant les objectifs de conservation de la réserve naturelle.

Ad nouveau point 10°: ce point est rajouté afin d'interdire toute sorte de dépôts de déchets et de matériaux, ainsi que l'installation de poubelles à l'intérieur de la zone protégée ; à noter qu'il est prévu d'installer des poubelles aux limites de la zone protégée.

Ad nouveau point 11°: ce point rajouté réglemente la maintenance des infrastructures existantes et interdit toute nouvelle mise en place d'installations dans la zone à l'exception de celles dans les chemins scellés et leurs accotements, dans le couloir d'infrastructures réservé et nécessaire à la viabilisation du plateau Kuebebierg ainsi que dans des forages ou fonçages indispensables pour garantir un raccordement du système de l'évacuation des eaux du cycle urbain des nouveaux quartiers du Kuebebierg au niveau « couloir pour projets d'infrastructures ». Ces exceptions restent cependant soumises à une autorisation préalable du ministre.

Ad nouveau point 12° : ce point rajouté interdit l'exploitation forestière en vue d'améliorer la valeur écologique des forêts pour la faune indigène. Seules les coupes nécessaires à la sécurité publique sont permises. Cette exception suppose néanmoins l'abandon des arbres abattus sur place.

Ad nouveaux points 13° à 15° : ces points rajoutés réglementent la présence de bétail dans la zone durant la période végétale avec l'interdiction d'installer des abris, de l'affouragement ainsi que du pâturage sans enclos de nuit. Cette interdiction vise à réduire l'apport de nutriments dans les sols maigres et de préserver ainsi la biodiversité existante. Dans cet ordre d'idées l'appâtage du gibier est également interdit.

Ad nouveaux points 16° et 17° : ces points rajoutés réglementent la circulation à pied, à vélo ou à cheval, respectivement de toute autre forme de mobilité douce dans la zone qui impacteraient ou risqueraient d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes ou habitats d'espèces ou qui risqueraient de perturber la faune. Différentes exceptions sont précisées visant notamment les propriétaires des terrains de la zone et leurs ayants droit ainsi que l'utilisation des sentiers balisés à ces effets.

Ad nouveaux points 18° : ce point rajouté interdit l'utilisation d'engins télécommandés qui impacteraient ou risqueraient d'impacter - directement ou indirectement - les biotopes ou habitats d'espèces ou qui risqueraient de perturber la faune.

Ad article 5: Cet article modifie l'article 4 du règlement grand-ducal à modifier, tout en précisant les possibilités de déroger aux interdictions énumérées à l'article 3 dudit règlement grand-ducal à modifier ; notamment dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée, mais également en faveur de l'archéologie et du patrimoine historique et culturel, ainsi que dans le domaine de la sensibilisation et de la pédagogie. En plus, les interdictions de l'article 3 du règlement grand-ducal à modifier ne s'appliquent pas à différentes interventions à réaliser au sein du « couloir pour projets d'infrastructures », ni aux forages ou fonçages indispensables pour relier le « couloir pour projets d'infrastructures » au système de l'évacuation des eaux du cycle urbain des nouveaux quartiers du Kuebebierg. Toutes ces dérogations restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Ad article 6: Cet article indique que le plan annexé au règlement grand-ducal du 26 mars 2002 est remplacé par des nouveaux plans indiquant la nouvelle délimitation de la zone protégée d'intérêt national.

Ad article 7: Cet article comporte la formule exécutoire.

FICHE FINANCIERE

Intitulé du projet: Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg

Ministère initiateur: Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement Durable

Suivi du projet par: Monsieur Gilles Biver

Tél: 2478-6834

Courriel: gilles.biver@mev.etat.lu

En complément à la note, à l'exposé des motifs complété d'un dossier de classement, au commentaire des articles, il convient de relever que les interdictions et réglementations prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal n'impliqueront, en ce qui concerne les mesures de gestion proprement dites, aucune augmentation des moyens financiers prévus par la déclaration initiale de ladite zone, classée en 2002.

Les mesures de conservation et de gestion courantes se focaliseront surtout sur l'extensification de l'exploitation agricole, et surtout sur la gestion, voire la restauration des habitats qui sont à l'origine de la déclaration de cette zone protégée d'ores et déjà désignée.

Les dépenses sont d'ores et déjà imputées sur les crédits ordinaires de l'Administration de la nature et des forêts.

Texte coordonné

Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone Kuebebierg sise sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven

Art. 1er. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Kuebebierg » sise sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven, chevauchant en partie la zone protégée d'intérêt communautaire « Grunewald » référencée sous le code LU0001022.

Art. 2. La zone protégée d'intérêt national « Kuebebierg » se compose d'une étendue totale de 32,31 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la Ville de Luxembourg, section EC de Weimerskirch, et de la commune de Niederanven, section E de Gréngewald.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national est indiquée sur les plans annexés.

Art. 3. Dans la zone protégée sont interdits :

1° la chasse, ceci à partir de l'entrée en vigueur du nouveau bail de chasse c.-à-d. le 1er août 2003 ;

2° la capture, la perturbation ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier ;

3° les travaux de terrassement, notamment le dépôt et l'extraction de matériaux, l'enlèvement de terre végétale, le déblai et le remblai ;

4° la divagation d'animaux domestiques tels que chiens et chats, ainsi que la circulation avec animaux de compagnie non tenus en laisse ;

5° la circulation à l'aide de véhicules motorisés ; cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit, ni à la circulation dans le couloir prévu au point 6°, lettre b); ;

6° toute construction incorporée au sol ou non; cette interdiction ne s'applique pas :

c) aux interventions nécessaires à l'entretien ou modifications des constructions existantes ;

d) aux interventions nécessaires à l'implantation de ponts réservés pour la mobilité douce et le transport en commun, ainsi que d'autres infrastructures techniques, d'une largeur maximale totale de 30 mètres, le tout uniquement au sein d'un couloir pour projets d'infrastructures d'une largeur de 60 mètres, dont l'implantation est indiquée dans les plans annexés ;

Les exceptions visées sous les lettres a) et b) restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ces attributions, désigné ci-après comme « ministre ».

7° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;

8° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

9° l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages et de parties de ces plantes appartenant à la flore indigène sans préjudice de l'exploitation agricole et forestière ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole ;

10° le dépôt de déchets, de matériaux et l'installation de poubelles ;

11° la mise en place d'installations de transport et de communication, d'infrastructures d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas :

e) aux interventions nécessaires à l'entretien ou aux modifications des installations existantes ;

f) aux nouvelles installations, à leur entretien et leur modification dans les chemins munis d'un revêtement à base d'asphalte, de bitume, de macadam ou de béton existants ou dans leurs accotements ;

g) aux nouvelles installations, à leur entretien et leur modification, au sein du couloir mentionné au point 6°, lettre b) ;

h) aux forages ou fonçages indispensables pour garantir une évacuation des eaux du cycle urbain des nouveaux quartiers situés au nord de la vallée Märtesgrond par un raccordement situé au niveau du couloir mentionné sous le point 6°, lettre b) au système d'évacuation des eaux existant.

Les exceptions visées sous les lettres a) à d) restent soumises à autorisation préalable du ministre ;

12° l'exploitation forestière, à l'exception de coupes nécessaires à la sécurité publique ; les arbres abattus étant à abandonner sur place ;

13° l'installation d'abris pour bétail ;

14° le pâturage pendant la période du 15 novembre au 15 mars, ainsi que le pâturage sans enclos de nuit ;

15° l'affouragement du bétail ou l'appâtage du gibier ;

16° la circulation à pied en-dehors des chemins existants ou encore des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains et à leurs ayant-droits, ni aux gestionnaires de la zone protégée ;

17° la circulation à vélo, à cheval ou toute autre forme de mobilité douce en-dehors des chemins munis d'un revêtement à base d'asphalte, de bitume, de macadam ou de béton, ainsi que des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux mesures de conservation

de la zone protégée réalisées avec des chevaux de traits, ni aux propriétaires des terrains et à leurs ayant-droits;

18° l'usage de drones ou autres engins télécommandés.

Art. 4. Les dispositions énumérées à l'articles 3 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée, *dans l'intérêt de la recherche archéologique, de la conservation et restauration du patrimoine historique et culturel, ainsi que dans l'intérêt de la promotion pédagogique et la sensibilisation environnementale, ni aux interventions relatives aux exceptions visées à l'article 3, point 6°, lettre b) et point 11°.* Ces mesures, activités et interventions sont toutefois soumises à autorisation du ministre.

Art. 5. Notre Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et entrera en vigueur le jour de sa publication.

Conseil supérieur pour la Protection de la Nature

[Extrait du] Rapport de la réunion du 24 février 2021 (par vidéoconférence)

Présents :
M. Tom Conzemius
M. Gilles Biver
Mme Sandra Cellina
M. Alain Frantz
M. Ben Geib
M. Patrick Losch
Mme Danièle Murat
M. Pascal Pelt
Mme Nora Welschbillig
Mme Laura Daco (membre suppléant)
M. Thierry Kozlik (membre suppléant)
Mme Corinne Steinbach (membre suppléant)
M. Winfried von Loë (membre suppléant)
M. Benjamin Pauly (invité)
Mme Catherine Sinner (EFOR-ERSA, invitée)
M. Pierre Kalmes (EFOR-ERSA, invité)

Excusés :
M. Eugène Conrad
M. Roger Schauls
M. Jos Strotz

1. Modification de la réserve naturelle « Kuebebierg »

La zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle « Kuebebierg », située sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven, s'étend sur une surface de 32,31 ha et chevauche en partie la zone protégée d'intérêt communautaire « Grunewald » référencée sous le code LU0001022.
Il s'agit d'une zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle qui a été d'ores et déjà désignée par voie de règlement grand-ducal depuis 2002, dont une modification du règlement grand-ducal s'impose pour permettre la construction d'un pont au-dessus du *Mäertesgrond* assurant une liaison (tram/transport en commun et mobilité douce) entre le PAP *Laangfur* et la ZAD *Kuebebierg* dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur sectoriel Logement. Par ailleurs, l'augmentation de la superficie de la zone protégée portant sur 10,5 ha et le gain de qualité écologique qui en découlent justifient le reclassement de la zone.

Les principaux objectifs de protection de ladite zone protégée sont les pelouses sèches et les plantes rares y liées et d'autre part le champ de sable avec présence d'espèces ségétales (messicoles) pertinentes pour

la protection de la nature. Un objectif secondaire est le maintien d'un espace naturel de haute qualité écologique dans un espace urbain.

Au vu de la présentation du dossier de classement par le bureau d'étude, le président fait remarquer qu'il s'agit d'une zone dont la biodiversité est en fort déclin, dont la mise en œuvre de mesures de gestion et de restauration est urgente et que la modification actuelle est une opportunité pour ce faire.

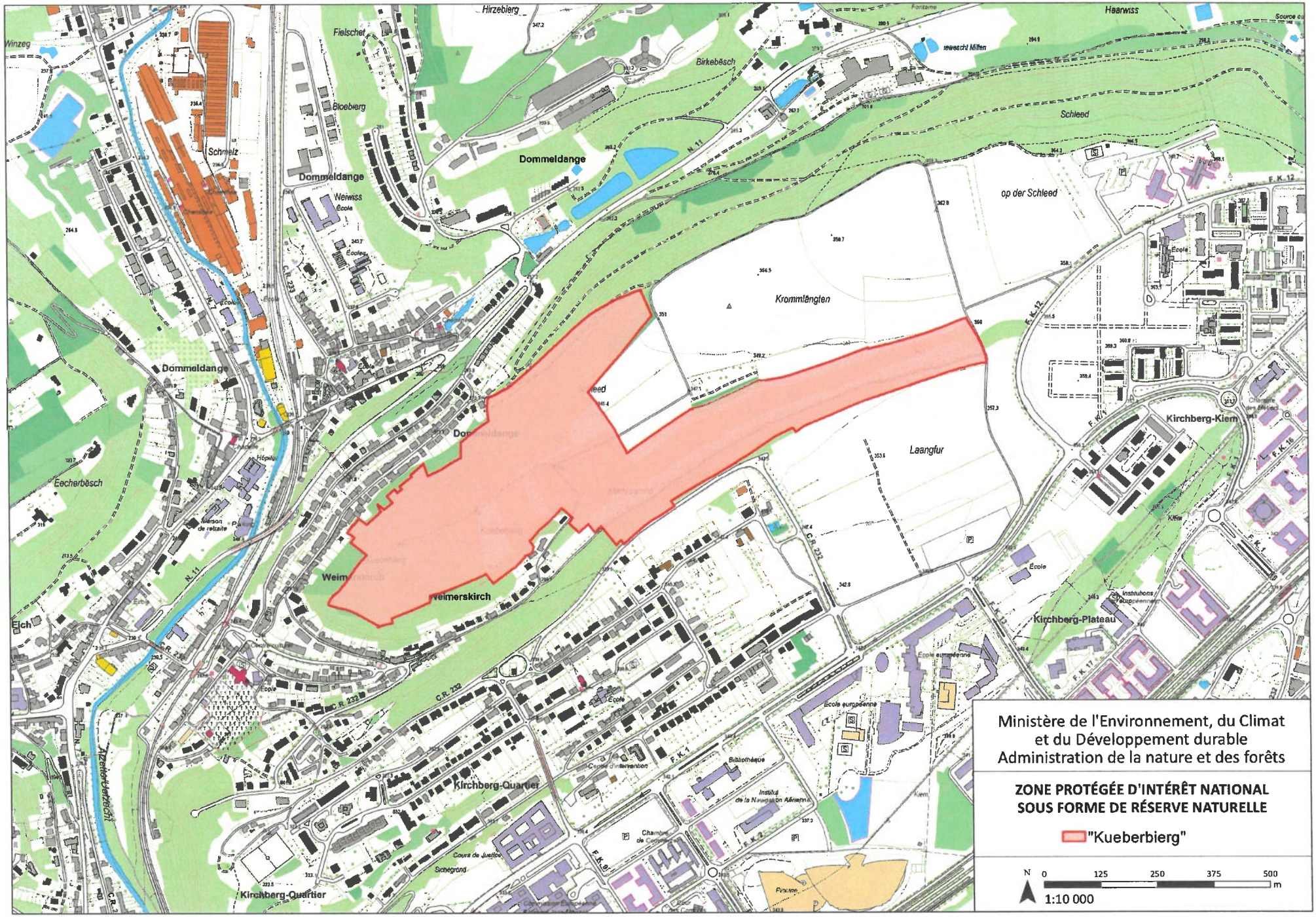
Pour le représentant de la Fondation Hëllef fir d'Natur, il faut veiller à ce que les pressions anthropiques grandissantes restent canalisées, comme cela est actuellement prévu sous forme d'un milieu fermé qui limite la pénétration dans la ZPIN.

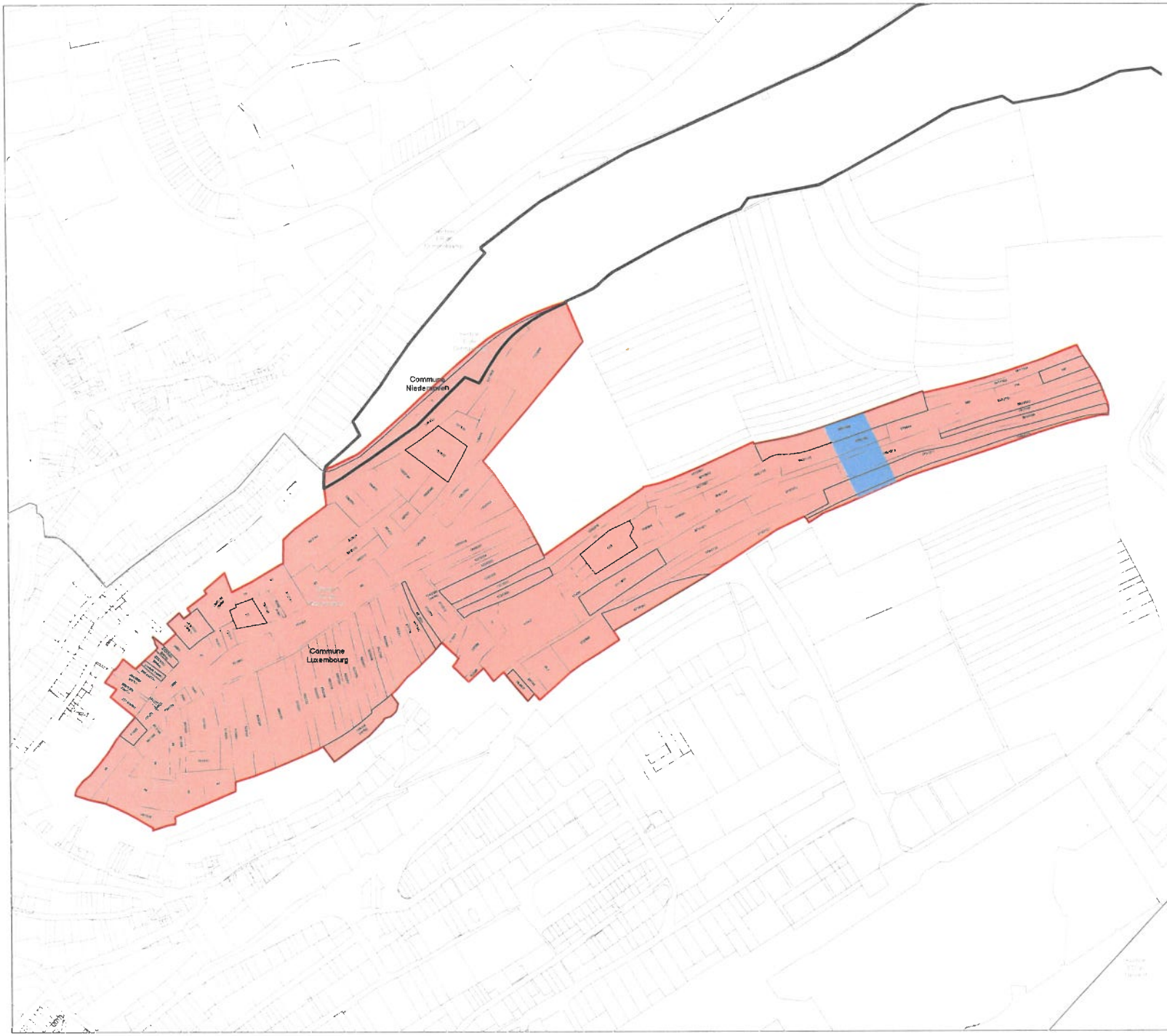
Une des deux représentantes de l'Administration de la nature et des forêts, chef du service de la nature, demande que l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal existant modifie également l'art.3 1° existant qui interdit actuellement la chasse dans la zone protégée d'intérêt national. Cette modification supplémentaire permettrait à l'Etat, qui détient le droit de chasse exclusif dans le lot « Grunewald » et dont la zone « Kuebebierg » fait partie, de réguler les ongulés selon les besoins écologiques sur le terrain sans passer par des procédures administratives supplémentaires. De ce fait, une telle modification de l'avant-projet du règlement grand-ducal constituerait une simplification administrative.

Après un vote à ce sujet (4 membres ayant le droit de vote étant en faveur d'une telle modification contre 3 votes négatifs et 2 abstentions), le CSPN propose à ce que l'art.3 1° interdisant la chasse dans la zone soit modifié par le biais de l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant.

De manière générale, l'autre représentante de l'Administration de la nature et des forêts, service des forêts, fait remarquer que des modifications de zones protégées d'intérêt national pour permettre la réalisation de projets d'infrastructures ne devraient pas faire école et rester des cas exceptionnels.

Ces remarques et proposition étant faites, le CSPN avise favorablement la modification de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle « Kuebebierg ».


Hirzebierg
Fielschet
Winzeg
Schmelz
Bloeberg
Dommeldange
Birkebësch
Hearwiss
Schleed
op der Schleed
Krommlängten
Laangfur
Kirchberg-Klem
Kirchberg-Plateau
Kirchberg-Quartier
Eecherbësch
Weimerskirch
Elch
Ecole européenne
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de la nature et des forêts
ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL
SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE
"Kueberbierg"
N
0
125
250
375
500
m
1:10 000



Plan d'orientation

Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable
Administration de la nature et des forêts

ZONE PROTÉGÉE D'INTÉRÊT NATIONAL SOUS FORME DE RÉSERVE NATURELLE

- "Kuebebierg"
- Couloir infrastructures

Limites administratives

- Parcelles cadastrales
- Sections
- Communes

N

0 50 100 150 200 m

1:5 000

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT
MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg
Ministère initiateur :	Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Auteur(s) :	Gilles Biver (MECDD)
Téléphone :	2478-6834
Courriel :	gilles.biver@mev.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Modification de la zone protégée "Kuebebierg"
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)(s)	Ministère de la Mobilité et des Travaux publics Administration de la nature et des forêts
Date :	28/04/2021

Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : ☒ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle / lesquelles :
Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration de la nature et et des forêts
Fonds Kirchberg
Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles

Remarques / Observations :
Dossier élaboré en collaboration étroite entre les services des deux ministères concernés et le Fonds Kirchberg
Adaptations réalisées lors des premières consultations

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales : ☒ Oui ☐ Non
- Citoyens : ☒ Oui ☐ Non
- Administrations : ☒ Oui ☐ Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a. [1]
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Remarques / Observations :

[1] N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? ☒ Oui ☐ Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations :
Le projet est accompagné d'un exposé des motifs complété d'un dossier de classement, d'un commentaire des articles, ainsi que d'un texte coordonné

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations :

6 Le projet contient-il une charge administrative[2] pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le coût administratif[3] approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)

[2] Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

[3] Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7 a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel[4] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

[4] Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8 Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

9 Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, laquelle :

10 En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Sinon, pourquoi ?

11 Le projet contribue-t-il en général à une :

a) simplification administrative, et/ou à une ☒ Oui ☐ Non

b) amélioration de la qualité réglementaire ? ☒ Oui ☐ Non

Remarques / Observations : Meilleure visibilité d'une réserve naturelle d'ores et déjà désignée

12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ☐ Oui ☒ Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, lequel ?

Remarques / Observations :

Egalité des chances

15 Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, expliquez pourquoi : Le projet de la réserve naturelle vise tous les citoyens indépendamment de leur sexe

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? ☐ Oui ☒ Non

Si oui, expliquez de quelle manière :

16 Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17 Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation [5] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march___int__rieur/Services/index.html

[5] Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

18 Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers [6] ? ☐ Oui ☐ Non ☒ N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march___int__rieur/Services/index.html

[6] Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

NATURSCHUTZGEBIET PS (*PELOUSE SÈCHE*) 05 *KUEBEBIERG*

Endfassung

Version 1.1

Dossier de classement-bis
2020

Auftraggeber:
Fonds Kirchberg
4, rue Erasme
L-1468 Luxembourg

efor-ersa, ingénieurs-conseils
7, rue Renert
L-2422 Luxembourg
Tél : 40 03 04 – 1 – Fax : 40 52 83

Projektleitung
Pierre KALMES

Verfasser
Catherine SINNER

Geländeaufnahmen
Thomas FRANKENBERG
Catherine SINNER

Digitalisierung
Bärbel SCHOBEL
Catherine SINNER

Kartografie
Bärbel SCHOBEL

Datum Auftrag
21.10.2019

Abgabe Endbericht
15.12.2020

Interne Bezeichnung
DOSC_RN_KUEBEBIERG

www.fondskirchberg.lu FONDS KIRCHBERG Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg

Dokument gedruckt auf zertifiziertem Recyclingpapier

Nom de la réserve: ZPIN Kuebebierg

Localisation: sections cadastrales Weimerskirch et Gréngewald

Surface totale de la réserve (pcn): 32.31 ha

Surface milieu ouvert (GIS): 7,6836ha

Surface milieu forestier (GIS): 24,3410 ha

Surface par type de propriétés (pcn):

État : 1,4545 ha

commune : 0,9412

Établissement public (Fond de Kirchberg) : 24,1487

Particulier privé : 4,7953

Société privé : 0,0374

ONG : /

Communes concernés (territoires): Luxembourg et Niederanven

Secteur écologique : „Schooffielser und Müllerthaler Gutland“ et „Alzette-, Attert- und Mittelsauertal“

Type de biotopes dominants : forêt de feuillus, haie vive et broussaille, champ, pelouse maigre sur sol sableux et silicieux

Altitude moyenne : 335 m

Altitude maximale : 355 m

Altitude minimale : 314 m

Substrat géologique dominant : grès de Luxembourg

Date de la remise de dossier : 10.12.2020

Nom et adresse du bureau en charge du dossier :

efor-ersa, ingénieurs-conseils
7, rue Renert
L-2422 Luxembourg

Inhaltsverzeichnis

Inhaltsverzeichnis 4
1. Einleitung 7

1.1. Ziele und Rahmen der Ausweisung 7
1.2. Lage und Geltungsbereich 8
1.3. Abgrenzung mit Begründung der ausgewählten Grenzen 10

1.3.1. Kuebebierg 10
1.3.2. Märtesgrond 11

1.4. Nachbarschaft und Zusammenhang mit anderen Schutzgebieten und weitere Planabsichten 12

1.4.1. Schutzgebiete 12
1.4.2. Planabsichten 13
1.4.3. Abstimmung zwischen bestehenden Gebieten und vorgesehenen Plänen und Programmen 19

2. Allgemeine Beschreibung 20

2.1. Topographie und Landschaft 20
2.2. Hydrographie 20
2.3. Geologie 20
2.4. Pedologie 21
2.5. Bodennutzung 21
2.6. Frühere Nutzungen 21
2.7. Jagdliche Aktivitäten 25

3. Bedeutung und Ziele des Naturschutzgebietes 26

3.1. Biotope und Flora 26

3.1.1. Offenland 26
3.1.2. Geschützte Pflanzenarten des Offenlandes 34
3.1.3. Waldbereiche 35
3.1.4. Geschützte Pflanzenarten des Waldbereichs 41

3.2. Fauna 41

3.2.1. Geschützte Tierarten 43

3.3. Zusammenfassende Bewertung des Naturschutzgebietes 44

3.3.1. Biotope und Flora 44

3.3.2. Fauna 44
3.3.3. Weitere Funktionen des Naturschutzgebietes 45

4. Schäden, Gefährdung und Auflagen 46

4.1. Schäden 46
4.2. Gefährdung 47
4.3. Auflagen 48

5. Maßnahmenkonzept 49

5.1. Entwicklungsmaßnahmen (mesures d’aménagement – premier investissement) 49
5.2. Bewirtschaftungsmaßnahmen (mesures de gestion – interventions annuelles) 53

6. Literaturverzeichnis 55
7. Anhang 57

1. Einleitung

1.1. Ziele und Rahmen der Ausweisung

Der *Kuebebierg* wurde bereits durch das Inkrafttreten der großherzoglichen Verordnung vom 26.März 2002 (RGD 2002)[1] (siehe Anhang B1) als Naturschutzgebiet ausgewiesen, nachdem es in der *Déclaration d'intention générale* (DIG 81) vom 24. April 1981 gelistet war. Als Grundlage hierfür diente ein bereits 1994 ausgearbeites und im Jahre 1997 angepasstes Ausweisungsdossier (ECAU 1997).

Das primäre Schutzziel des Kuebebierg ist der Erhalt bzw. die Restauration der kulturhistorisch entstandenen und national geschützten Trocken-, Sand- und Silikatmagerrasen, sowie des Sandackers, der zu den letzten in Luxemburg vorkommenden Sandäckern zählt und regelmäßig eine typische Sandmohngesellschaft ausbildet, welche als Teil des im Rahmen des *Plan national pour la protection de la nature* (PNPN) ausgearbeiteten Aktionsplans für Ackerwildkräuter angesehen werden kann. Die zu schützenden Bereiche mit ihren charakteristischen Pflanzenarten unterliegen aufgrund ihrer direkten Nachbarschaft zu den, im Rahmen der Umsetzung des *Plan directeur sectoriel „Logement“*, geplanten Neubaugebieten *Laangfur* und *Kuebebierg* und den hiermit benötigten Infrastrukturen einem enormen Siedlungsdruck, welcher neben der natürlichen Sukzession die Hauptgefährdung der zu schützenden Bereiche darstellt.

Der Erhalt des Naturschutzgebietes *Kuebebierg* dient auch dem Schutz natürlicher Landschaften in einem urban stark überprägten Raum.

Die Notwendigkeit, das bestehende *Dossier de classement* mit dem entsprechenden RGD 2002 zu überarbeiten, resultiert letztlich aus einem urbanen Projekt der kurzen Wege, welches die Realisierung einer öffentlichen Verkehrsverbindung und Langsamverkehrslinie über den *Märtesgrond* vorsieht und so zu einer nachhaltig orientierten Siedlungsentwicklung auf dem Plateau Kuebebierg beitragen soll. Zur Umsetzung dieses Projektes wird der Bau eines Brückenbauwerks, sowie die Anschlüsse der benötigten Infrastrukturen, allen voran für die Abwässer und Niederschlagswasser, innerhalb des Naturschutzgebietes nötig. Da derzeit jedoch jegliche Bautätigkeit aufgrund des bestehenden RGD 2002 zum Naturschutzgebiet *Kuebebierg* nicht genehmigungsfähig ist, muss für dieses Projekt eine Modifizierung des RGD 2002 vorgenommen werden, welche grundsätzlich konform zum Art. 11bis[2] der Luxemburger Verfassung ist.

[1] Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site „Kuebebierg“ englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg

[2] L'Etat garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures

Im Rahmen dieser Überarbeitung des *Dossier de classement* wird auch die Abgrenzung des Naturschutzgebietes überarbeitet um das Gebiet zu vergrößern und dadurch auch qualitativ aufzuwerten.

Die vorliegende Neufassung des *Dossiers de classement* dient als Basis für den Start der Modifikations-Prozedur. Nachfolgend werden die Bedeutung und die Ziele des Naturschutzgebietes *Kuebebierg* dargelegt, die erforderlichen Maßnahmen erarbeitet und erläutert, sowie die, notwendigen Reglementierungen vorgeschlagen, welche angesichts der geplanten Entwicklungen des PAP-NQ *Laangfur,* und der Bauerwartungsfläche *Kuebebierg* (ZAD), vorrangig dem langfristigen Schutz des bereits ausgewiesenen Naturschutzgebietes *Kuebebierg* dienen.

1.2. Lage und Geltungsbereich

siehe Anhang A1 : Topographische Karte mit Abgrenzung des Schutzgebietes (1 : 5000)
siehe Anhang A2 : Topographische Karte mit Darstellung der Änderung der Schutzgebietsgrenze (1 :5000)

Das Schutzgebiet *Kuebebierg* liegt innerhalb der Wuchsgebiete „Schooffielser und Müllerthaler Gutland“ und „Alzette-, Attert- und Mittelsauertal“ im Kanton Luxemburg.

Es befindet sich im Norden der Stadt Luxemburg und ist Teil der Gemarkung Weimerskirch und wird von diesem Stadtteil im Südwesten sowie vom Stadtteil Dommeldange im Nordwesten umrahmt.

Der Geltungsbereich des Schutzgebietes umfasst große Teile des Plateaubereichs, mit den Katasterflurnamen *Kuebebierg* und *Schleed,* sowie deren Hänge und den östlichen Bereich des Talzuges *Maertesgrond*.

Der Kuebebierg fällt in den Kompetenzbereich der regionalen Außenstellen „Süd“ (Arrondissement Sud) und „Ost“ (Arrondissement Est) der Naturverwaltung und der lokalen Naturschutz- und Forstreviere (Triages) „Luxemburg“ und „Gruenewald“.

Das Schutzgebiet in seiner hier vorgeschlagenen Abgrenzung beinhaltet 145 Katasterparzellen, die sich auf zwei Gemeinden aufteilen: Luxemburg (inklusive der Flächen ohne Katasternummer insgesamt 96,5 % der Fläche) und Niederanven (3,5 % der Fläche).

Auf Grundlage der Katasterdaten (PCN) beträgt die Größe des Gebietes 32,31 ha, wogegen die alte Abgrenzung des Gebietes 21,75 ha betrug. Die vorgeschlagene Erweiterung des Schutzgebietes beträgt somit 10,56 ha.

Tab. 1-1: Aufschlüsselung der Katasterfläche auf die Gemeinden (efor-ersa 2020)

Gesamtfläche				
PCN – Katastersektionen	Anzahl Kataster-parzellen	Fläche		
Gemeinde		GIS [ha]	PCN [ha]	PCN [%] *
Luxemburg-Eich	143	31,07	31,17	96,47
davon: Section C	141	30,36	30,45	94,25
Flächen ohne Katasternumme (Straßen/Wege)	2	0,71	0,72	2,22
Niederanven	2	0,85	1,14	3,53
davon: Section E	1	0,64	0,93	2,87
Flächen ohne Katasternumme (Straßen/Wege)	1	0,21	0,21	0,66
TOTAL	145	31,92	32,31	100,0

Tab. 1-2: Aufschlüsselung der Besitzverhältnisse der Gesamtfläche (efor-ersa 2020)

Anteile Gesamtfläche				
PCN - Besitzer	Anzahl Kataster-parzellen	Surface		
		GIS [ha]	PCN [ha]	PCN [%] *
Staat	6	1,1822	1,4545	4,50
Fonds Kirchberg	103	24,1089	24,1487	74,75
Luxemburg Stadt	6	0,9533	0,9412	2,91
private Gesellschaft (Immobilière SCI)	1	1	0,0376	0,0374
Privatperson(en)	26	4,7216	4,7953	14,84
Flächen ohne Katasternumme (Straßen/Wege)	3	3	0,9174	**0,9285**
TOTAL	**145**	31,92	**32,31**	**100,0**

Tab. 1-3: Aufschlüsselung der Besitzverhältnisse der Erweiterungsfläche (efor-ersa 2020)

Anteile Erweiterung				
PCN - Besitzer	Anzahl	Surface		
		GIS [ha]	PCN [ha]	PCN [%] *
Staat	2	0,6399	0,9281	8,79
Fonds Kirchberg	49	3,775	3,8018	36,00
Luxemburg Stadt	6	0,9358	0,9249	8,76
private Gesellschaft (Immobilière SCI)	1	0,0376	0,0375	0,36
Privatperson(en)	25	4,4612	4,535	42,94
Flächen ohne Katasternumme (Straßen/Wege)	3	0,3297	0,3337	3,16
TOTAL	86	10,18	10,56	100,0

Eine graphische Darstellung der Besitzverhältnisse und -verteilung, sowie die Liste mit den Parzellen innerhalb der neuen Abgrenzung des Schutzgebietes befinden sich im Anhang B2.

1.3. Abgrenzung mit Begründung der ausgewählten Grenzen

Die vorgeschlagene Neu-Abgrenzung des Schutzgebietes orientiert sich überwiegend an den hier vorkommenden, geschützten Biotoptypen und Pflanzengesellschaften mit den für sie charakteristischen Arten, an der Topographie sowie an den landes- und städteplanerischen Vorgaben.

Als Grundlage der Neuabgrenzung dienen daneben auch die Grenzen des ausgewiesenen Schutzgebietes sowie die im *Dossier de classement* (ECAU 1997) und in den beiden Pflegeplänen (ersa 2003 und efor-ersa 2015) verfassten Vorschläge zur Neuabgrenzung. Eine grafische Übersicht der Begründung der ausgewählten Erweiterungen befindet sich im Anhang B3.

1.3.1. Kuebebierg

Im westlich gelegenen Plateaubereich befinden sich ein Sandacker, sowie Trocken- und Halbtrockenrasen (6210*[3]) und Bereiche mit Felsgrusgesellschaften (6110*), deren Erhalt als primäres Schutzziel des Gebietes gilt. Zusätzlich beinhaltet der westliche Teilbereich des Schutzgebietes Bereiche, wo aufgrund einer bereits fortgeschrittenen Graslandsukzession ausgeprägte Silikatmagerrasen (BK07) bzw. artenreiche Glatthaferwiesen (6510) oder Gebüsche (BK17) vorzufinden sind, jedoch eine Restauration von Magerrasen möglich erscheint (vgl. efor-ersa 2015, S. 15-20 und

[3] *: Prioritäre Lebensräume der Richtlinie 92/43/EWG des Rates zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen (Flora-Fauna-Habitat-Richtlinie – FFH-RL)

S.39). Das Vorkommen dieses Graslandsukzessionsstadiums begründet u.a auch die westliche Erweiterung des Schutzgebietes (vgl. efor-ersa 2015 S. 51). Die westliche Abgrenzung des Gebietes orientiert sich daneben aber auch an der Abgrenzung des FFH-Gebietes LU0001022 *Grunewald* (siehe Kapitel 1.4.1), welches sich bereits an der vorhandenen Hangkante ausrichtet. Westlich der vorgeschlagenen Schutzgebietsgrenze fällt das Gelände relativ steil nach Westen ab.

Im nördlich des Plateaubereichs *Kuebebierg* und *Schleed* gelegenen Hangbereich sind die bewaldeten Hänge (Waldmeister-Buchenwald, *Asperulo-Fagetum* 9130) und Laubbaumbestände unterschiedlicher Ausprägungen (BK13)), sowie die Sandsteinfelsen (8210) in die vorgeschlagene Neuabgrenzung integriert. In diesem Hangbereich sind sowohl der Waldmeister-Buchenwald als auch die freistehenden Sandsteinfelsen ausschlaggebend für die Erweiterung des Schutzgebietes. Die Abgrenzung orientiert sich hier überwiegend an der *Zone verte* des geltenden PAG der Stadt Luxemburg (siehe auch Kapitel 1.4.1.2), sowie dem nationalen Schutzgebietsnetzes (ZPIN 28 – Gréngewald). Die bewaldeten Hangbereiche dienen in erster Linie als Abschirmung für die seltenen und aus Naturschutzsicht wertvolleren Lebensräume und Biotope des Plateaubereichs, übernehmen daneben aber auch ökologische Funktionen in den Bereichen Biodiversität, Boden, Wasser, Luft-, Klima- und Landschaftsschutz.

Die geplante Erweiterung des Naturschutzgebietes im östlichen Plateaubereich dient primär der Stärkung der Pufferfunktion gegenüber dem zu erwartenden, stark erhöhten Siedlungsdrucks (Naherholung!), der sich auf die wertvollen Offenlandbereiche des Kuebebierg-Plateaus auswirken dürfte. Sekundär soll hier ein Reservat für die auf dem Sandacker des *Kuebebierg* vorkommenden Ackerwildkräuter hergestellt werden. Zudem führt diese Erweiterung zu einer kohärenteren, zusammenhängenden Schutzfläche indem sie eine funktionsfähige Verbindung zweier Bereiche (*Kuebebierg* und *Märtesgrond*) des Naturschutzgebietes herstellt.

1.3.2. Märtesgrond

Das Schutzgebiet bezieht den gesamten Talzug *Märtesgrond*, mit den bewaldeten Lebensräumen (Laubbaumbestände unterschiedlicher Ausprägungen (BK13)), den Felsformationen (Kalkfelsen mit Felsspaltenvegetation 8210), den mit Gebüsch bestandenen Hängen (BK17), sowie den Offenlandbereichen (Grünland und Acker) mit ein. Der *Märtesgrond* hat ebenfalls eine wichtige Pufferfunktion für den ökologisch hochwertigen Plateaubereich des *Kuebebierg*. Er übernimmt darüber hinaus auch eine wichtige Funktion für die Schutzgüter Biodiversität, Landschaftsschutz, Boden, Wasser, Luft und Lokalklima, der auch durch die Überlagerung einer ZSU-cé[4] im PAG der Stadt Luxemburg Rechnung getragen wird.

[4] Zone de servitude “urbanisation” – corridor écologique

Die westliche Erweiterung des Schutzgebietes im *Märtesgrond* beinhaltet die gleichen Biotoptypen (8210, BK13 und BK17) wie der schon ausgewiesene Teil und übernimmt somit die gleichen Funktionen im Naturschutzgebiet wie dieser. Die südliche Erweiterung des Gebietes orientiert sich an der Abgrenzung des FFH-Gebietes LU0001022 *Grunewald* und beinhaltet geschützte Biotope (BK13 und BK17) die integral in der *Zone verte* des geltenden PAG der Stadt Luxemburg liegen. Diese Erweiterung dient somit auch der Kohärenz der kommunalen Planung (Zone verte (ZV) und *Zone de servitude „urbanisation“ – corridor écologique* (ZSU-cé)) mit dem nationalen Netz von Schutzgebieten.

1.4. Nachbarschaft und Zusammenhang mit anderen Schutzgebieten und weitere Planabsichten

🌍 siehe Anhang A3 : Topographische Karte mit Darstellung der nationalen und europäischen Schutzgebiete, sowie dem *Plan sectoriel* Logement (1 :5000)

1.4.1. Schutzgebiete

1.4.1.1 LU0001022 Grunewald

Das Schutzgebiet befindet sich fast gänzlich innerhalb des FFH-Gebietes LU0001022 *Grunewald*, dessen Schutzziel, laut großherzoglicher Verordnung zu den Habitatschutzgebieten[5], den Erhalt nachstehender Lebensraumtypen von Anhang I der FFH-Richtlinie, sowie den Erhalt der nachstehenden Arten von Anhang II der FFH-Richtlinie vorsieht. Mit * gekennzeichnet sind die prioritären Lebensraumtypen.

Anhang I – Lebenraumtypen von LU0001022:

FFH 6120[6]	Subkontinentale Blauschillergrasrasen (*Koelerion glaucae*)*
FFH 6210	Trespen-Schwingel-Kalk-Trockenrasen (*Festuco-Brometalia*)*
FFH 6510	Extensive Mähwiesen der planaren bis submontane Stufe (*Arrhenatherion*, *Brachypodio-Centaureion nemoralis*)
FFH 9110	Hainsimsen-Buchenwälder (*Luzulo-Fagetum*)

[5] Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation
[6] Der Pflegeplan zum Naturschutzgebiet Kuebebierg weist darauf hin, dass der auf dem *Kuebebierg* vorkommende, ebenfalls zu den prioritären Lebensraumtypen zählende FFH-Lebensraumtyp 6110 (Kalk-Pionierrasen – *Alysso alyssoides-Sedion albi* Oberd. et Th. Müller 1961) vermutlich als Bestände des *Koelerion glaucae* Volk 1931 (6120) (in Luxemburg nicht vorkommender Lebensraumtyp) angesehen wurde und dass der FFH-Lebensraumtyp 6110 deshalb anstelle des Lebensraumtyps 6120 als Erhaltungsziel des Natura 2000-Habitatschutzgebietes zu werten ist.

FFH 9130	Waldmeister- (bzw. Perlgras-) Buchenwälder (A*sperulo-Fagetum*)
FFH 9180	Schlucht- und Hangmischwälder (*Tilio-Acerion*)*
FFH 91D0	Moorwälder*
FFH 91E0	Erlen- und Eschenwälder sowie Weichholzauenwälder an Fließgewässern (*Alnion glutinoso-incanae*)*

Anhang II - Arten:

FFH1323	Bechsteinfledermaus (*Myotis bechsteinii*)
FFH1324	Großes Mausohr (Myotis myotis)
FFH1381	Grünes Besenmoos *(Dicranum viride)*

Innerhalb des Naturschutzgebietes Kuebebierg sind die Habitattypen 6110 (siehe Fußnote 6 S.12), 6510 und 9130 vorhanden und gehören zu dessen Schutzzielen. Für die genannten Arten des FFH-Gebietes liegen derzeit keine Daten für das Naturschutzgebiet *Kuebebierg* vor.

1.4.1.2 ZPIN 28 Gréngewald

Das nationale Naturschutzgebiet ZPIN 28 Gréngewald grenzt nördlich an das Naturschutzgebiet *Kuebebierg* an. Dieses, bereits in der DIG81, als Réserve forestière (RF 00) Grunewald (massif forestier) gelistete Naturschutzgebiet, befindet sich seit September 2018 in der Ausweisungsprozedur. Zu den Hauptinteressen dieses Schutzgebietes zählen einerseits die Biotope Wald und Trockenrasen, sowie die daran gebundenen seltenen Arten. Weiter ist das Schutzgebiet *Gréngewald* auch von Interesse in Bezug auf die Landschaft und das nationale und regionale ökologische Verbundsystem. Das RGD (avant-projet 2018) sieht deshalb die Ausweisung des Gréngewaldes als nationales Natur- und Landschaftsschutzgebiet vor.

1.4.2. Planabsichten

Bei den nachfolgenden Beschreibungen der Planabsichten ist zu erwähnen, dass es sich überwiegend um Momentaufnahmen der Konzepte bzw. von geplanten Projekten handelt deren Planungen im Laufe der Zeit durchaus noch ändern können. Die hier dargelegten Absichten und Maßnahmen müssen demnach nicht wie hier beschrieben umgesetzt werden bzw. können im Laufe der Zeit noch geändert werden.

1.4.2.1 PAG / PAP (geltender Stand Dezember 2019)

Bezüglich der Planabsichten werden nachfolgend Aussagen der Impaktstudie zur Machbarkeit der Bebauungsplanung Kuebebierg-Laangfur für das nationale Naturschutzgebiet „Kuebebierg“ (LUXPLAN 2018_A) bzw. der FFH-Verträglichkeitsuntersuchung der Bebauungsplanung *Kuebebierg* zum FFH-Gebiet „Grünewald“ (LUXPLAN 2018_B) weitestgehend zitiert. Neuere Erkenntnisse und Überlegungen bezüglich der Planung (Siedlungsentwicklung und Kompensationskonzept) werden weitestgehend berücksichtigt und integriert.

Gemäß den landesplanerischen Vorgaben sind die Bereiche *Laangfur* und *Kuebebierg* als Zone prioritaire d'habitation (ZPH) ausgewiesen. Die graphische Darstellung der ZPH auf dem Plateau Kuebebierg überschneidet sich im Bereich *Märtesgrond* mit dem ausgewiesenen Naturschutzgebiet RNPS05 (vgl. Anhang A3), es dürfte sich hier um eine „*erreur matérielle*“ handeln, da beide Nutzungen nicht gleichzeitig stattfinden können.

„Wie der Partie graphique zum PAG zu entnehmen ist, ist zwischen dem Wohnbauprojekt und den Schutzgebieten mittels einer **Zone de verdure, einer Zone forestière und einer Zone de servitude d'urbanisation des Typs "corridor écologique"** ein Abstandpuffer vorgesehen. Zudem ist gemäß Vorgabe des PAG der Streuobstbestand im Norden der Planzone in die Planung zu integrieren (**Zone de servitude d'urbanisation des Typs "éléments naturels"**). Die Überlagerung der Teilfläche Laangfur mit einer PAP NQ-Schraffur und der Teilfläche *Kuebebierg* mit einer ZAD-Schraffur verdeutlicht, dass eine Phasierung der Bebauung dieser großen Freiflächen geplant ist“ (LUXPLAN 2018_A S.13 und LUXPLAN 2018_B S.16). Hier ist zu erwähnen, dass die kommunal ausgewiesene ZSU-cé des Plateau Kuebebierg sich im nördlichen Bereich des *Märtesgrond* großflächig mit dem ausgewiesenen nationalen Naturschutzgebiet überlagert.

Das Bebauungskonzept sieht in den Bereichen *Laangfur* und *Kuebebierg* in den nächsten ca. 25 Jahren bis zur vollständigen Entwicklung des Gebietes ein neues Stadtviertel mit mehr als 10.000 Einwohnern, gemäß dem stadtplanerischen Leitbild „Stadt der kurzen Wege“ vor.

Abb. 1-1: Ausschnitt aus dem PAG en vigueur der Stadt Luxembourg (https://pag.vdl.lu/pag/pag-graphique/ abgerufen am 29.11.2019)

„Hinsichtlich der Qualität des Viertels als Aufenthaltsort wird auch ein Schwerpunkt auf die Grünplanung, einschließlich der Schaffung und Gestaltung von Orten der Naherholung innerhalb des Plangebietes gelegt“ (LUXPLAN 2018_A S. 15 und 2018_B S.18).

„So sind im Westen des *Kuebebierg* und entlang des *Märtesgrond* größere, zusammenhängende unbebaute Bereiche vorgesehen. Der **westliche** Bereich des Teilbereichs *Kuebebierg* wird im wesentlichen für die **Umsetzung von Kompensationsmaßnahmen** vorgesehen, u. a. soll hier eine Streuobstwiese angelegt werden[7]“ (siehe hierzu Kapitel 6.1.2.1 und Kapitel 6.2.2.1 in denen dieser Vorschlag nicht übernommen wird). „Im Südosten, an dieses Kompensationsareal angrenzend, soll nach derzeitigem Planungsstand eine **urbane Farm** etabliert werden. Gegebenenfalls ist eine Bewirtschaftung der für die Umsetzung der Kompensationsmaßnahmen zurückbehaltenen Bereiche durch die Farm vorgesehen“ (LUXPLAN 2018$_A$ S. 15). Städteplanerisch ist die urbane Farm vor allem als Element zur Abpufferung des zukünftig durch das Neubaugebiet Kuebebierg steigenden Freizeitdrucks auf das westlich angrenzende Naturschutzgebiet *Kuebebierg* anzusehen.

„Ebenso ist die Freihaltung von Bebauung eines (…) **Pufferstreifens** entlang der Schutzgebiete (NSG "Kuebebierg" und FFH-Gebiet "Grünewald") von erhöhter Bedeutung. Bereits im Avis des MDDI-DE vom 2. März 2016 nach Art. 6.3 SUP-Gesetz (Réf.Nr. 83.250/CL) wird bezüglich der Zone KI_3 (hier: Teilbereich Laangfur) die Freihaltung eines (…) Korridores entlang des FFH-Gebietes "Grünewald" gefordert. Außerdem weist das MDDI-DE bezüglich der Zone WE_1 (hier: Teilbereich *Kuebebierg*) im Avis nach Art. 6.3 bereits auf die mögliche Etablierung von Grünkorridoren, der Einhaltung eines Pufferstreifens zu den Schutzgebieten sowie Minderungs- und Kompensationsmaßnahmen hin. Mit der Ausweisung einer (…) Zone de verdure entlang des nördlichen Randbereiches der Planzone *Kuebebierg* sowie weiterer *Zones de servitude d'urbanisation* des Typs "*éléments naturels*" wird dem nachgekommen“ (LUXPLAN 2018$_A$ S. 15) .

Die einzelnen Bauabschnitte des *Kuebebierg* (siehe Abb.1-2) sollen im Sinne eines reduzierten mobilisierten Individualverkehrs (MIV) geplant und umgesetzt werden, um somit auch das Erreichen der nationalen Ziele in Bezug auf den Klima- und Umweltschutz zu fördern (Reduktion der Treibhausgasemissionen, Kein Überschreiten der Grenzwerte für NOx und Feinstaub, Verringerung der Lärmbelastung, Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV). Dies soll, neben der Reduktion des Stellplatzangebotes innerhalb der Wohngebiete und der damit verbunden größtmöglichen Vermeidung von unterirdischen Geschossen, auch die Schaffung einer Verbindung der Neubaugebiete an das bereits vorhandene öffentliche Verkehrsnetz (ÖV), beinhalten. Eine optimale Anbindung an das bestehende ÖV-Netz setzt jedoch eine Überquerung des *Märtesgrond* mittels einer Brücke voraus.

[7] „Es bestehen bereits Vereinbarungen zur Umsetzung von Kompensationsmaßnahmen aus diversen anderen Projekten des Fonds Kirchberg.“

Abb. 1-2: Aufteilung der einzelnen Bauabschnitte auf dem Plateau Kuebebierg (Fonds d’urbanisation et d’aménagement du Plateau de Kirchberg 2020)

1.4.2.2 Brückenbauwerk

„Hinsichtlich der "kurzen Wege" wird das öffentliche Wegenetz insbesondere auf die Bedürfnisse von Fußgängern und Radfahrern ausgelegt, da durch die kurzen Distanzen die täglichen Erledigungen mit dem Fahrrad oder zu Fuß begünstigt werden. Außerdem wird durch die Wegeverbindungen die Erreichbarkeit der öffentlichen Verkehrsmittel (Bus-, Tramhaltestellen) erleichtert und das öffentliche Verkehrsnetz entsprechend angelegt. Beispielsweise ist eine Querverbindung der südlichen und nördlichen Teilfläche mittels eines Brückenbauwerkes über den Määrtesgrond projektiert, die ausschließlich für den Fußgänger- und Radverkehr sowie für (...) (den öffentlichen Transport) errichtet wird.“ (LUXPLAN 2018_A S. 15 und 2018_B S.18)

Es ist vor allem dieses, durch ein rechtsgültig ausgewiesenes Naturschutzgebiet verlaufende Bauwerk, das die hier angestellten Überlegungen zur Modifizierung des bestehenden Naturschutzgebietes *Kuebebierg* ausgelöst hat.

Die Breite des Brückenbauwerks soll dabei so gewählt sein, dass ausreichend Platz sowohl für eine zweispurige Bahn für den öffentlichen Transport, als auch für eine zweispurige Bahn für den sogenannten Langsamverkehr vorhanden ist.

Bezüglich des vorgesehenen Brückenbauwerks wird von Schroeder & Associés, welche an der Planung des Brückenbauwerks arbeiten, eine minimale Breite von 20 m beanschlagt (doppelte Bahn für den öffentlichen Nahverkehr, doppelter Fahrradweg, ein Fußweg und ein Bürgersteig mit „Mischnutzung“ (Fuß und Fahrrad) sowie jeweils 50 cm beidseitig für Schutzgeländer). Zudem sollen für die Wartung des Brückenbauwerks insgesamt 30 m (2 x 15 m, beidseitig) reserviert werden. Rezenten Überlegungen zufolge ist auch die Anlage von zwei funktional getrennten, jedoch optisch zusammenhängenden, Brückenbauwerken nicht ausgeschlossen.

Derzeit befindet sich das Projekt der Baugebietserschliessung über den öffentlichen Transport in einer frühen Planungsphase, sodass noch nicht abschliessend geklärt ist, wie die Erschliessung sowie der Transport tatsächlich umgesetzt werden sollen. Dies wird sich im Laufe des Planungsprozesses und im Einklang mit dem, im Rahmen des hier vorliegenden Dossier de classement zu erstellenden RGD,

ergeben. Zur Genehmigung des Brückenbauwerks muss das Projekt vorab jedoch einer Umweltverträglichkeitsprüfung gemäss dem Gestz vom 15 Mai 2018[8] unterzogen werden.

1.4.2.3 Technische Infrastrukturen

Gemäß der Entwässerungsstudie von Schroeder & Associés (siehe Abb.1-3) sollen die innerhalb der Planzone *Kuebebierg* anfallenden Niederschlagswasser über den bestehenden Regenwasserkanal im *Märtesgrond* abgeleitet werden. Das Niederschlagswasser der Planzone *Kuebebierg* soll zunächst an verschiedenen Stellen an der oberen Hangkante des *Märtesgrond* gesammelt werden. Die Retentionsbecken sollen miteinander verbunden werden, sodass die Anzahl der erforderlichen Anschlüsse und damit der Querung der größtenteils bewaldeten Hänge des *Märtesgrond* möglichst gering gehalten wird, da mit der Querung eine wenn auch temporäre, Flächeninanspruchnahme des Naturschutzgebietes *Kuebebierg* einhergeht.

Nach rezenten Angaben ist die Ableitung des Schmutz- und Regenwassers (im Trennsystem) der Planzone Kuebebierg (ZAD) im Bereich des geplanten Brückenbauwerks vorgesehen. Hier werden die Abwässer dann in das Kanalnetz im *Märtesgrond* geleitet (Schroeder & Associés 2019). Auch sollen, entsprechend den neuesten Erkenntnissen der Regenwasserbewirtschaftung, die extremen Starkniederschläge (*pluies torrentielles*) in der Siedlungsplanung berücksichtigt werden. Dieses, innerhalb einer geringen Zeitspanne und in großen Mengen anfallende Regenwasser soll über das bestehende Kanalsystem im *Val des Bons-Malades* evakuiert werden, um Überschwemmungen und niederschlagsbedingte Schäden in Weimerskirch zu vermeiden.

Wie diese Planung tatsächlich durchzuführen ist, bleibt auf Projektebene zu prüfen.

[8] Loi du 15 mai 2018 relative à l’évaluation des incidences sur l’environnement

Abb. 1-3: Schema der Entwässerungsstrategie wie sie am 16.11.2018 erstellt wurde (Schroeder & Associés 2019)

Neben der Entwässerung des *Kuebebierg* sind möglicherweise noch andere Infrastrukturen nötig, um das zukünftige Wohngebiet an die bestehenden Versorgungsinfrastrukturen anzubinden (Elektrizität, Wasser, Gas, …). Ziel der Stadtplanung ist es, neben der "Stadt der kurzen Wege" auch möglichst vielfältige Synergien zwischen den benötigten Infrastrukturen der Bereiche *Laangefur* (PAP-NQ) und *Kuebebierg* (ZAD) zu schaffen.

1.4.2.4 Projekt „urban Farm“

In einer multidisziplinären Zusammenarbeit zwischen der Stadt Luxemburg und dem Fonds de Kirchberg in Bezug auf die städtische Entwicklung im Bereich *Schleed*, wurde neben dem Prinzip der „Stadt der kurzen Wege“ auch der Erhalt einer landwirtschaftlichen Nutzung in diesem Gebiet als Ziel formuliert. Dabei entstand die Idee eines Stadt-Bauernhofes „urban Farm“, dessen funktionelle und wirtschaftliche Umsetzung vom Fonds du Kirchberg in einer Machbarkeitsstudie geprüft wurde.

Innerhalb der „urbanen Farm“ sollen Kompensationsmaßnahmen, die aufgrund der verschiedenen Flächenumnutzungen auf Kirchberg anfallen, in Form von Streuobstbeständen, umgesetzt werden. Auch sieht die Machbarkeitsstudie ökologische Pflegemaßnahmen, in Form von einer extensiven Beweidung, innerhalb des Naturschutzgebietes und innerhalb der öffentlichen Grünflächen der Neubaugebiete, gemäß dem Prinzip des Agropastoralismus (aus lat. *ager* = Acker und *pastor* = Hirte, Hüter), vor.

Insgesamt ist das Projekt als multidisziplinäre Maßnahme zur Förderung der „Stadt der kurzen Wege“ angesetzt, welche, neben der Produktion von Lebensmittel (für die Anlieger), der ökologischen Pflege von Freiflächen, auch soziokulturelle und pädagogische Zwecke verfolgen soll. Durch das große Angebot an Aktivitäten und den naturbezogenen Ansatz der Flächennutzung kann es dazu beitragen, eine Vielzahl von Bewohnern und potenziellen Freiraumnutzern bereits vor dem Naturschutzgebiet

„abzufangen“ und somit den Freizeitdruck auf das Naturschutzgebiet *Kuebebierg* aktiv zu mindern. Ob und in welcher Form die urbane Farm umgesetzt werden kann wird derzeit vom Planungsbüro *Interalia* untersucht.

1.4.3. Abstimmung zwischen bestehenden Gebieten und vorgesehenen Plänen und Programmen

Aufgrund des Konfliktpotentials der benachbarten Nutzungen „Siedlungsentwicklung“ und „Naturschutz“, sowie der Komplexität der Siedlungsplanung in einem naturschutzrelevanten Bereich von nationaler und europäischer Bedeutung wurden Arbeitssitzungen zwischen dem *Fond d’urbanisation et d’aménagement du Plateau de Kirchberg* (FUAK) als Auftraggeber des hier vorliegenden *Dossier de classement*, dem Umweltministerium (MECDD), zusammen mit der *Administration de la nature et des forêts* (ANF), als Projektträger der Neuausweisung des Naturschutzgebietes, dem Ministerium für Transport und öffentliche Bauten (MMTP) als Projektträger der Tram, sowie mit anderen Planungsbüros, zuständig u.a für die Bereiche Kompensationsmaßnahmen, Abwasserplanung, Brückenbauprojekt und urbane Farm, abgehalten. Die diesbezüglichen Sitzungsprotokolle befinden sich im Anhang B4.

2. Allgemeine Beschreibung

siehe Anhang A1 : Topographische Karte mit Darstellung der Hydrologie (1 :5000)

2.1. Topographie und Landschaft

Die Topographie des *Kuebebierg* wird vom Luxemburger Sandstein definiert, welcher durch die *Alzette* und deren (ehemaligen) Zuflüsse tief (knapp 100 m) eingeschnitten wurde. Der höchste Punkt des Naturschutzgebietes liegt mit 355 m ü NN an der östlichsten Hangkante des *Märtesgrond.* Der niedrigste Punkt liegt mit 314 m ü NN ebenfalls im *Märtesgrond.*

Das Plateau *Kuebebierg* steigt von Osten nach Westen von 325 m ü NN auf 345 m ü NN an und ist mit durchschnittlich 3% Steigung relativ flach. Nach Norden, Süden und Westen fällt das Gelände des, knapp 240 m breiten, Plateaus jedoch steil ab (20-40%).

Insgesamt befinden sich zwei nordexponierte, bewaldete Hangbereiche und ein südexponierter, bewaldeter Hang innerhalb des Schutzgebeites, wobei letzterer im *Märtesgrond* liegt.

Da die steilen Hänge des *Kuebebierg* und des *Märtesgrond,* sowie Teilbereiche des Plateaus überwiegend bewaldet sind, prägen diese Strukturen, aus landschaftlicher Sicht auch stark das Erscheinungsbild des *Kuebebierg* und somit auch des Naturschutzgebietes selbst.

2.2. Hydrographie

Aufgrund der starken Wasserdurchlässigkeit des Luxemburger Sandsteins befinden sich keine Oberflächengewässer auf dem *Kuebebierg* selbst. Im Hang des *Kuebebierg*, innerhalb der erweiterten Abgrenzung des Naturschutzgebietes, befindet sich eine gefasste Quelle (Source Soeurs Heisdorf 4 (SCP-1-23)).

2.3. Geologie

siehe Anhang A4 : Geologie (1 :5000)

Der geologische Untergrund des Naturschutzgebietes wird überwiegend vom wasserdurchlässigen Luxemburger Sandstein des Unteren Lias (li) gebildet. Lediglich im Norden der Zone erscheint eine wasserundurchlässige Rhätschicht (ko, Rote Tone sowie Sandstein und schwarze Blättermergel) aus dem Obertrias an der Oberfläche.

Beim Luxemburger Sandstein handelt es sich um ein basenreiches Silikatgestein, das über ein kalkiges Bindemittel verfügt.

2.4. Pedologie

siehe Anhang A5 : Bodenkarte (1 :5000)

Der Luxemburger Sandstein ist ein Kalksandstein und verwittert zu zunächst relativ basenreichen, sandigen bis sandig-lehmigen Böden. Mit den Niederschlägen kommt es jedoch zu fortwährender Karbonat- und Basenauswaschung. Die Bodenentwicklung führt über die Bildung von Syrosemen, Protorankern und Rankern zur Ausbildung von Braunerden.

Bei den vorhanden Böden handelt es sich vornehmlich um sandige, sehr trockene bis trockene Böden mit einem Verbraunungshorizont (B-Horizont). Kleinere Ausnahmen befinden sich an der östlichen Grenze des Plateaus und der nördlichen Grenze des *Märtesgrond*, wo lehmig-sandige, mässig trockene Böden mit B-Horizont in das Gebiet reichen. Die Böden auf Luxemburger Sandstein sind generell wenig tiefgründig.

2.5. Bodennutzung

siehe Anhang A6 : Bestandsplan / geschützte Biotope (1 : 5000)

Zur Beschreibung der Bodennutzung kann der Bestandsplan der vorhanden Biotope herangezogen werden. Hier wird ersichtlich welche Bereiche zum Wald bzw. zum Offenland zählen. Innerhalb des Offenlandes kann zudem zwischen einer Acker- und Grünlandnutzung unterschieden werden.

2.6. Frühere Nutzungen

Das Plateau des *Kuebebierg* und die östlich anschließenden Plateaulagen waren jahrhundertelang Teil des, die Dörfer umgebenden, gemeinschaftlich genutzten Weidelands bzw. der Allmende. Schon früh, spätestens jedoch im Mittelalter, trat infolge von Waldweide und Rodungen ein ggf. noch von einzelnen Sträuchern und Bäumen bestandenes Grasland an die Stelle der ursprünglichen Wälder. Wechselnde kleine Teilflächen der Allmende wurden zudem in Form der Feld-Gras-Wechselwirtschaft genutzt. Hier wurden innerhalb des weit überwiegenden Heide- und Graslandes kleine Flächen für jeweils etwa ein bis zwei Jahre als Acker genutzt und anschließend der unter erneuter Beweidung erfolgenden Selbstberasung überlassen. Eine gerodete und von Nutzung geprägte Darstellung findet sich auch in der Karte des Grafen Ferraris wieder, welche am Ende des 18ten Jahrhunderts erstellt wurde (vgl. Abb. 2-1).

Durch ungeregelte, innerhalb eines Jahres oft mehrfache, jedoch aufgrund zumeist großer Herden jeweils kurzer und intensiver Beweidung wurden den Böden der Allmende beständig Nährstoffe entzogen. Eine Düngung dieser Flächen erfolgte in früheren Zeiten nicht (siehe Abb. 2-2). Erst nachdem synthetisch hergestellte Düngemittel allgemein verfügbar waren, wurde das außerhalb der Tallagen zumeist unproduktive Grasland bis auf wenige Reste in höhere Erträge bringendes Wirtschaftsgrünland oder in Ackerland umgewandelt.

Von dieser erst seit etwa Mitte des letzten Jahrhunderts einsetzenden Intensivierung wurden bis zum heutigen Tage insgesamt nur wenige Flächen ausgenommen, da auf ihnen bodenverbessernde Maßnahmen als nicht lohnend angesehen wurden. Deshalb fielen diese Flächen oft brach oder wurden aufgeforstet. Dies gilt auch für die im Westen des *Kuebebierg* gelegenen Flächen. Im Osten des in das Schutzgebiet einbezogenen Plateaus wurden jedoch einzelne Flächen weiterhin als Äcker oder Wiesen genutzt. Auf einigen der Wiesen wurden dabei auch Obstbäume zur Begründung von Streuobstwiesen gepflanzt. Diese Entwicklung kann gut auf dem Luftfoto des Kirchbergs vom Jahr 1973 nachvollzogen werden (vgl. Abb. 2-3)

Weitere für den *Kuebebierg* dokumentierte Nutzungen sind das ehemals vermutlich regelmäßig erfolgende Burgbrennen und die illegale Nutzung des Areals als Motocross-Gelände (vgl. KIRPACH 1989 und ECAU 1997). Auch erfolgte auf Teilflächen die Ablagerung von Bauschutt und sonstigem Müll.

In unmittelbarer Nähe des Stadtgebietes gelegen, wurden in jüngerer Zeit auch die Plateaulagen des *Kuebebierg* als potenzielles Bauland angesehen. Bevor das Gebiet als Schutzgebiet vorgeschlagen wurde (KIRPACH 1989) waren bereits fast alle Parzellen vom Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau du Kirchberg (Fonds Kirchberg) aufgekauft worden. Aufgrund der von Naturschutzseite erfolgenden Bemühungen zum Erhalt der schutzwürdigen Lebensräume und Arten erklärte sich der Fonds jedoch mit der Ausweisung des Areals zum Naturschutzgebiet einverstanden.

Abb. 2-1: Auszug aus der Ferraris Karte (1778)

Abb. 2-2: Ausschnitt aus dem Luftbild von 1951 (© Administration du Cadastre et de la Topographie)

Abb. 2-3: Ansicht vom Kirchberg-Plateau und vom *Kuebebierg* (im Bild links oben) aus dem Jahr 1973. (Quelle: KIEFFER 1998, Artikel aus dem Stadtmagazin „ons stad“; ons stad 59/1998: 10, http://onsstad.vdl.lu/uploads/tx_newsflippingbook/ons_stad_59-1998_0-38.pdf).

Nachdem die Graslandbereiche im Westen des Plateaus weit mehr als 20 Jahre (quasi) brach gelegen haben gelang im Jahr 2001 die (Wieder-) Einführung einer alljährlichen Beweidung der Flächen mit Schafen. Von dieser einmaligen Beweidung blieben allerdings die damals stark mit Besenginster verbuschten Bereiche im Westen des Plateaus ausgespart.

Die Beweidung mit Schafen erfolgte in den ersten Jahren in Form der Hütehaltung bzw. Hütenetzhaltung. Nachdem im Auftrag des *Administration des Eaux et Forêts* im Mai/Juni 2004 ein fester Weidezaun installiert wurde, fand jedoch ein Übergang zur Koppelhaltung statt. Damit scheint zugleich die Nachtpferchnutzung auf dem *Kuebebierg* aufgegeben worden zu sein. In 2014 erfolgte erstmals eine Beweidung mit mehreren Ziegen, welche dem Beweidungsgang mit Schafen voranging.

Im Jahr 2004 erfolgte nicht nur der Zaunbau, sondern es wurden auch einige der im ersten Pflegeplan (ERSA 2003b) vorgeschlagenen Maßnahmen umgesetzt. Zunächst konnte eine Inventarisierung der Vegetation des Graslands und der Ackerfläche auf dem Plateau erfolgen (ERSA 2005a). Im Hinblick auf die Stützung typischer Ackerwildkräuter und weiterer typischer Begleitpflanzen der Sandäcker erfolgte auf dem Acker erstmals 2004 – und seitdem jedes Jahr - eine regelmäßige Bodenbearbeitung. Während der Acker nur selten bestellt, sondern meist von Jahr zu Jahr zur Hälfte umgepflügt und geeggt sowie später mit beweidet wurde, erfolgte seit 2013/2014 auch der Anbau einer Feldfrucht. Die Bewirtschaftung erfolgt herbizidfrei und düngerlos. Das Schutzgebiet *Kuebebierg* beinhaltet damit ein kleines Feldflorareservat.

Betrachtet man das Luftfoto von 1950 (siehe Abb. 2-2) so kann auch im Bereich des *Märtesgrond* von einer intensiven, jedoch kleinparzelligeren Nutzung der Hangbereiche ausgegangen werden die eine

Entwicklung von hochwertigen Grünlandbereichen zur Folge hatte. Wie in Abb. 2-3 ersichtlich sind die steilen Bereiche jedoch aus der landwirtschaftlichen Nutzung verschwunden und sind zusehends verbuscht. Lediglich die flacheren Bereiche wurden ackerbaulich genutzt um in der Mitte der 1990-er Jahre durch Aussaat einer handelsüblichen Saatmischung in Grünland umgewandelt zu werden. Heute handelt es sich um teilweise stark ruderalisiertes, artenarmes Wirtschaftsgrünland.

2.7. Jagdliche Aktivitäten

siehe Anhang A7 : Jagdlose (1 :5000)

Das Gebiet befindet sich derzeit in den Jagdlosen 513A und Lot ETAT. Ab dem 1. April 2021 wird das Schutzgebiet integral in das Jagdlos Lot 456 integriert.

Seit dem 1ten August 2003 ist die Jagd im Schutzgebiet laut RGD 2002 verboten.

3. Bedeutung und Ziele des Naturschutzgebietes

3.1. Biotope und Flora

Das Schutzgebiet beinhaltet sowohl Offenland- als auch Waldbereiche. Aus Sicht des Naturschutzes liegt das Interesse des Gebietes dabei vor allem im Erhalt und in der Restauration der Trockenrasen (Kalk-Pionierrasen (FFH-Code: 6110), der Sand- und Silikatmagerrasen (BTK-Code: BK07)), sowie der typischen, hochgradig gefährdeten Arten des Sandackers. Das Schutzziel der Waldbereiche (Waldmeister- bzw. Perlgras-Buchenwald (FFH-Code: 9130), Sandsteinfelsen (FFH-Code: 8210), Laubbaumbestände (BTK-Code: BK13) und Gebüsch (BTK-Code: BK17)) ist neben dem landschaftlichen und ökologischen Interesse, insbesondere der Erhalt eines bewaldeten Pufferbereichs gegenüber des primär zu schützenden Offenlandes.

Nachstehend sind die derzeit vorhandenen Biotoptypen, deren Artenzusammensetzung, sowie gegebenenfalls deren pflanzensoziologische Veränderungen im Laufe der Zeit, dargelegt. Die zusammengetragenen Aussagen basieren auf dem aktuellen Pflegeplan des Naturschutzgebietes (efor-ersa 2015) und der, in Ausarbeitung befindlichen Waldbiotopkartierung der Stadt Luxemburg (efor-ersa 2020). Diese Daten wurden durch eine eigene Begehung am 10. Dezember 2019 ergänzt.

3.1.1. Offenland

3.1.1.1 Felsgrusgesellschaften (FFH-Code: 6110)

„Im Westen der Plateaufläche des *Kuebebierg* siedelt an einer kleinen Fläche eine Fettkrautreiche Felsgrusflur. Es handelt sich um den Bewuchs einer insgesamt nur wenige Quadratmeter großen Felsplatte auf einem ehemaligen Weg (vgl. Abb. 4-1). Der Bestand zählt zu den thermophilen Kalkfelsgrus- bzw. Steinkraut-Gesellschaften, d.h. zu den Gesellschaften des *Alysso alyssoides-Sedion albi* Oberd. & Müller 1961. Diese zählen zu den prioritären Lebensraumtypen der FFH-Richtlinie (FFH-Lebensraumtyp 6110).

Abb. 3-1: (19.06.2014) Ansicht von einem Teil der Fettkrautreichen Felsgrusflur. Zu erkennen sind die Weiße Fetthenne (*Sedum album*), bereits vertrocknete Exemplare des Fünfmännigen Hornkrauts (*Cerastium semidecandrum*), Patzkes Schwingel (*Festuca patzkei = Festuca longifolia ssp. pseudocostei*) und das Purpurrote Hornzahnmoos (*Ceratodon purpureus*).

3.1.1.2 Schafschwingel-Trockenrasen (FFH-Code: 6110)

„Gegenüber der genannten Felsgrusflur werden jeweils deutlich größere Teilflächen von Schafschwingel-Trockenrasen eingenommen (vgl. Abb. 4-2 und 4-3). Es handelt sich um von Patzkes Schwingel (*Festuca patzkei = Festuca longifolia* ssp. *pseudocostei*) dominierte Fels- bzw. Trockenrasen. Das Vorkommen des auch außerhalb von Luxemburg sehr seltenen Patzkes Schwingel (Vorkommen nur im Moselgebiet und in den Vogesen, vgl. OBERDORFER 2001) muss als Besonderheit angesehen werden.

In den Beständen sind die Lücken zwischen den Grashorsten derzeit trotz der jährlich stattfindenden Beweidung jedoch relativ stark verfilzt bzw. mit Moosen bewachsen. Einzelne in den Trockenrasen wachsende Pflanzenarten, insbesondere der Flaumhafer (*Avenula pubescens*), müssen als, “den Pionierstandort degradierende“ Arten angesehen werden (efor-ersa 2015).

Aufgrund der bereits teilweisen Verschlechterung der Schafschwingel-Trockenrasen-Bestände und ihrer geringen Grösse mussten diese Bestände bei der Waldbiotopkartierung der Stadt Luxemburg (efor-ersa 2020) integral dem nachstehenden Biotoptyp BK07 zugeordnet werden.

Abb. 3-2: (14.05.2014) Im Hintergrund ist die teilweise von einer Fettkraut-reichen Felsgrusflur bewachsene Felspartie zu erkennen. Die umgebenden, nur wenig tiefergründigen Bereiche werden von einem von Patzkes Schwingel (Festuca patzkei = Festuca longifolia ssp. pseudocostei) dominierten Fels- bzw. Trockenrasen bewachsen.

Abb. 3-3: (14.05.2014) In Nähe der Felsplatte trat innerhalb des Schafschwingel-Trockenrasens in 2014 der Gewöhnliche Reiherschnabel (*Erodium cicutarium*) aspektbildend hervor.

3.1.1.3 Silikatmagerrasen relativ basenreicher Standorte (BTK-Code: BK07)

„Im Vergleich zu dem Dossier de classement von 1997 musste festgestellt werden, dass eigentliche Sandrasen bzw. diesen zuzuordnende Fragmentbestände auf dem *Kuebebierg* nicht (mehr) vorkommen (vgl. ERSA 2003)“ (efor-ersa 2015).

„Die eigentlichen, entweder ebenfalls dem *Alysso-Sedion* oder aber dem *Koelerio-Phleion* zuzuordnenden Trockenrasen, welche die besonders flachgründigen Bereiche einnehmen, werden von Graslandbeständen umgeben, die aufgrund der weit fortgeschrittenen Graslandsukzession bereits den Glatthaferwiesen bzw. dem *Arrhenatherion*–Verband W. Koch 1926 zuzurechnen sind (vgl. Abb. 3-7 und 3-8). (Rest-) Vorkommen einzelner Arten der *Koelerio-Corynephoretea* weisen darauf hin, dass die Bestände nicht ausschließlich als Kontakt-, sondern auch als Folgegesellschaften angesehen werden können. Im Hinblick auf die Wasserversorgung kann man diese Bestände jedoch als Halbtrockenrasen ansprechen. Sie nehmen im Westen des innerhalb des Schutzgebietes gelegenen Plateaus gegenüber den Trockenrasen eine nochmals größere Fläche ein. Gekennzeichnet sind sie durch eine noch recht lückige, aus höher wüchsigen Gräsern zusammengesetzte Oberschicht und durch das gemeinsame Vorkommen von Arten basenarmer Standorte mit Arten eher basenreicher Standorte. Im Hinblick auf die Nährstoff- und Basenversorgung können die Bestände deshalb als Silikatmagerrasen relativ basenreicher Standorte bezeichnet werden.

Zu den an der Zusammensetzung der Bestände - in allerdings sehr unterschiedlicher Häufigkeit - beteiligten Arten, die aufgrund ihres Schwerpunktvorkommens in Kalk-Halbtrockenrasen auf die relativ gute Basenversorgung der Standorte hinweisen, zählen folgende Arten:

Skabiosen-Flockenblume (*Centaurea scabiosa*), Zypressen-Wolfsmilch (*Euphorbia cyparissias*), Echtes Labkraut (*Galium verum*), Hopfenklee (*Medicago lupulina*), Kleine Pimpinelle (*Pimpinella saxifraga*), Frühlings-Fingerkraut (*Potentilla neumanniana*), Knolliger Hahnenfuß (*Ranunculus bulbosus*) und Kleiner Wiesenknopf (*Sanguisorba minor*)“ (efor-ersa 2015).

3.1.1.4 Glatthaferwiesen (FFH-Code: 6510)

„Vereinzelt bereits im westlichen Teil des Plateaus, insbesondere jedoch in dessen Ostteil und in den noch offenen, aus der Beweidung oder einer sonstigen Nutzung zwischenzeitlich ausgesparten Bereichen, dominiert der Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*), der in den zuvor beschriebenen Beständen nur zerstreut vorkommt. Dabei konnte lediglich eine Fläche an der südlichen Gebietsgrenze als Glatthaferwiese aufgenommen werden“ (efor-ersa 2015) (vgl. Abb 4-4).

Für die mageren Flachland-Mähwiesen (FFH-Code: 6510) wurde 2008 ein, im Jahre 2013 aktualisierter Artenschutzplan (Plan d’action espèces) (MDDI 2013) ausgearbeitet.

Abb. 3-4: (14.05.2014) Im südwestlichen Teilbereich der Plateaufläche kartierte Glatthaferwiese (FFH-Code 6510).

3.1.1.5 Grünland nährstoffreicher Standorte

„In den anderen Grünlandbereichen ist ein nochmals weiter fortgeschrittenes Sukzessionsstadium vorzufinden. Diese Glatthafer-Dominanzbestände sind größtenteils stark ruderalisiert und an Arten verarmt (vgl. Abb. 4-4). Hier kommen nur noch wenige der oben erwähnten Magerkeitszeiger vereinzelt vor. Relativ häufig ist hier die Rapunzel-Glockenblume (*Campanula rapunculus*), die ihren Verbreitungsschwerpunkt in wärmeliebenden Saumgesellschaften hat. Hier und dort in die Bestände eingestreut sind auch Vertreter der Quecken-Trockenpioniergesellschaften. Hierzu zählen u.a. das an wenigen Stellen vorhandene Acker-Hornkraut (*Cerastium arvense*) und die seltene Esels-Wolfsmilch (*Euphorbia esula*). Die Esels-Wolfsmilch wächst auf dem *Kuebebierg* jedoch nur in der direkten Umgebung des Sandackers. Der ruderale Charakter der Graslandbestände wird durch das vereinzelte Aufkommen verschiedenster Gehölze und durch Einsprengsel nitrophiler Arten, insbesondere Brennessel (*Urtica dioica*), Kleb-Labkraut (*Galium aparine*) und Weiße Taubnessel (*Lamium album*), unterstrichen.

Auch bei den östlich außerhalb des umzäunten Bereiches gelegenen Graslandflächen (und einstigem Vorkommen des Silbergras (*Corynephorus canescens*)) und der einstigen Streuobstwiese im Nordosten des Schutzgebietes handelt es sich um stark an Arten verarmte, vom Glatthafer und anderen hochwüchsigen Gräsern dominierte Bestände“ (efor-ersa 2015).

Abb. 3-5: (14.05.2014) Eine der seit dem Zaunbau 2004 aus der Pflegenutzung ausgesparten Flächen. Hier konnte sich infolge der Verbrachung der Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*) als Hauptbestandsbildner durchsetzen. Auf der Fläche konnten sich zudem Besenginstersträucher (*Cytisus scoparius*) ansiedeln.

„Bei den beiden im *Maertensgrond* gelegenen Grasflächen handelt es sich um teilweise stark ruderalisiertes, artenarmes Wirtschaftsgrünland (vgl. Abb. 3-14). Hauptbestandsbildner ist neben dem Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*) das Wollige Honiggras (*Holcus lanatus*). Als ruderal geprägt kann insbesondere die untere bzw. westliche Wiese gelten, da hier der Stumpfblättrige Ampfer (*Rumex obtusifolius*) zahlreich vorkommt und auch die Große Brennessel (*Urtica dioica*) im Bestand vorhanden ist“ (efor-ersa 2015).

3.1.1.6 Sandacker

„Bei dem innerhalb des umzäunten Areals auf dem Plateau gelegenen Acker handelt es sich um einen der letzten Sandäcker Luxemburgs, auf welchem regelmäßig die einst für solche Standorte typische Sandmohngesellschaft bzw. das *Papaveretum argemones* Krusem. et Vlieg 1939 ausgebildet ist (vgl. Abb. 4-5). Die Sandmohngesellschaft ist eine der Ackerbeikrautgesellschaften kalk- und basenarmer, saurer Standorte. Ihr Vorkommen auf dem *Kuebebierg* weist auf die gegenüber den behandelten Graslandgesellschaften stärkere Kalk- und Basenauswaschung auf dem Acker hin.

Kennarten der Gesellschaft sind neben dem namensgebenden Sand-Mohn (*Papaver argemone*, vgl. Abb. 4-6) der Saat-Mohn (*Papaver dubium*) und das Frühlings-Hungerblümchen (*Erophila verna*). Die beiden zerstreut auf dem Acker vorkommenden Mohnarten sind wie viele andere einst weit verbreitete Ackerwildkräuter infolge der üblich gewordenen Herbizidanwendung und Düngung deutlich im Rückgang begriffen. Der Sand-Mohn gilt in Luxemburg als stark gefährdete Art, der Saat-Mohn als gefährdet (vgl. COLLING 2005).

Weitere auf der Ackerfläche vorkommende Zeigerpflanzen für Äcker saurer Standorte sind das Quendel-Sandkraut (*Arenaria serpyllifolia*), das Kleine Habichtskraut (*Hieracium pilosella*) und der Kleine Sauerampfer (*Rumex acetosella*). Im weiteren Sinne zählen auch die landesweit gefährdete Kornblume (*Centaurea cyanus*, vgl. Abb. 4-5) und der Gemeine Windhalm (*Apera spica-venti*) zu den Arten, die ihren Verbreitungsschwerpunkt auf sauren Böden haben.

Auf dem Acker kommen ferner einige der Arten vor, deren Schwerpunktvorkommen in Fels- und Sandrasen liegt. Hierzu zählen die Acker-Schmalwand (*Arabidopsis thaliana*), der Gemeine Reiherschnabel (*Erodium cicutarium*), der Hasen-Klee (*Trifolium arvense*), der Feld-Klee (*Trifolium campestre*) und der Feld-Ehrenpreis (*Veronica arvensis*).

Bemerkenswert ist, dass die noch nicht als gefährdet eingestufte Graukresse (*Berteroa incana*, vgl. Abb. 4-8) auf dem *Kuebebierg* eines ihrer bedeutendsten Vorkommen besitzt. Ehemals wurde auch der als stark gefährdet geltende Dreiteilige Ehrenpreis (*Veronica triphyllos*) für den *Kuebebierg* vermerkt. Diese für saure, nährstoffarme Äcker typische, mittlerweile landesweit äußerst selten gewordene Art konnte in 2014 jedoch nicht vorgefunden werden. Auch im Rahmen früherer Untersuchungen (ERSA 2005a, efor-ersa 2012b) wurde sie bereits nicht mehr vorgefunden“ (efor-ersa 2015).

Für die Ackerwildkräuter kalkarmer Standorte wurde im Jahr 2009 ein Artenschutzplan (Plan d’action espèces) (MDDI 2009) für 4 stellvertretende Arten ausgearbeitet. Darunter befindet sich auch der auf dem *Kuebebierg* vorkommender, stark gefährdeter Sand-Mohn. Die Bewirtschaftung des Sandackers wird seit mehreren Jahren von der *Administration de la nature et des forêts*, in Zusammenarbeit mit dem Naturhistorischen Museum (MNHNL, M. Thierry Helminger) organisiert und umgesetzt.

Abb. 3-6: Im Juni wurde der Aspekt u.a. von der Kornblume (*Centaurea cyanus*) und der Zottigen Wicke (*Vicia villosa*) bestimmt. Auf dem Bild ist auch zu erkennen, dass zahlreiche hochwüchsige Gräser an der Zusammensetzung der Ackerbeikrautflora beteiligt sind. Hier sind auch mehrere Wiesengräser, so u.a. der Glatthafer (*Arrhenatherum elatius*), das Wiesen-Lieschgras (*Phleum pratense*) und das Wollige Honiggras (*Holcus lanatus*), zu nennen.

Abb. 3-7: (14.05.2014) (links) Eine Blüte des Sand-Mohns (*Papover argemone*). Ebenfalls zu erkennen sind der Zwerg-Storchschnaben (*Geranium pusillum*) und der Kleine Sauerampfer (*Rumex acetosella*), (rechts) Die Graukresse (*Berteroa incana*).

3.1.1.7 Acker

„Gegenüber dem Sandacker handelt es sich bei den im Osten in das Schutzgebiet einbezogenen Ackerflächen um, infolge Intensivnutzung respektive Herbizidanwendungen, an Ackerwildkräutern stark verarmte Ackerflächen (vgl. Abb. 3-22)“ (efor-ersa 2015).

Abb. 3-8: (14.05.2014) Intensiv genutzter, artenarmer Acker im Osten des Schutzgebietes.

3.1.2. Geschützte Pflanzenarten des Offenlandes

„Zu den seltenen und geschützten Pflanzenarten zählen auf dem *Kuebebierg* folgende Rote Liste-Arten (vgl. COLLING 2005). Diese gelten nach der großherzoglichen Verordnung aus dem Jahr 2010[9] zugleich als integral geschützte Pflanzenarten. Die ehemals (1980 – 2005 vgl. efor-ersa 2015 S. 14) und rezent auf dem *Kuebebierg* vorkommenden Rote Liste-Arten (Gefäßpflanzen) sind nachfolgend gelistet. Dabei sind die rezent nicht mehr nachgewiesenen Arten grau markiert“ (efor-ersa 2015).

Im Bestand vom Erlöschen bedroht (CR = *Critically endangered*)

Großer Knorpel-Lattich (*Chondrilla juncea*)	Einziges ehemaliges Vorkommen auf dem *Kuebebierg* ? -> Bestand erloschen (RE) ?
Dreiteiliger Ehrenpreis (*Veronica triphyllos*)	
Platterbsen-Wicke (*Vicia lathyroides*)	Selten im Trockenrasen.

Stark gefährdet (EN = *Endangered*)

Silbergras (*Corynephorus canescens*)	
Esels-Wolfsmilch (*Euphorbia esula*)	Zerstreut im direkten Umfeld des Ackers.
Steifer Augentrost (*Euphrasia stricta*)	
Patzkes Schwingel (*Festuca patzkei*) Syn. *Festuca longifolia ssp. pseudocostei*	Bedeutendstes Vorkommen in Luxemburg auf dem *Kuebebierg*
Echter Steinsame (*Lithospermum arvense*)	
Quendel-Sommerwurz (*Orobanche alba*)	
Sand-Mohn (*Papaver argemone*)	Zahlreich auf dem Sandacker.

Gefährdet (VU = *Vulnerable*)

Kornblume (*Centaurea cyanus*)	Zahlreich auf dem Sandacker.
Kartäuser Nelke (*Dianthus carthusianorum*)	
Berg-Jasione (*Jasione montana*)	
Vogelfuß (*Ornithopus perpusillus*)	Selten im Trockenrasen.
Saat-Mohn (*Papaver dubium*)	Zahlreich auf dem Sandacker.
Wein-Rose (*Rosa rubiginosa* agg.)	Selten am Waldrand.
Zweiblättriger Blaustern (*Scilla bifolia*)	In 2014 nicht gesehen.
Großblütige Königskerze (*Verbascum densiflorum*)	

Vorwarnliste (NT = *Nearly threatened*)

Akelei (*Aquilegia vulgaris*)	
Hügel-Meier (*Asperula cynanchica*)	

[9] *Règlement grand-ducal du 8 janvier 2010 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces de la flore sauvage.*

Flaumhafer (*Avenula pubescens*)	Im Grasland des westlichen Plateaus häufig.
Rauhes Veilchen (*Myosotis ramosissima*)	Vereinzelt im Trockenrasen.
Helm-Knabenkraut (*Orchis militaris*)	
Duftende Weißwurz (*Polygonatum odoratum*)	Vereinzelt im Wald im Südwesten des Gebietes.
Kleiner Klappertopf (*Rhinanthus minor*)	
Finger-Steinbrech (*Saxifraga tridactylites*)	
Kleinblütige Königskerze (*Verbascum thapsus*)	

3.1.3. Waldbereiche

3.1.3.1 Waldmeister-Buchenwald (FFH-Code: 9130)

Im Bereich des Nordhangs des *Kuebebierg* befinden sich zwei Waldmeister-Buchenwälder, die im Rahmen der pflanzensoziologischen Kartierung der Waldgesellschaften (efor-ersa 2020) dem *Asperulo-Fagetum* zugeordnet wurden. Die Zusammensetzung der Krautschicht variiert zwischen beiden Beständen. Während für beide Bestände der Waldmeister (*Galium odoratum* ehemals *Asperula odoratum*) prägend ist, wurde für den östlich gelegenen Bestand, der Wald-Frauenfarn (*Athirium filix-femina*), der Echte Wurmfarn (*Dryopteris filix-mas*), das Einblütige Perlgras (*Melica uniflora*) und das Schöne Frauenhaarmoos (*Polytrichum formosum*) nachgewiesen und für den westlich gelegenen Bestand, der Wald-Schwingel (*Festuca altissima*), die Gewöhnliche Goldnessel (*Lamium galeobdolon*) und das Hain-Rispengras (*Poa nemoralis*).
Die Bestände sind gut strukturiert (Totholz ≥ 2/ha, 2-3 Entwicklungsphasen und 2-3 lebende Habitatbäume) und weisen keine bis geringe Beeinträchtigungen auf.

Abb. 3-9:(29.10.2019) Waldmeister-Buchenwald des *Asperulo-Fagetum* im Nordhang des *Kuebebierg*.

3.1.3.2 Kalkfelsen und ihre Felsspaltvegetation (FFH-Code: 8210)

Die im Schutzgebiet vorkommenden Felskuppen sind allesamt beschattet und kaum anthropogen beeinträchtigt. Das lebensraumtypische Arteninventar ist allerdings nur in Teilen vorhanden und wird von Flechten und Moosen dominiert.

Im nördlichen Bereich des *Märtesgrond* wurde an den beiden südexponierten Felsen der Braunstielige Streifenfarn (*Asplenium trichomanes*) nachgewiesen. Südlich des Sandackers siedelt der gewöhnliche Tüpfelfarn *(Polypodium vulgare*) an der Felskuppe.

Abb. 3-10: (29.10.2019) (links) südexponierter Sandsteinfels im *Märtesgrond* mit dem Braunstieligem Streifenfarn; (rechts) nordexponierter Sandsteinfels im *Märtesgrond*.

3.1.3.3 Laubbaum-Bestände (einheimische, standortgerechte Baumarten) (BTK-Code: BK 13)

Die Laubbaumbestände können in Sukzessionswälder, Eichen-Mischwälder, sonstige Laubhochwäldern und durchwachsene Niederwälder unterteilt werden. Die Waldbestände befinden sich überwiegend an den Hängen des *Kuebebierg*, auf dessen Plateau, sowie im westlichen Teilbereich des *Märtesgrond*. Auffällig häufig wurde die europäische Stechpalme (*Ilex aquifolium*) in den Waldbereichen nachgewiesen (Begehung vom 10. Dezember 2019).

Während in den bewaldeten Südhängen überwiegend Eichen-Mischwälder vorzufinden sind, sind die Nordhänge mit sonstigen Laubhochwäldern bestanden. In letzteren sind überwiegend Baumarten wie Spitzahorn (*Acer platanoides*), Berg-Ahorn (*Acer pseudoplatanus*), Hänge-Birke (*Betula pendula*), Rotbuche (*Fagus sylvatica*), Gemeine Esche (*Fraxinus excelsior*), Espe (*Populus tremula*), Vogel-Kirsche (*Prunus avum*) und Stieleiche (*Quercus robur*) vorzufinden, zu denen sich in unterschiedlichen Beständen auch Sal-Weide (*Salix caprea*), Hainbuche (*Carpinus betulus*) und Traubeneiche (*Quercus petrea*) untermischen.

Auf dem Plateau haben sich im Laufe der Zeit zahlreiche Waldbestände, unterschiedlicher Ausprägung, ausbilden können. Neben den unterschiedlichen Waldtypen, wie durchwachsener Niederwald, sonstiger Laubhochwald und Sukzessionswald, muss jedoch auch, aufgrund der Ausprägung des Unterwuchses, zwischen den Beständen innerhalb und außerhalb des umzäunten Bereichs unterschieden werden. Innerhalb der Umzäunung werden die Waldbereiche, im Rahmen der naturschutzfachlichen Pflegemaßnahmen (Wanderbeweidung) mitbeweidet, sodass sich hier kein typischer Unterwuchs ausprägen kann.

Abb. 3-11: (29.10.2019) (links) sonstiger Laubwaldbestand an der nordöstlichen Grenze des Schutzgebietes im Bereich *Kuebebierg*; (rechts) südexponierter Eichen-Mischwald im westlichen Bereich des *Märtesgrond*.

Abb. 3-12: (29.10.2019) (links) durchwachsener Niederwald östlich der Umzäunung; (rechts) Sukzessionswald an der östlichen Grenze des Schutzgebietes im Bereich *Kuebebierg*.

Abb. 3-13: (29.10.2019) (links) Sukzessionswald innerhalb der Umzäunung, nördlich des Sandackers; (rechts) sonstiger Laubwald innerhalb der Umzäunung, östlich des Sandackers.

3.1.3.4 Gebüsche, Gestrüpp und Hecken (BTK-Code: BK17)

Mit Ausnahme einer Weißdorn-Schnitthecke und einem Gestrüpp an der östliche Grenze des *Märtesgrond* handelt es sich um Gebüsche trockener bis mittlerer Wasserversorgung. An Sträuchern sind vor allem Besenginster (*Cytisus scoparius*), Schlehe (*Prunus spinosa*), Weißdorn (*Crataegus* spec.), Hasel (*Corylus avellana*) und Hunds-Rosen (*Rosa canina* agg.) zu nennen, die in unterschiedlichen Kombinationen am Aufbau der einzelnen Gebüsche beteiligt sind. Auch Brombeer- (*Rubus fruticosus* agg.) und Himbeer-Sträucher (*Rubus idaeus*) sind an zahlreichen Stellen, auch innerhalb des Graslandes, vorhanden. Besonders erwähnenswert ist das Vorkommen der seltenen Wein-Rose (*Rosa rubiginosa* agg.) an einer am Wegrand gelegenen Stelle (vgl. ERSA 2005a). Auch innerhalb der Gebüsche wurde die europäische Stechpalme (*Ilex aquifolium*) nachgewiesen.

Abb. 3-134: (10.12.2019) (links) Schnitthecke (westlich) und südorientiertes Gebüsch (östlich) entlang des Grünlandes im *Märtesgrond*; (29.10.2019) (rechts) niederwaldähnliches Gebüsch entlang des nordexponierten Hanges im südlichen Bereich des *Märtesgrond*.

Abb. 3-15: (29.10.2019) (links) Blick entlang des Gebüschs entlang des *Märtesgrond* entlang der südöstlichen Grenze des Naturschutzgebietes; (rechts) von der Umzäunung ausgelassenes Gebüsch auf dem Plateau *Kuebebierg*.

3.1.3.5 Baumgruppen und Baumreihen (BTK-Code: BK18)

Neben den bereits benannten Biotoptypen gibt es auch einige einzeln oder in kleinen Gruppen zusammenstehende Bäume auf dem Plateau *Kuebebierg*. Zahlreich sind bereits ältere Stieleichen (*Quercus robur*). Daneben dominieren bereits hoch aufgewachsene Pionierbaumarten (vgl. Abb. 3-16). Hierzu zählen vor allem Birken (*Betula pendula*) und Zitterpappeln (*Populus tremula*). Es kommen weitere Baumarten, auch einzelne Obstbäume, vor.

Abb. 3-14: (10.12.2019) (rechts) Baumgruppe aus älteren Stieleichen im Bereich des Sandackers; (links) Baumgruppe aus hoch aufgewachsenen Birken im nördlichen Bereich des westlichen Silikatmagerrasens.

Im Talzug *Märtesgrond* befindet sich ebenfalls eine Baumgruppe, sowie eine Baumreihe. Die Baumgruppe befindet sich im östlichen Teilbereich, neben einem künstlich angelegtem Teich, der erkennbar von Wildschweinen als Tränke genutzt wird. Die Baumreihe aus Eschen (*Fraxinus excelsior*) befindet sich im westlichen Teilbereich und verläuft entlang des versiegelten Weges und wird von einer intakten Trockenmauer aus Sandstein (BTK-Code: BK20) gesäumt.

Abb. 3-15: (10.12.2019) Baumreihe (BK18) und Trockenmauer (BK20) entlang des versiegelten Zugweges im westlichen Teilbereich des *Märtesgrond*.

3.1.4. Geschützte Pflanzenarten des Waldbereichs

Innerhalb der Waldbestände wurde lediglich die Stechpalme (*Ilex aquifolium*) als teilgeschützte Art nach der großherzoglichen Verordnung vom 8. Januar 2010 im Schutzgebiet nachgewiesen.

3.2. Fauna

„Es ist vielfach belegt, dass größere Magerrasenkomplexe, wie sie auf dem *Kuebebierg* vorhanden sind, eine sehr hohe Bedeutung insbesondere für viele Insekten und für zahlreiche Vogelarten haben. Einen für viele (andere) Tierarten ebenso hohen Wert besitzen naturnahe Laubwälder. Auch bestimmt der Strukturreichtum eines Landschaftsausschnittes dessen Eignung als Lebensraum für Tiere (vgl. z.B. BEZZEL 1996, DIERSCHKE & BRIEMLE 2002, KRATOCHWIL & SCHWABE 2001 UND LÖBF 1997)“ (efor-ersa 2015).

Die hier vorgestellten Artenvorkommen beruhen auf der Auswertung bestehender Dokumente, es wurden weder im Rahmen der Bearbeitung des hier vorliegenden Ausweisungsdossiers, noch bei der Ausarbeitung der beiden Pflegepläne (ERSA 2003 und efor-ersa 2015) eigene faunistischen Erhebungen durchgeführt.

Aus jüngerer Zeit liegen faunistische Erhebungen zu der **Zikadenfauna** des Naturschutzgebietes *Kuebebierg* vor (Erhebung zwischen 2002 und 2006), die von NIEDRINGHAUS et al. (2010) im Rahmen der Arbeiten am „Verbreitungsatlas der Zikaden Luxemburgs“ untersucht wurde. Sie geben an, dass 57 Arten der insgesamt 388 Zikadenarten die für das Großherzogtum Luxemburg festgestellten Arten in dem Naturschutzgebiet vorkommen. Die Große Augen-Blattzikade (*Alebra albostriella*) war hierbei mit 121 gezählten Individuen die dominierende Art. Daneben wurden u.a. die Mainzer Spitzkopfzirpe (*Jassargus obtusivalvis*) mit 37 Individuen, die Hasel-Maskenzikade (*Oncopsis avellanae Edw.*) mit 30 Individuen, die Hainbuchen-Maskenzikade (*Oncopsis carpini*) und die Espen-Maskenzikade (*Macropsis fuscinervis*) mit jeweils 16 Individuen, sowie die Braune Waldzirpe (*Speudotettix*

subfusculus) und die Harlekin-Spornzikade (*Hyledelphax elegantula*) mit jeweils 10 Individuen nachgewiesen.

Aus den Recorder-Daten des *Musée national d'histoire naturelle* (MNHN) zur Avifauna konnten für den Bereich des Naturschutzgebietes innrhalb einer Zeitspanne der letzten 10 Jahren der Mauersegler (*Apus apus*), der (überfliegende) Kormoran (*Phalacrocorax carbo*), die Rabenkrähe (*Corvus corone*), der Wanderfalke (*Falco peregrinus*), die Dohle (*Corvus monedula*), der Kranich (*Grus grus*) und der Haussperling (*Passer domesticus*), abgerufen werden. Daneben wurden im Rahmen der SUP zum PAG der Stadt Luxemburg Vogelerhebungen durchgeführt (ecorat 2015), die sich jedoch auf die östlich gelegenen bewaldeten Hangbereiche des Naturschutzgebietes, auf den *Märtesgrond,* beschränken. Hier wurden ein Revier- bzw. Nahrungshabitat für den Grünspecht sowie jeweils ein Revier mit Brutnachweis für den Fitis (*Phylloscopus trochilus)*, die Goldammer (*Emberiza citrinella)*, den Bluthänfling *(Carduelis cannabina)* und die Dorngrasmücke (*Sylvia communis)* festgehalten. Bei eigenen Begehungen konnten Fraßspuren des Wespenbussards (*Pernis apivorus*) festgestellt werden. Die bewaldeten Teile des Naturschutzgebietes können zumindest als potentielle Lebensräume von Schwarzspecht (*Dryocopus martius*), Buntspecht (*Dendrocopos major*) und Mittelspecht (*Dendrocopos medius*) gelten.

Bezüglich der Reptilien wurde uns mitgeteilt, dass während der diesjährigen Kontrollgänge lediglich die Waldeichdechse (*Zootoca vivipara*) nachgewiesen wurde (Mail-Mitteilung von Herrn Roland Proess vom 24.10.2019).

Aus den Recorder-Daten des Musée national d'histoire naturelle (MNHN) zur Schmetterlingsfauna konnten für den Bereich des Naturschutzgebietes innrhalb einer Zeitspanne der letzten 6 Jahre, das Waldbrettspiel (*Pararge aegeria*), der Admiral (*Vanessa atalanta*), der Kleine Heufalter (*Coenonympha pamphilus*), der Rostfarbige Dickkopffalter (*Ochlodes sylvanus*), der Kleine Fuchs (*Aglais urticae*), der Aurorafalter (*Anthocharis cardamines*), das Landkärtchen (*Araschnia levana*), der Große Kohlweißling (*Pieris brassicae*) und der Rapsweißling (*Pieris napi*) nachgewiesen werden. Systematische Beobachtungen zu Schmetterlingen fehlen derzeit.

Aktuelle Beobachtungen zu Heuschrecken und Wanzen fehlen ebenso, die vorhandenen systematischen Beobachtungen sind älteren Datums.

Von den Säugetieren sind in den Recorder-Daten des MNHNL der Rotfuchs (*Vulpes vulpes*), das Europäische Eichhörnchen (*Sciurus vulgaris*) und der Feldhase (*Lepus europaeus*) bekannt. Während der Begehung im Dezember 2019 wurden insgesamt 3 Wildwechselbahnen im *Märtesgrond* erfasst, welche überwiegend von Wildschweinen genutzt sind. Zudem befand sich im südwestlichen Bereich des *Märtesgrond* ein Fuchs- oder Dachsbau in direkter Nähe einer solchen Wildwechselbahn. Es liegen keine Informationen zu Fledermausbeobachtungen vor, jedoch ist davon auszugehen, dass die verschiedenen Lebensräume des Naturschutzgebietes auch von unterschiedlichen Fledermausarten genutzt werden.

3.2.1. Geschützte Tierarten

Laut der großherzoglichen Verordnung zu den geschützten Tierarten[10] sind alle wildlebenden Vogel- und Fledermausarten integral geschützt. Innerhalb des Schutzgebietes sind daneben auch der Große Kohlweißling, der Rapsweißling und die Waldeidechse integral geschützt. Im Schutzgebiet kommt keine der beiden, laut besagter Verordnung, integral geschützten Zikaden vor. Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die naturschutzfachlich relevanten Arten, die rezent (bis 2010) im Schutzgebiet erfasst wurden.

Tab. 3-1: Überblick der naturschutzrelevanten Tierarten im Schutzgebiet

	Schutzstatus	Rote Liste	PNPN-Priorität
Aves			
Mauersegler (*Apus apus*)	Integral geschützt; Art.1 VS-RL[11]	Near threatened	
Rabenkrähe (*Corvus corone*)	Integral geschützt		
Wanderfalke (*Falco peregrinus*)	Integral geschützt; Anhang I VS-RL	Vulnerable	1
Dohle (*Corvus monedula*)	Integral geschützt		
Kranich (*Grus grus*)	Integral geschützt		
Haussperling (*Passer domesticus*)	Integral geschützt	Near threatened	
Grünspecht (*Picus viridis*)	Integral geschützt		1
Fitis (*Phylloscopus trochilus*)	Integral geschützt		
Goldammer (*Emberiza citrinella*)	Integral geschützt	Near threatened	
Bluthänfling (*Carduelis cannabina*)	Integral geschützt	Near threatened	
Dorngrasmücke (*Sylvia communis*)	Integral geschützt		
Lepidoptera			
Rostfarbige Dickkopffalter (*Ochlodes sylvanus*)	Integral geschützt	Near threatened	
Aurorafalter (*Anthocharis cardamines*)	Integral geschützt	Near threatened	
Landkärtchen (*Araschnia levana*)	Integral geschützt	Near threatened	
Reptilia			
Waldeidechse (*Zootoca vivipara*)	Integral geschützt		
Microchiroptera	Integral geschützt		
Es liegen keine Daten vor			

[10] *Règlement grand-ducal du 9 janvier 2009 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage.*
[11] VRL = EU-Vogelschutzrichtlinie; Richtlinie 79/409/EWG des Rates vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten, zuletzt geändert durch Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009.

3.3. Zusammenfassende Bewertung des Naturschutzgebietes

3.3.1. Biotope und Flora

Durch die besonderen Standortbedingungen und einer jahrhundertelange extensive landwirtschatliche Nutzung konnten sich auf dem *Kuebebierg* seltene und wertvolle Artengemeinschaften ausbilden. Zu den Artengemeinschaften zählen die mittlerweile landesweit sehr seltenen Sandäcker und Felsgrusgesellschaften. Hervorzuheben ist auch das Vorkommen des auch außerhalb Luxemburgs sehr seltenen Patzkes-Schwingel, sowie das möglicherweise rezent erloschene Silbergrasvorkommen.

In Bezug auf die vorhandenen Biotope, Pflanzengesellschaften und -arten muss, seit der Aufstellung des *Dossier de classement* im Jahre 1994, leider jedoch auch eine kontinuierliche Degradierung der Bestände infolge von (Grasland-) Sukzession festgestellt werden (vgl. hierzu efor-ersa 2015 Kapitel 3.1.1.1.).

Von insgesamt 27 auf dem *Kuebebierg* nachgewiesenen geschützten und bedrohten Pflanzenarten sind bereits 15 Arten nicht mehr vorzufinden. Dies verdeutlicht die starke Degradierung der Pflanzenbestände des Offenlandes und unterstreicht die Wichtigkeit von gezielt durchzuführenden Pflegemaßnahmen, sowie die Vergrößerung des Schutzgebietes, um degradierte Bestände wiederherzustellen und, nach Möglichkeit, die Rückkehr verschwundener Pflanzenarten zu ermöglichen.

3.3.2. Fauna

Warme und trockene Offenlandbereiche, wie sie auf dem Plateaubereich des *Kuebebierg* vorkommen, stellen wertvolle Lebensräume für eine Vielzahl von gefährdeten Tierarten dar. Hier sind insbesondere Eidechsen und Schlingnattern, sowie Schmetterlinge zu erwähnen, welche wiederum Nahrungsgrundlage zahlreicher anderer gefährdeter Arten, wie Vögel und Fledermäuse darstellen.

Auch wenn die detaillierten Angaben zur Fauna nicht direkt mit den Zufallserhebungen der Recorder-Datenbank verglichen werden können, so kann man doch davon ausgehen, dass auch in Bezug auf die vorhandene Fauna ein Rückgang der Artenvielfalt anzunehmen ist. Von den, im Jahre 1993 erfassten 51 Vogelarten wurden seit 2010 lediglich 9 Arten für das Gebiet gemeldet, für die Schmetterlinge konnten von damals 82 Arten seit 2014 lediglich 6 Arten für das Gebiet genannt werden. Diese Rückgänge sind neben einem allgemein zu verzeichnendem Rückgang der Artenvielfalt durch Lebensraumveränderungen auch auf das Fehlen systematischer faunistischer Aufnahmen zurückzuführen.

Während bei den Reptilien im Jahre 2010 noch die Schlingnatter und die Blindschleiche erfasst wurden, konnte bei den Kontrollgängen im Jahre 2019 lediglich die Waldeidechse nachgewiesen werden (Mitteilung von M. Roland PROESS am 24 Oktober 2019).

Zikaden können aufgrund ihrer spezifischen Lebensraumansprüche besonders als Indikatoren für naturschutzfachliche Bewertungen herangezogen werden. Für die Aufnahmen im Naturschutzgebiet *Kuebebierg* fällt dementsprechend auf, dass es sich bei den, hier häufiger erfassten, Zikadenarten

überwiegend um Laubholzbesiedler handelt. Lediglich die Mainzer Spitzkopfzikade *(Jassargus obtusivalvis)* ist als typischer Besiedler von sonnigen Trockenstandorten zu nennen.

3.3.3. Weitere Funktionen des Naturschutzgebietes

Neben dem Arten- und Biotopschutz sind auch andere ökologische Funktionen des Naturschutzgebiet *Kuebebierg* von Bedeutung. Vor dem Hintergrund einer weiteren Verstädterung der Landschaft auf dem *Kirchberg* und Umgebung gewinnen Freiflächen wie der *Kuebierg* und der *Märtesgrond* eine immer größere Bedeutung für das menschliche Wohlbefinden und für den Klimaschutz auf lokaler Ebene.

Das gesamte Naturschutzgebiet *Kuebebierg* ist als bedeutendes Kaltluftentstehungsgebiet zu sehen, welches die nächtlich produzierte Frischluft, über den *Märtesgrond* bzw. den nördlich des Naturschutzgebietes verlaufenden Talzug *Burfeld* an das Alzettetal abgibt (SPACETEC im Auftrag von MEV 2004). Dementsprechend besitzt das Naturschutzgebiet *Kuebebierg* eine wichtige klimatisch-lufthygienische Ausgleichsfunktion, insbesondere für den Stadtteil Weimerskirch.

Der harte Luxemburger Sandstein hat die Landschaft und damit auch die Kulturgeschichte der ehemaligen Festungsstadt Luxemburg und ihrer Umgebung geprägt. Die steilen Hänge des *Kuebebierg* und des *Märtesgrond* bilden seit je her eine natürliche Bebauungsgrenze. Die jahrhunderetlange landwirtschaftliche Nutzung der Hänge und des Plateaus haben zu der hohen ökologischen Wertigkeit des Naturschutzgebietes geführt. Das Naturschutzgebiet übernimmt somit auch eine wichtige Funktion in der Übermittlung traditioneller und kulturhistorischer Landnutzungsformen für spätere Generation.

Der wasserdurchlässige Luxemburger Sandstein des *Kuebebierg* spielt zudem eine Rolle bei der Grundwasserneubildung und der Speisung der gefassten Quelle im Hang des Märtesgrond (Source Soeurs Heisdorf 4 (SCP-1-23). Da hier keine intensive landwirtschaftliche Nutzung erfolgt dürfte es sich bei diesem Quellwasser um qualitativ hochwertiges Trinkwasser ohne hohe Pestizid- und Nitratbelastung handeln.

4. Schäden, Gefährdung und Auflagen

4.1. Schäden

Auf dem Plateau des Kuebebierg weist das magere Grasland bereits mehr oder weniger stark ausgeprägte Schäden durch (Grasland)Sukzession, Verbuschung, Überschattung und Nährstoffeintrag auf. Verdeutlicht wird dies durch das Verschwinden von seltenen, an extreme Wärme, Trockenheit und Nährstoffarmut angepasste Pflanzenarten der Fels- und Trockenrasen und der gleichzeitigen Zunahme von mesophilen Pflanzenarten. Die infolge von Graslandsukzession geschädigten Bereiche sind nicht mehr durch die Präsenz von offenen Sanden gekennzeichnet, sondern weisen einen, sich immer dichter schließenden Bewuchs aus Flechten, Moosen und höheren Pflanzen sowie deren Streu auf.

Ein nicht zu verkennender Schadfaktor der Verbuschung auf dem mageren Plateaubereich ist zudem die Ansiedlung des, über die Symbiose mit Knöllchenbakterien zur Stickstoff-Fixierung befähigte und somit zur Nährstoffanreicherung beitragende Besenginster (*Cytisus scoparius*). Auch das Ablagern des, im Rahmen von Verbuschungsmaßnahmen anfallenden Schnittguts, inklusive des Besenginsters, innerhalb des zu schützenden Graslandes, kann als Schädigung des Graslandes angesehen werden.

„Durch die 2004 vorgenommene Einzäunung“, im Rahmen der Wanderbeweidung, „wurden zudem außen liegende, seit 2001 zunächst erneut in die Beweidung mit Schafen einbezogene Offenlandbereiche (vgl. ERSA 2003a) der natürlichen Sukzession überlassen (efor-ersa 2015). Durch diese Maßnahme kam es zu möglicherweise unwiderruflichen Schäden an der Silbergras-Population im Schutzgebiet.

Die innerhalb der Graslandschaft des Plateaus vorhandenen Wald- und Baumbestände schädigen die zu schützenden Graslandbereich durch einen vermehrten Schadstoffeintrag und weitläufige Verschattung, wobei die typischen Arten der Fels- und Sandrasen bei einer Überschattung rasch verschwinden.

Ein wichtiger Schadfaktor in Bezug auf den Nährstoffeintrag ist zudem die Übernachtung der Schafe, welche im Rahmen der Wanderbeweidung, für die Pflege des Graslandes auf dem *Kuebebierg* eingesetzt werden. Durch das Fehlen der, bereits in allen bisherigen Dokumentationen und Plänen bezüglich des Naturschutzgebietes *Kuebebierg*, geforderten Nachtpferchnutzung, kommt es zu erhöhten Nährstoffeinträgen, die dem erklärten Schutzziel des Gebietes, dem Erhalt der Trockenrasen und dem Schutz der an die Trocken- bzw. Magerrasen gebundenen Flora und Fauna, entgegenwirken.

Innerhalb der Fläche befinden sich, auf einer Fläche von ca. 1,2 ha, Ablagerungen aus inertem Material welche integral von einer ruderalen Vegetationsdecke besiedelt sind. Die Fläche ist nicht im *Cadastre des sites potentiellement pollués* (CASIPO) der *Administration de l’environnement* gelistet.

Auch wird aus früheren Berichten ersichtlich, dass innerhalb des Schutzgebietes weitere anthropogene Störungen durch Ablagerungen von Bauschutt und Grünabfällen, sowie das Errichten von Feuer- und Zeltstellen vorkommen.

Die in das Naturschutzgebiet einbezogenen Äcker auf *Schleed* und *Krommlängten* werden intensiv bewirtschaftet und können laut Art.3 *point* 7 des derzeit geltenden RGD unter Auflagen mit Pflanzenschutzmitteln und Dünger behandelt werden.

Die Wiesen des *Märtesgrond* sind stark ruderalisiert und artenarm, das Vorkommen von Ampfer weist auf stärkere Wühlschäden durch Schwarzwild hin.

Die bewaldeten Bereiche sind nur kleinflächig von der potenziellen natürlichen Vegetation, dem Waldmeister-Buchenwald bzw. einem Eichen-Mischwald bestanden. In weitaus größeren Bereichen dominieren Bestände, die auf eine frühere anthropogene Nutzung hinweisen (sonstiger Laubhochwald, Nadelbaumbestände, Kahlschlag). Zu erwähnen ist, dass die vom Borkenkäfer befallenen Nadelholzbestände im Norden des Naturschutzgebietes rezent gefällt wurden.

Die Wälder innerhalb der Umzäunung des sensiblen Graslandes weisen, aufgrund der Beweidungsmaßnahmen, zudem keine Krautschicht mehr auf.

Bezüglich der Fauna kann die Präsenz von mehreren Bienenstöcken innerhalb des Schutzgebietes als Störung der natürlich vorkommenden Wildbienen und anderer Bestäuber angesehen werden, da die Honigbiene für diese Arten als Nahrungskonkurrent gilt.

4.2. Gefährdung

Das geplante Brückenbauwerk über den *Märtesgrond*, sowie die Anschlüsse der benötigten Infrastrukturen, allen voran für die Abwässer und Niederschlagswasser (Starkregenereignisse), an das bestehende Netz stellen grundsätzlich eine Gefährdung für das Schutzgebiet dar. Das Bauwerk allein führt neben einer dauerhaften Inanspruchnahme des Luftraums auch zu einem direkten Flächenverlust von circa 60 ar. Dabei wird im Bereich der Baustelle die vorhandene Vegetation zerschnitten was zu einer (temporären) Beeinträchtigung potentieller Jagdhabitate für Fledermäuse, insbesondere für das Große Mausohr und die Bechsteinfledermaus, führen kann. Die Zerschneidung des Talzugs *Märtesgrond* von Süden nach Norden beeinträchtigt außerdem das bestehende Landschaftsbild.

Zudem ist derzeit nicht ausgeschlossen, dass zusätzliche Bohrungen parallel zur Oberfläche (unterirdischer Vortrieb/ fonçage) umgesetzt werden müssen, um Siedlungsabwässer (Abwässer und Niederschlagswasser u.a auch Starkregenereignisse) über das bestehende (*Märtesgrond*) bzw. das geplante Abwassersystem (im Bauwerk) ableiten zu können. Diese würden stellenweise zu einem dauerhaften Verlust der Bäume im *Märtesgrond* führen, was wiederum die Kontinuität des Waldbestandes und somit auch das Landschaftsbild beeinträchtigen kann.

Eine weitere Gefährdung ist neben dem Brückenbauwerk zwischen *Laangfur* und *Krommlängten*, weiterhin der Siedlungsdruck durch die angrenzenden, geplanten Neubaugebiete. Neben einem Flächenverlust für das Naturschutzgebiet durch das geplante Brückenbauwerk und mögliche Anschlüsse an das bestehende Infrastrukturnetz, besteht langfristig die potenzielle Gefahr einer zukünftigen zusätzlichen Siedlungsausdehnung Richtung *Kuebebierg* bzw. in die zu schützenden Bereiche.

Durch die geplante hohe Siedlungsdichte ist auch mit einer starken Übernutzung der, im Zuge der Umsetzung des öffentlichen Nahverkehrskonzepts verbleibenden Freiflächen für Freizeitaktivitäten zu rechnen. Neben der Entstehung von Trampelpfaden, sowie Verstößen gegen die Vorschriften zum Schutz des Gebietes besteht die Hauptgefährdung des sensiblen Graslandes auf dem Plateau des *Kuebebierg* insbesondere in einem erhöhten Freizeitdruck durch Spaziergänger und freilaufende Hunde und dem damit verbundenen Nährstoffeintrag. Ein vorhandener Wirtschaftsweg verbindet derzeit das zu besiedelnde Plateau *Kuebebierg Krommlängten* mit den sensiblen Grasland- und Ackerbereichen des Schutzgebietes.

In Verbindung, mit der durch den PAG der Stadt Luxemburg vorgegebenen, Siedlungsentwicklung, ist mit einer Verinselung des Schutzgebietes Kuebebierg und seinen verschiedenen Tier- und Pflanzenpopulationen zu rechnen. Ein Austausch zwischen genetisch differenzierten Individuen und Teilpopulationen einer Art ist dann aufgrund zu großer Entfernungen der Wuchsorte bzw. geeigneter Habitate nicht mehr möglich. Dies kann, auch bei optimaler Nutzung bzw. Pflege des Wuchsortes oder Habitates, aufgrund von nachlassender Vitalität und Verjüngung, zum Auslöschen eines Vorkommens einer Art innerhalb des Schutzgebietes führen.

Auch eine nicht sachgemäße Pflege der Flächen, etwa im Zuge eines nicht an die lokalen Verhältnisse angepassten Beweidungsprogramms kann als mögliche Gefährdung genannt werden.

4.3. Auflagen

Zum aktuellen Zeitpunkt gelten für das bestehende Naturschutzgebiet die Auflagen des *Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site „Kuebebierg“ englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg*.

Als Bestandteil des FFH-Gebietes LU0001022 *Grunewald* unterliegt das Schutzgebiet auch europarechtlichen Anforderungen die im entsprechenden Plan de gestion Natura 2000 « Grunewald » pour la zone LU 0001022 « Grunewald » dokumentiert sind (vgl. MECDD 2019).

Einige Parzellen innerhalb des Naturschutzgebietes sind in Privatbesitz, ohne jedoch über ein Baurecht zu verfügen. Die vorgesehenen Erweiterungen betreffen lediglich Zonen, die sich innerhalb der *Zone verte* befinden.

Die Brückeninfrastrukturen müssen für Kontroll- und Wartungsgänge, sowie für Notfälle jederzeit mit Kraftfahrzeugen erreichbar sein.

5. Maßnahmenkonzept

siehe Anhang A8 : Maßnahmenplan (1 : 5000)

5.1. Entwicklungsmaßnahmen (mesures d’aménagement – premier investissement)

An dieser Stelle wird auf den aktuellen Pflegeplan der Administration de la nature et des forêts verwiesen, welcher in den Kapiteln 5.1.1 bis 5.1.4 ausführlich einzelne Maßnahmen in Bezug auf die Pflege der mageren Grasbereiche und den Sandacker des Plateau *Kuebebierg* beschreibt. Die nachfolgenden Aussagen in Bezug auf diese sensiblen Bereiche sollen dementsprechend lediglich als Ergänzung zu diesen Maßnahmen fungieren.

Als Bestandteil des FFH-Gebietes LU0001022 *Grunewald* sind die nachfolgenden Maßnahmen konform zu den, im *Plan de gestion Natura 2000 « Grunewald » pour la zone LU 0001022 « Grunewald »* formulierten und dem nationalen Schutzgebiet übergeordneten Maßnahmen. Zu erwähnen ist, dass trotz der, proportional zum FFH-Gebiet, relativ geringen Größe des Naturschutzgebietes *Kuebebierg*, innerhalb der neu vorgeschlagenen Abgrenzung, sowohl langfristige Ziele des FFH-Gebietes im Bereich Wald[12] als auch im Offenlandbereich[13], umsetzbar sind (vgl. MECDD 2019).

5.1.1.1 Festlegung eines Korridors für Infrastrukturen

Um die bau- und anlagenbedingten Beeinträchtigungen für das Naturschutzgebiet so gering wie möglich zu halten muss das Baufenster, sowie der für den einwandfreien zukünftigen Betrieb der Mobilitäts- und Versorgungsstrukturen benötigte Wartungsraum, so begrenzt und definiert werden, dass dabei die Realisierung dieser Projekte nicht behindert wird. Hier ist zu erwähnen, dass aufgrund der Topografie, die mögliche Lage der Brücke bereits stark eingegrenzt wird.

Die Breite des Korridors und die tatsächlich bebaubare Fläche innerhalb dieses *Couloir pour projets d’infrastructures* sollte dagegen bereits im Vorfeld festgelegt werden. Die kumulativ bebaubare Fläche (Brücke und Ver- und Entsorgungsinfrastrukturen) innerhalb des Korridors darf 30 m nicht

[12] Z.B : Favoriser la forêt permanente (Dauerwald), Conversion de forêts résineuses en forêts mélangées et structurées, Préservation des arbres à loge de pics, d’arbres à forte dimension, d’arbres morts sur pied en futaies feuillues, Création d’îlots de vieillissement, Maintien et amélioration de lisières richement structurées.
[13] Z.B : Maintien d’activités traditionnelles favorables à la biodiversité ; Aménagement de bandes herbacées et de friches fauchées pluriannuellement dans les labours ; Restauration d’habitats ; Maintien des structures paysagères buissons, haies et arbres solitaires, vergers.

überschreiten, für die Wartung der Brücke sind zudem 30 m zu veranschlagen, so dass der tatsächliche *Couloir pour projets d'infrastructures* insgesamt 60 m breit sein sollte.

5.1.1.2 Begrenzung der möglichen Anschlüsse im Talzug Märtesgrond

Die oben beschriebenen Bohrungen parallel zur Oberfläche (unterirdischer Vortrieb/ fonçage) sind immer auch mit einem Verlust der tiefwurzelnden Vegetation verbunden. Dieser ist zudem von Dauer, da, zum Schutz der Infrastrukturen (inklusive eines Sicherheitsabstandes) keine tiefwurzelnden Pflanzen auf diese Flächen gepflanzt werden sollen. Die Ausdehnungen dieser Bohrungen sind auf das Notwendige zu beschränken (Ableitung von Abwässern).

5.1.1.3 Besucherlenkung und Förderung der Akzeptanz

Das sensible Grasland soll für die Freizeitnutzung abgeriegelt werden und lediglich für die Bewirtschafter der Flächen und für wissenschaftliche Arbeiten zugängig sein. Dies ist in dem Sinn vonnöten, dass hier der Nährstoffeintrag und die Zerstörung der Pflanzen durch eine unsachgemäße Nutzung der Fläche absolut vermieden werden müssen.

Um der Bevölkerung trotzdem die Möglichkeit zu geben, das Schutzgebiet mit seinen Besonderheiten kennenzulernen, und so die Akzeptanz für das Schutzgebiet und seine Schutzziele zu fördern, sollen gemäß dem Leitsatz: „ Man kann nur schützen, was man kennt“, regelmäßig Führungen innerhalb des sensiblen Graslandes angeboten werden. In diesem Zusammenhang sollte die Bevölkerung, im besten Sinne die Anlieger des angrenzenden Siedlungsbereich, auch die Möglichkeit haben, bei den anstehenden Pflegemaßnahmen zu helfen.

Die Umzäunung muss in dem Fall gewährleisten, dass auch keine freilaufenden Haustiere in das umzäunte Gebiet eindringen können.

Zur Förderung der Akzeptanz wäre es zudem sinnvoll die direkte Nachbarschaft des Schutzgebietes innerhalb der Neubaugebiete zu thematisieren. Dies kann u.a bereits durch das Einbringen der beiden Mohn-Arten (*P. agremone und P. dublum*) und der Kornblume *(Centaurea cyanus),* als typische Ackerwildkräuter mit hohem Erkennungswert, in die öffentlichen Grünanlagen der Neubaugebiete erfolgen, sowie durch die Schafbeweidung der öffentlichen Grünflächen.

5.1.1.4 Verlegung des Weges außerhalb der sensiblen Offenlandbereiche

Damit die Anwohner ihren angrenzenden Freiraum weiter nutzen können, soll ein Fußweg außerhalb der Umzäunung angelegt werden, so dass hier ein Rundweg durch das Naturschutzgebiet verläuft. Entlang dieses Weges können Sitzbänke und Informationstafeln, über die vorhandenen Biotope (Magerrasen und Sandacker) mit ihren Pflanzenarten und Gefährdungen, die auch ab der Umzäunung sichtbar sind, angebracht werden. Mülleimer und Hundekottütenspender sind jedoch lediglich am Eingang des Schutzgebietes anzubringen. Sie sind idealerweise in der direkten Nachbarschaft zu einer Informationstafel anzubringen, die auf die zu beachtenden Verhaltensweisen und unerlaubte Handlungen (freilaufende Hunde, Verlassen der bestehenden Wege, …) hinweist. Der Weg ist naturnah

anzulegen und soll so schmal wie möglich gehalten werden. Zudem sollte er überwiegend auf der Plateaulage verlaufen und die Hangbereiche aussparen.

5.1.1.5 Reduzierung der Freizeitnutzung

Das Naturschutzgebiet sollte nur auf den vorhandenen Wegen durch Fußgänger genutzt werden können. Um einer zu intensiven Freizeitnutzung des Naturschutzgebietes entgegenzuwirken, sollte eine Nutzung des Gebietes durch Radfahrer und Reiter unterbleiben. Ausgenommen hiervon ist die Nutzung von Pferden zur Bewirtschaftung der Äcker bzw. zu Arbeiten in den Wäldern und die Nutzung speziell für diese Zwecke gekennzeichneter Wege.

Motorisierte Verkehrsmittel sind nur auf befestigten Wegen und nur im Zuge von Pflege- und Kontrollmaßnahmen zulässig.

5.1.1.6 Entbuschung/Gehölzentnahme

Mittelfristig sollen, neben den nicht standortgerechten Bäumen (Fichten, Schwarzkiefern, usw.) auch Pionierarten wie Birken aus dem Grasland entfernt werden. Um die Regenerationsfähigkeit der Laubbäume zu stoppen, sollen die zu entfernenden Bäume vorab durch Ringeln zum Absterben gebracht werden. Im Pflegeplan soll die zukünftig zu entbuschende Fläche erhöht werden. Zudem sind alle Besenginsterbestände zu entfernen damit sich hier Grasland entwickeln kann.

5.1.1.7 Verzicht auf Pestizide, Düngemittel und Aufkalkung

Im Naturschutzgebiet *Kuebebierg* steht der Erhalt der mageren, also nährstoffarmen Bereiche, sowie der hier vorkommenden, meist anspruchsvolleren seltenen Arten im Vordergrund. Das Einbringen von Dünger und Kalk zur Aufwertung der Böden, sowie der Einsatz von Pestiziden, welche aktiv zum Verschwinden einiger, auch geschützter Tier- und Pflanzenarten beitragen, wären im direkten Gegensatz zu den Zielen des Naturschutzgebietes.

5.1.1.8 Förderung von Ackerwildkräutern

Die, innerhalb der Erweiterungsfläche des Naturschutzgebietes enthaltene Ackerfläche auf *Schleed*, sowie der westliche Teilbereich des nördlich entlang des *Märtesgrond* verlaufende Ackerstreifen auf *Schleed* (vgl. Anhang A8), sollen, im Gegensatz zu den im Kompensationskonzept des Fonds Kirchberg vorgeschlagenen Anpflanzungen von Hochstammstreuobstbeständen (LUXPLAN 2018$_C$ und INTERALIA 2020), primär zur Vermehrung des, innerhalb des Naturschutzgebietes natürlich vorkommenden Saat-Mohns genutzt werden. Im Einklang mit den Maßnahmenzielen des *Plan d'action* „Ackerwildkräuter“ sollen auch weitere, von diesem Aktionsplan betroffene Arten hier vermehrt werden. Diese Maßnahme führt neben der Erhöhung der floristischen Diversität auch zu einer Erhöhung an nektarsuchenden Tieren, wie etwa Schmetterlinge und Insekten und fördern somit wiederum das Nahrungsangebot für andere Tierarten wie etwa Vögel und Fledermäuse.

Um diesen Bereich zudem vor dem aufkommenden Siedlungs- und Freizeitdrucks (Spaziergänger, Hunde, spielende Kinder, …) zu schützen sollte hier eine optische und räumliche Abgrenzung in Form von einer Trockenmauer oder Heckenstruktur vorgesehen werden. Eine Trockenmauer sollte ausreichend hoch (~80 cm) und breit (~60 cm) sein, damit sie diese Funktion erfüllen kann, eine Hecke sollte aus mindestens 5 Pflanzenreihen bestehen und eine Höhe von mindestens 2 m erreichen. In die Trockenmauer könnten, zum *Kuebebierg* hin, auch Sitzgelegenheiten in die Mauer integriert werden.

5.1.1.9 Schaffung eines naturnahen Übergangs zwischen Siedlungs- und Naturschutzgebiet

Durch das Anlegen eines strukturierten Waldrandes im verbleibenden Teilbereich des nördlich entlang des *Märtesgrond* verlaufende Ackerstreifen, kann ein naturnaher Übergang zwischen dem Siedlungsgebiet und dem Naturschutzgebiet geschaffen werden. Zudem kann durch die Anpflanzung der Flächen im *Märtesgrond* eine zu starke Freizeitnutzung der Flächen vermieden werden.

5.1.1.9.1 Ersatzpflanzungen im Bereich der Baustelleneinrichtung, unterhalb des Bauwerks

Im Einklang mit den Vorgaben der FFH-Verträglichkeitsuntersuchung und einer Vermeidung/Verringerung von Beeinträchtigungen bezüglich potentieller Jagdhabitate von Fledermäusen, insbesondere des Großen Mausohrs und der Bechsteinfledermaus, sollen die temporär für die Baustellenphase in Anspruch genommenen Bereiche nach Abschluss der Arbeiten ähnlich dem Istzustand wiederhergestellt werden. Auch unterhalb der Brücke (Randbereiche) sind soweit möglich Ersatzpflanzungen mit standortheimischen Gehölzen mit niedriger Wuchshöhe vorzunehmen (Luxplan 2018).

5.1.1.10 Arteninventare und Monitoring

Um die Entwicklung der verschiedenen Biotope und Lebensräume des Naturschutzgebietes besser dokumentieren zu können, sollten vorab floristische und faunistische Erhebungen, insbesondere für Schmetterlinge, Libellen, Vögel und Fledermäuse im Gebiet vorgenommen werden. Diese Arteninventare wären auch im Rahmen eines Monitorings zu verwenden, welches die Durchführung und Wirksamkeit der vorgeschlagenen Maßnahmen überprüfen soll. Leider musste, wie schon in Kapitel 4.1 dargelegt, festgestellt werden, dass die, in den vorliegenden Pflegeplänen vorgegebenen Pflegemaßnahmen, insbesondere in Bezug auf die Beweidung, nur teilweise durchgeführt wurden, sodass das Gebiet trotz Pflegemaßnahmen bereits an Wert verloren hat.

5.1.1.11 Förderung der Wildbiene und anderer Bestäuber

Aufgrund der nachgewiesenen Nahrungskonkurrenz zwischen der gezüchteten Honigbiene und den wildlebenden und oft hochspezialisierten Wildbienen und anderen Pollen- und Nektarsammlern sollten Bienenstöcke einen Abstand von mindestens 1,5 – 2 km zu Naturschutzgebieten einhalten (vgl. https://schleswig-holstein.nabu.de/tiere-und-pflanzen/insekten/wespen/19172.html).

Da dies jedoch im städtischen Umfeld des Schutzgebietes *Kuebebierg* schwierig umzusetzen ist, sollte zukünftig darauf geachtet werden, dass keine neuen Bienenstöcke innerhalb der Schutzzone installiert werden. Langfristig ist zudem das Entfernen der bestehenden Bienenstöcke anzustreben.

5.1.1.12 Aktualisierung des Pflegeplans

Der Pflegeplan des Gebietes sollte spätestens nach Inkrafttreten des modifizierten RGD „Kuebebierg“ aktualisiert werden.

5.2. Bewirtschaftungsmaßnahmen (mesures de gestion – interventions annuelles)

5.2.1.1 Beweidung und Nachtpferch

Zur Eindämmung der Nährstoffeinträge ist ein Nachtpferch für die Schafe, wie bereits in früheren Dokumentationen zum Naturschutzgebiet gefordert, jedoch noch nicht umgesetzt, unabdinglich. Mit der Unterstützung des in unmittelbarer Nähe zum Schutzgebiet geplanten urbanen Bauernhofs, kann der Nachtpferch komplett außerhalb des Schutzgebietes, vor allem jedoch außerhalb des sensiblen Graslandes angelegt werden.

Zudem ist darauf hinzuweisen, dass die im aktuellen Pflegeplan geforderte Beweidungskonzept für die sensiblen Bereiche (hohe kurzzeitige Beweidungsintensität und Aufteilung einzelner Beweidungsareale innerhalb des umzäunten Gebietes) umgesetzt werden müssen.

5.2.1.2 Erhalt des vorhandenen Biotopverbunds

Zum Erhalt der Biodiversität soll die derzeitige Mischung aus Offenland (Acker, Grünland) mit bewaldeten und Gebüsch bestandenen Bereichen erhalten werden. Die, im Rahmen des Kompensationskonzeptes vorgeschlagenen Anpflanzungen von Hochstamm-Streuobstbeständen würde, zusammen mit Waldbeständen des *Kuebebierg* und des *Gréngewalds,* zu einer uniformen Biotopausstattung führen. In dem Sinne sind die Grünflächen des Naturschutzgebietes gemäß dem aktuellen Pflegeplan des Naturschutzgebietes von 2015 zu pflegen. Eine Beweidung durch Schafe kann jedoch die vorgegebene Traktormahd ersetzen. Die Neuanpflanzung von Hochstamm-Streuobstbeständen außerhalb des Naturschutzgebietes kann den vorhandenen Biotopverbund jedoch stärken.

Damit auch die gebüschbestandenen Areale des *Märtesgrond* in ihrer Ausprägung erhalten bleiben bedarf es einer regelmäßigen Pflege in Form von einer „aktiven“ Waldrandgestaltung.

5.2.1.1 Entwicklung eines naturnahen Waldbestandes und Förderung von Altholzbeständen

Zur Förderung eines naturnahen Waldes soll eine ertragsorientierte Bewirtschaftung der Wälder unterbleiben. Zum Schutz der Freizeitnutzer sind Maßnahmen zur Sicherung, wie bspw. Fällung von

Einzelbäumen erlaubt. Die gefällten Bäume sind jedoch an Ort und Stelle zu belassen, um den Totholzanteil und somit auch die Artenvielfalt innerhalb der Naturschutzzone zu steigern.

5.2.1.2 Hangsicherung

Aufgrund der Siedlungsnähe sind Hangsicherungsmaßnahmen innerhalb des Naturschutzgebietes zulässig.

6. Literaturverzeichnis

CENTRALE ORNITHOLOGUE LUXEMBOURG (2019) : Die Rote Liste der Brutvögel Luxembourgs – 2019

ECAU (1997): Dossier de classement, Réserve naturelle, Luxembourg–Kuebebierg, RN PS 05

ECORAT (2015): Anlage 5, Strategische Umweltprüfung zum PAG der Stadt Luxembourg, Erfassung der Brutvögel auf ausgewählten Bauflächen

EFOR-ERSA (2015): Naturschutzgebiet PS (Pelouse sèche) 05 Kuebebierg, Pflegeplan – Plan de gestion, Endbericht, Februar 2015

EFOR-ERSA (2020): Waldbiotopkartierung der Stadt Luxemburg (nicht veröffentlicht)

ERSA (2003): Réserve naturelle „Luxembourg-Kuebebierg", Plan de gestion pluriannuel

INTERALIA (2020) : Occupation des zones de la ferme urbaine au Kirchberg, Plan 20191013_IA_INTERAL_Ferme_Urbaine

LUXPLAN (2018_A): Bebauungsplanung Kuebebierg – Laangfur, Impaktstudie zur Machbarkeit, Nationales Natuschutzgebiet „Kuebebierg“ (20161267-LP-ENV)

LUXPLAN (2018_B): Bebauungsplanung Kuebebierg, FFH-Vertäglichkeitsuntersuchung (Art. 32 NatschG 2018) Vorprüfung (Screening) zum FFH-Gebiet „Grünewald“ (LU0001022) (20181159-LP-ENV)

LUXPLAN (2018_C): Erläuterung zur Ökobilanz – Stand 11.12.2018

MDDI (2017): Plan national pour la protection de la nature, 2017 - 2021.

MDDI (2013): Plan national pour la protection de la nature, Plans d’actions habitats, Prairies maigres de fauche – Magere Flachland-Mähwiesen (Arrhenatherion elatioris).

MDDI (2009): Plan national pour la protection de la nature (PNPN), Plans d’actions habitats, Plan d’action Véronique à trois lobes (Veronica triphyllos), Coquelicot agrémone (Papaver argemone), Muflier des champs (Misopates orontium), Salicaire à feuilles d’Hysope (Lythrum hyssopifolia).

MDDI (2017): Plan national pour la protection de la nature, 2007 - 2011.

MECDD (2019) : Plan de gestion Natura 2000 « Grunewald » pour la zone LU 0001022 « Grunewald », période 2019 – 2028, version 1.0 (Administration de la nature et des forêts), https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/natura2000/LU0001022.pdf

MEV (2004): Klimauntersuchung Luxemburg (SPACETEC im Auftrag vom Ministère de l’Environnement), Bewertungskarte Klima / Luft (shape-file erhalten 2015).

MNHNL (2020): Red list of butterflies and moths of Luxembourg (-Rhopalocera et Heterocera-) (M. MEYER) (abgerufen Februar 2020)

MNHNL (2020): Species Observation Database (abgerufen Februar 2020)

MNHNL (2010): Ferrantia 60, Travaux scientifiques du Musée national d’histoire naturelle Luxembourg, Verbreitungsatlas der Zikaden des Großherzogtums Luxemburg, Textband (R. NIEDRINGHAUS, R. BIEDERMANN, H. NICKEL)

OEKO-BUREAU (2016): Ville de Luxembourg, Strategische Umweltprüfung für den PAG - Umweltbericht - Phase 2, Detail- und Ergänzungsprüfung

SCHROEDER & ASSOCIÉS (2019): Fonds d‘urbanisation et d’aménagement du Plateau de Kirchberg, Kirchberg-Kuebebierg, Le concept de gestion des eaux – rapport final « non-technique »

http://www.naturspaziergang.de
https://schleswig-holstein.nabu.de

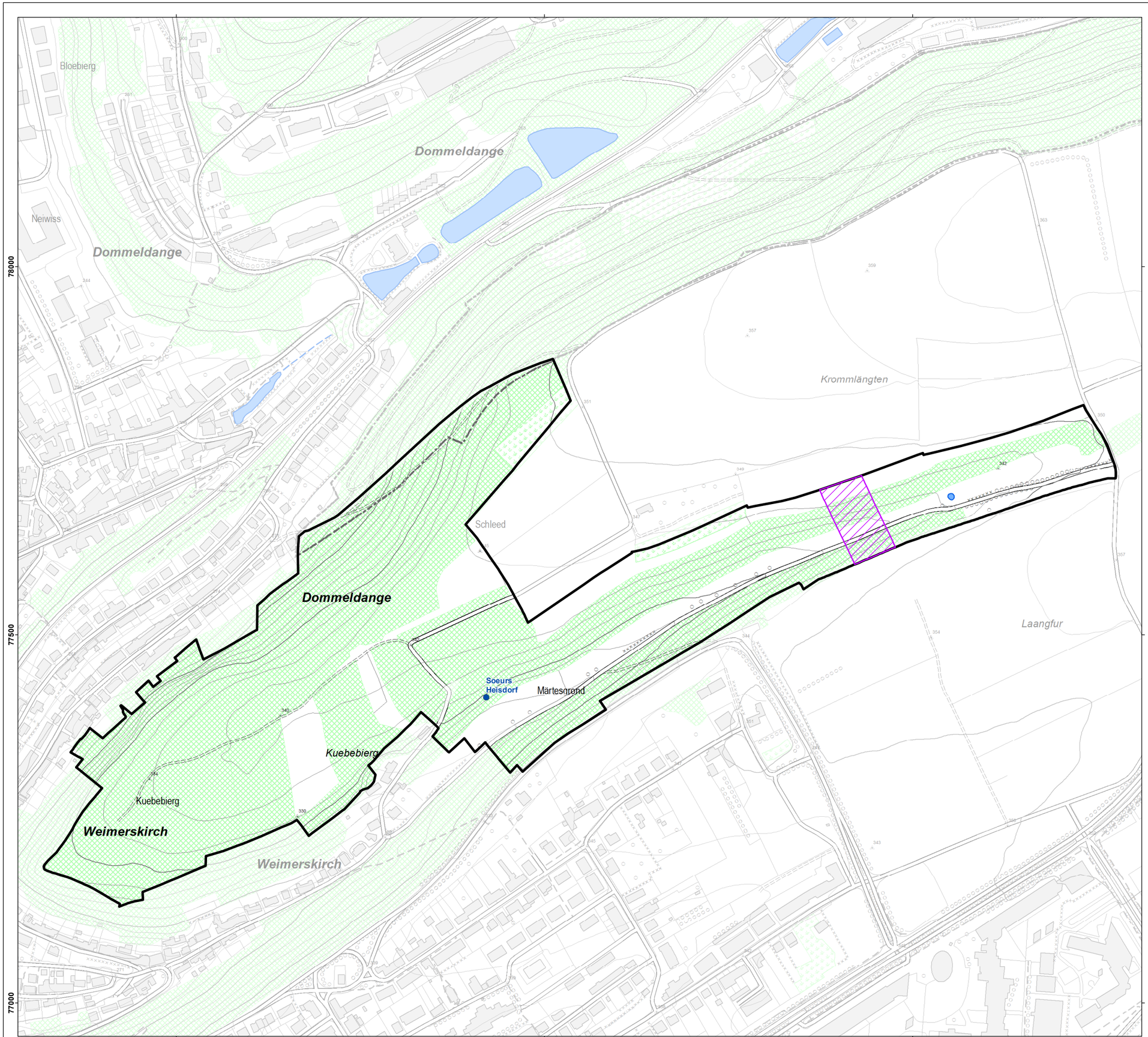
7. Anhang

Kartenanhang:

Anhang A1: Topographische Karte mit Abgrenzung des Schutzgebietes
Anhang A2: Topographische Karte mit Darstellung der Änderung der Schutzgebietsgrenze
Anhang A3: Topographische Karte mit Darstellung der nationalen und europäischen Schutzgebiete, sowie des Plan sectoriel Logement
Anhang A4: Geologie
Anhang A5: Bodenkarte
Anhang A6: Bestandsplan / geschützte Biotope
Anhang A7: Jagdlose
Anhang A8: Entwicklungs- und Bewirtschaftungsmaßnahmen

Inhaltsbezogene Anhänge:

Anhang B1: RGD 2002
Anhang B2: Besitzverhältnisse und -verteilung
Anhang B3: Darstellung der Begründung der Erweiterungsflächen
Anhang B4: Sitzungsprotokolle
Anhang B5: Liste der bekannten geschützten Arten im Naturschutzgebiet



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A1
Abgrenzung des Schutzgebietes

- Naturschutzgebiet «Kuebebierg»
- Korridor für Infrastrukturen

Vegetation
- Nadelwald
- Wald
- Gebüsch
- Baumreihe
- Hecke
- Solitärbaum

Hydrologie
- Gewässer
- Fließgewässer
- Temporäres Fließgewässer
- Gefasste Quelle

Transport
- Weg
- Pfad

Energie
- Elektrische Leitung
- Strommast

Grenzen
- Gemeindegrenze
- Begrenzung der Flächennutzung

Kartengrundlage:
BD-L-TC: © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).
Sources: © Wasserwirtschaftsverwaltung (2018).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

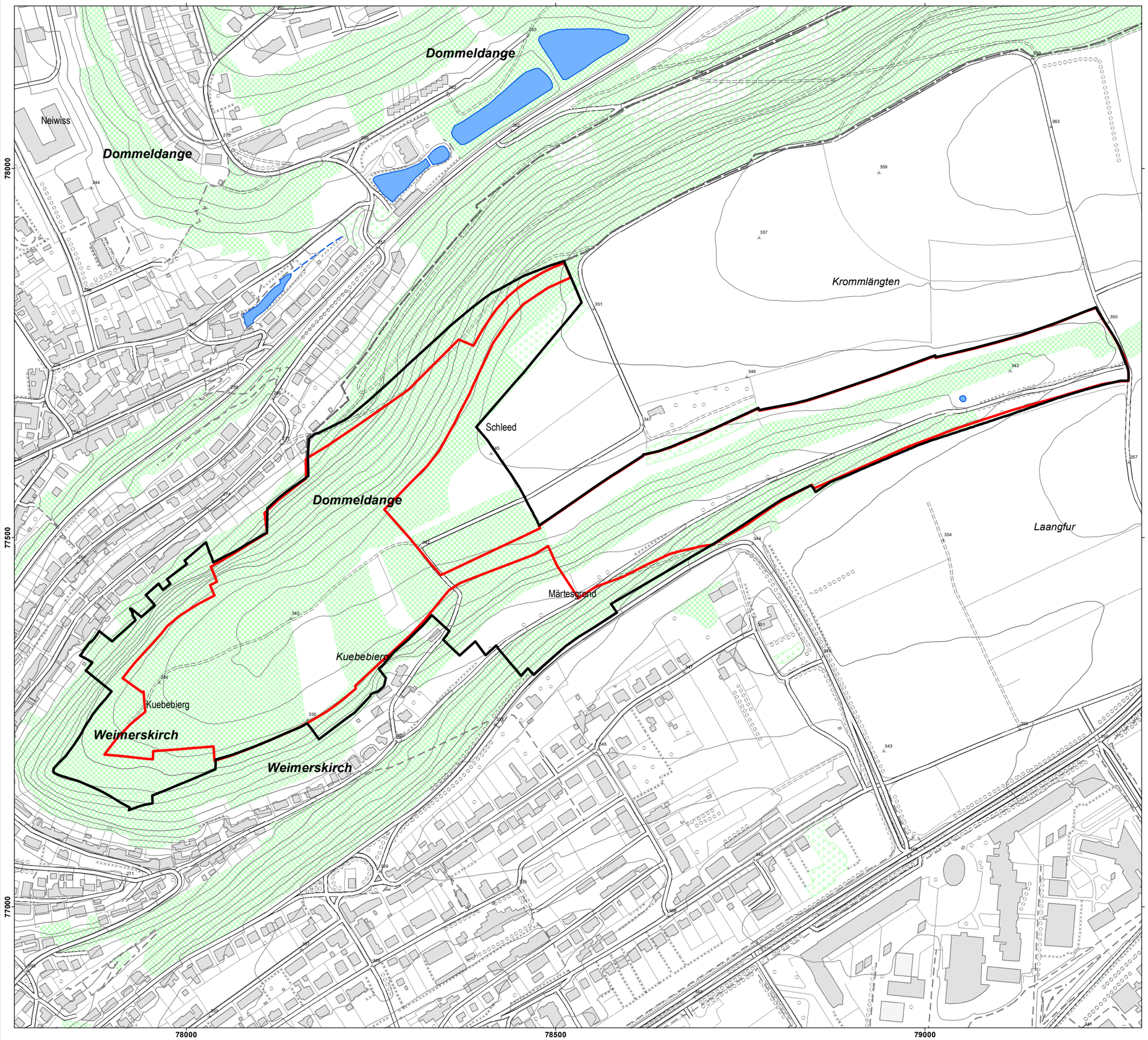
N

1:5,000

0 125 250 m

efor-ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A2
Änderung der Schutzgebietsgrenze

Abgrenzung ZPIN (Projekt)

Abgrenzung bestehendes Naturschutzgebiet (ANF)

Kartengrundlage:
BD-L-TC: © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

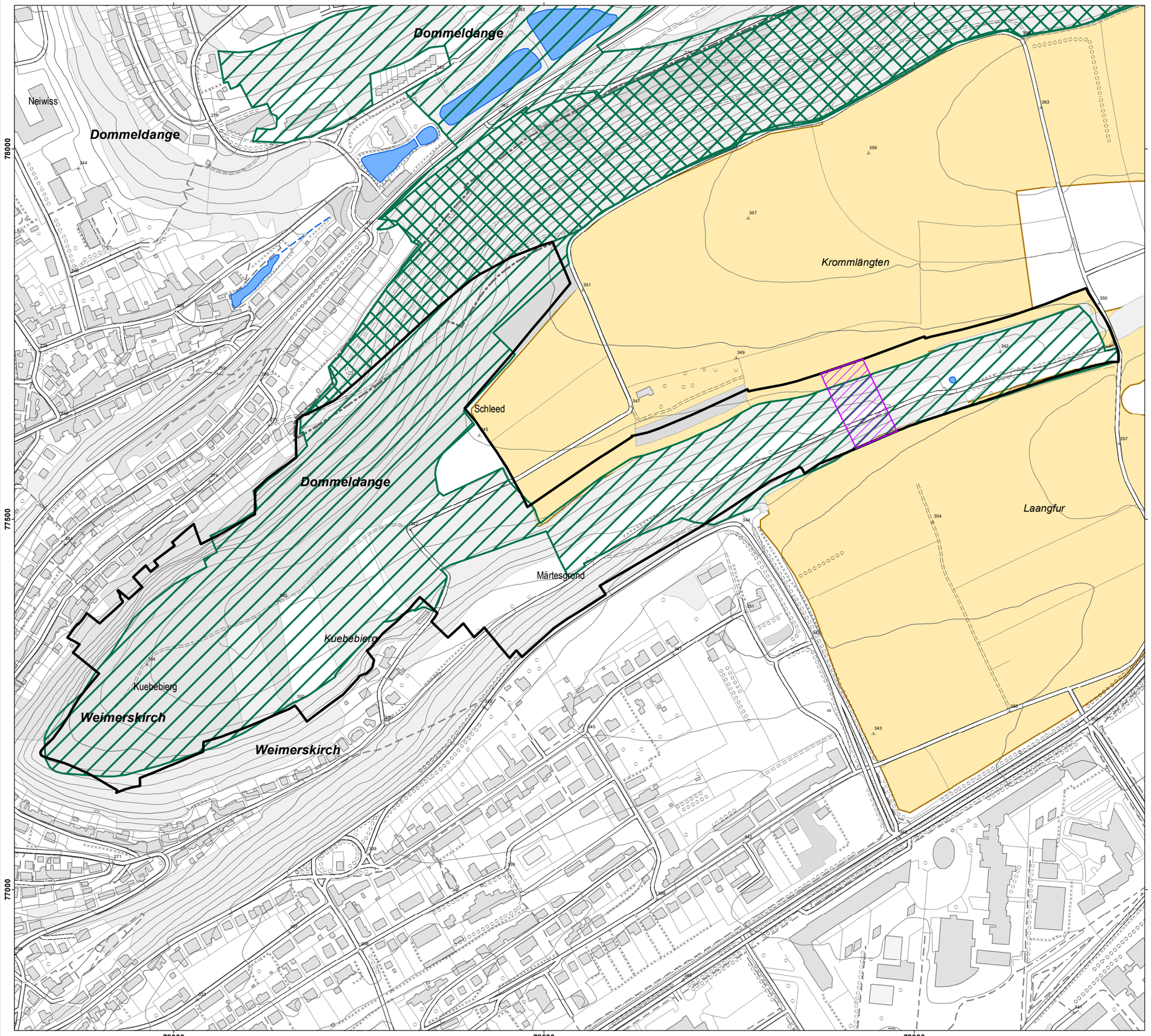
N

1:5 000

0 125 250 m

efor.ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A3
Darstellung der nationalen und europäischen Schutzgebiete, sowie des Plan sectoriel 'Logement'

- Naturschutzgebiet « Kuebebierg »
- Korridor für Infrastrukturen

- FFH-Gebiet - Natura 2000 (ZSC)
  LU0001022 "Grunewald"

- Naturschutzgebiete (in der Ausweisungsprozedur)
  ZPIN 28 "Gréngewald"

- Sektoraler Leitplan (SLP) Wohnungswesen
  Prioritäre Gebiete für Wohnen

Kartengrundlage:
BD-L-TC. © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).
ZSC: © Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung (2016).
Nationale Schutzgebiete (in der Ausweisungsprozedur):
© Ministerium für Umwelt, Klima und nachhaltige Entwicklung (2020).
SLP: © Ministerium für Energie und Raumentwicklung (2019).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

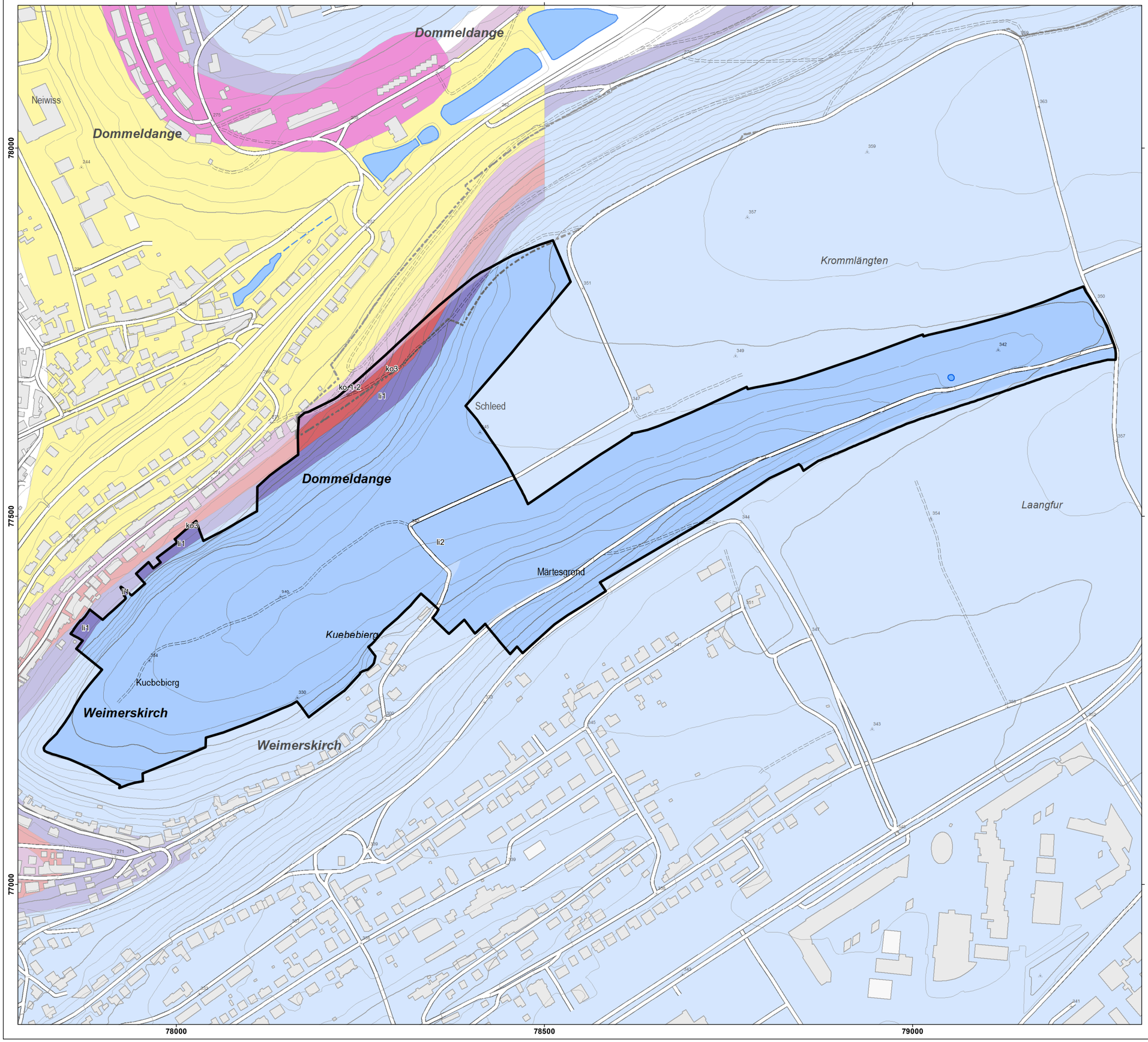
N

1:5,000

0 125 250 m

efor.ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A4
Geologie

Naturschutzgebiet «Kuebebierg»

Geologie

- ko1-2 Rhät
- ko3 Rote Tone
- li1 Psilonoten-Schichten
- li2 Luxemburger Sandstein

Kartengrundlage:
BD-L-TC: © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).
Geologische Karte: © Straßenbauverwaltung, Abteilung Geologie.

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

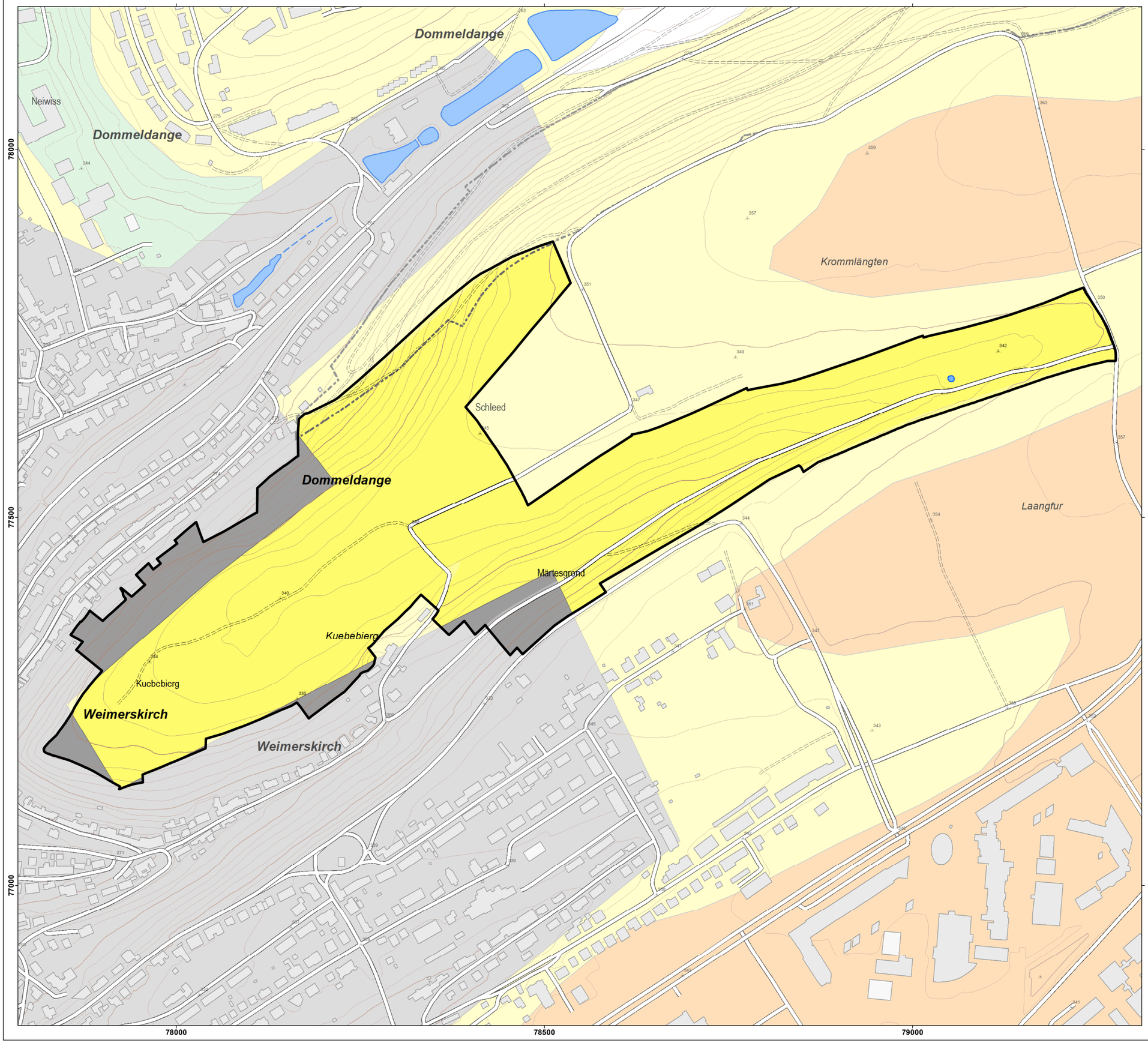
N

1:5 000

0 125 250 m

efor-ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A5
Bodenkarte

Naturschutzgebiet «Kuebebierg»

Bodentypen

Sandige, lehmig-sandige und sandig-lehmige Braunerden und Parabraunerden aus Kalksandstein, Sand oder Verwitterungston, nicht vergleyt

nicht kartierte Fläche

Kartengrundlage:
BD-L-TC: © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).
Bodenkarte: © Agrarverwaltung, Abteilung Bodenkunde.

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

N

1:5,000

0 125 250 m

efor-ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A6
Bestandsplan/geschützte Biotope

Naturschutzgebiet

Waldtyp
- Eichen-Mischwald
- Sukzessionswald
- Waldmeister-Buchenwald
- durchwachsener Niederwald
- sonstiger Laubhochwald
- Wildwechsel

Biotop
- Kalkfelsen und ihre Felsspaltvegetation
- Kalk-Pionierrasen
- Silikatmagerrasen
- magere Flachlandmähwiese
- mesophiles Grünland
- Acker mit naturschutzrelevanter Unkrautvegetation
- Acker
- Laubwald
- arbre remarquable
- Baumgruppe; Baumreihe
- Gebüsch; Hecke, Gestrüpp
- Kahlschlag
- Nadelbaum-Bestände
- Teich
- unbefestigter Weg
- gepflasterter Weg
- versiegelter Weg
- Schnitthecke
- Trockenmauer

- geschütztes Linienbiotop
- geschütztes Flächenbiotop

Kartengrundlage:
BD-L-TC. © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

N

1:5 000

0 125 250 m

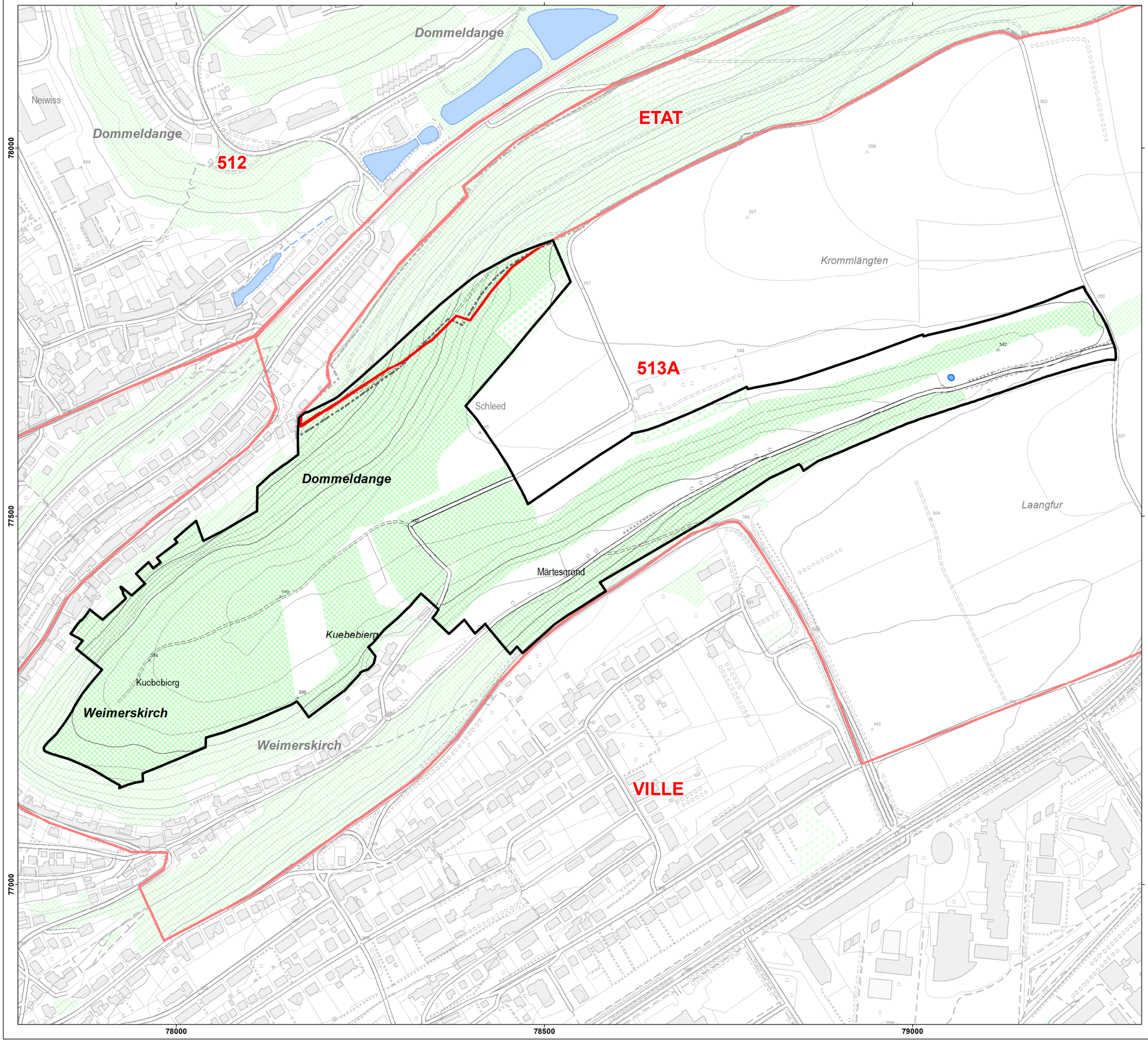
efor.ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020

1:10 000

78000 78500 79000

77500 77000



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang A7
Jagdlose

Naturschutzgebiet «Kuebebierg»
Jagdlose

Kartengrundlage:
BD-L-TC. © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).
Jagdlose: © Natur- und Forstverwaltung (2018).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

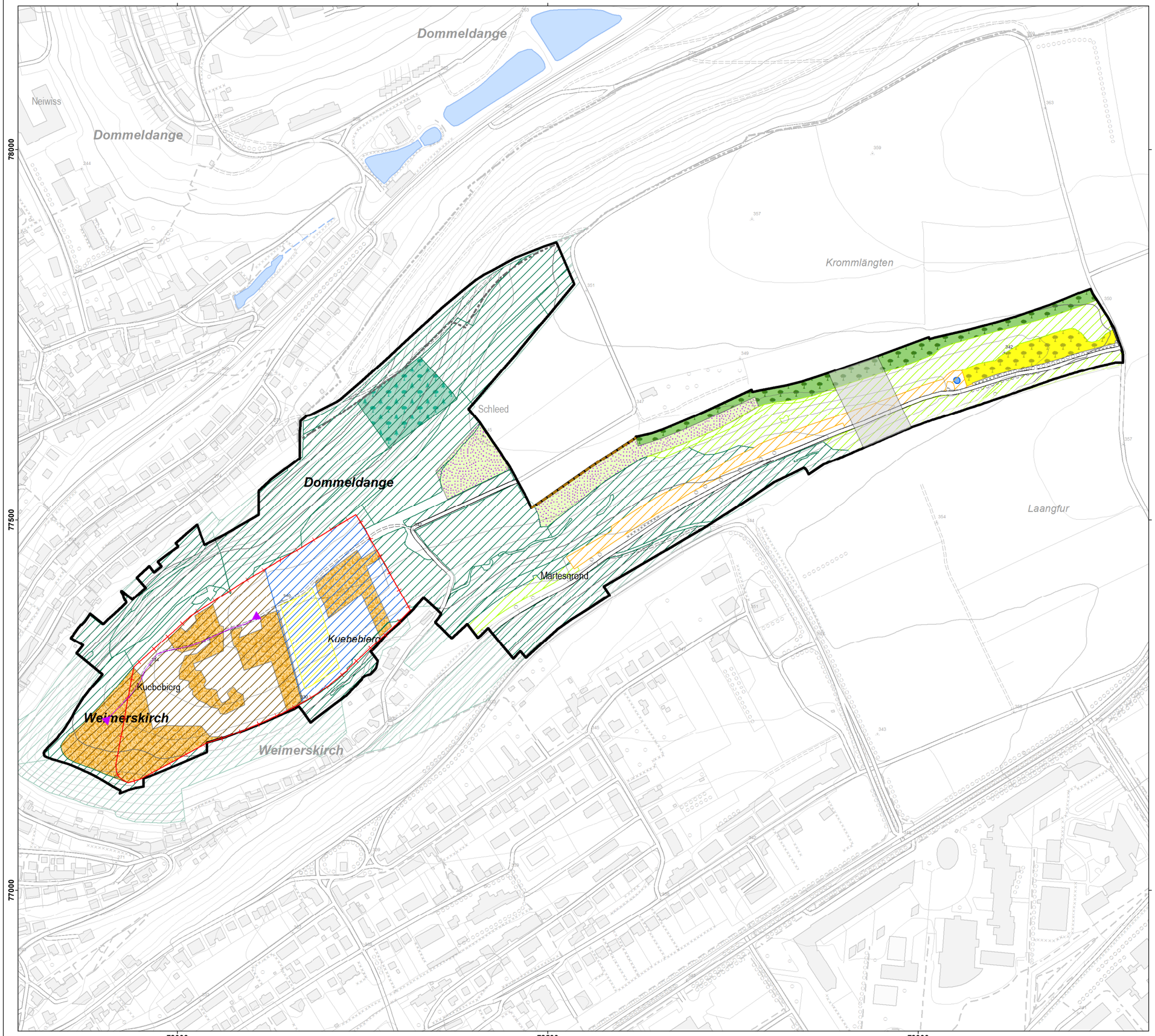
N

1:5 000

0 125 250 m

efor-ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebiets «Kuebebierg»

Anhang 09
Entwicklungs- und Bewirtschaftungsmaßnahmen

Réserve naturelle « Kuebebierg »
couloir pour projets d'infrastructures

Bewirtschaftungsmaßnahmen

- Beweidung und Mahd
- Förderung der Ackerwildkräuter
- Förderung der Altholzbestände
- Intensive Beweidung / Nachpflege / Plaggen
- Mahd
- Waldrandgestaltung

Entwicklungsmaßnahmen

- Förderung der Ackerwildkräuter
- Prioritäre Entbuschung / Gehölzentnahme
- Anlage eines Hochstamm-Streuobstbestandes
- Anlage eines Waldrandes / Streuobstbestandes
- Umwandlung von Nadelforsten
- Stilllegung des vorhandenen Weges
- Abriegelung - Ausschluss von Freizeitnutzung
- Anlage einer Trockenmauer

Kartengrundlage:
BD-L-TC. © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

N

1:5,000

0 125 250 m

efor-ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A – N° 51 22 mai 2002

Sommaire

Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site «Kuebebierg» englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg . . . . . page 878

Règlement grand-ducal du 28 mars 2002 déclarant zone protégée la réserve naturelle «Wëngertsbierg» englobant des fonds sis sur le territoire des communes de Lenningen et de Flaxweiler 880

Loi du 14 mai 2002 portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
- de la directive 2000/28/CE modifiant la directive 2000/12/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice;
- de la directive 2000/46/CE concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements . . 881

Règlements communaux 884

Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu les articles 27 à 32 de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

Le conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles entendu en son avis;

Vu l'avis du conseil communal de la Ville de Luxembourg ;

Vu la fiche financière

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre du Trésor et du Budget et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Est déclaré zone protégée le site "Kuebebierg" situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Art. 2. La zone protégée "Kuebebierg" est formée de fonds inscrits au cadastre de la Ville de Luxembourg, ancienne commune d'Eich, section EC de Weimerskirch, sous les numéros:

1/1438, 3, 5, 45, 49, 50/1599, 50/1600, 50/1601, 50/1602, 51/4068, 51/4069, 52/2328, 54/2329, 56/2330, 57/2331, 58/2332, 59/2333, 60/2334, 60/2335, 60/2336, 62/2337, 62/2606, 62/2607, 62/2608, 63/2339, 64/2340, 65/2341, 66/624, 66/2342, 67/2609, 67/2612, 67/2689, 69, 70/1832, 72/2669, 73/80, 73/81, 73/2139, 74/94, 75, 76/353, 76/354, 78, 79/2140, 81/85, 81/2141, 82/86, 83, 84/2316, 84/2317, 85/422, 86/423, 87/424, 89/2142, 93, 94, 104/630, 104/631, 105/2144, 105/2145, 107/429, 107/632, 108/430, 111/3949 partie, 120/2278, 121, 122/2350, 123/2351, 124/2356 partie, 125/1018 partie, 125/1019 partie, 127/3950, 254/96, 254/97, 911/4257 partie, 933/3309 partie, 941/1308, 941/1309, 950/3287, 953/1809 partie, 966/1988, 967/2601, 967/2602, 967/2603, 968/844, 968/845, 968/1124, 968/1125, 968/1126, 969, 970, 971/1810, 971/1811, 974/2120, 974/2121, 975/2217, 976/1812, 976/1813, 978/2190, 979/849, 981/2090, 981/2091, 983/2092, 983/2093, 984, 985, 987, 1014/5047 parties, et partie du chemin rural dit "Mertesgrunderweg".

La délimitation de la zone est indiquée sur le plan annexé qui fait partie intégrante du présent règlement.

Art. 3. Dans la zone protégée sont interdits :

- la chasse, ceci à partir de l'entrée en vigueur du nouveau bail de chasse c.-à-d. le 1er août 2003;
- la capture ou la destruction d'animaux sauvages non classés comme gibier;
- les travaux de terrassements, notamment le dépôt et l'extraction de matériaux;

  l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages ;
- la divagation d'animaux domestiques tels que chiens et chats ;
- la circulation à l'aide de véhicules motorisés et à vélo ou vélo VTT en dehors des chemins balisés; cette interdiction ne s'appliquant pas aux propriétaires de terrains ni à leurs ayants droit ;
- toute construction incorporée au sol ou non ;
- L'emploi de pesticides et d'engrais chimiques de synthèse. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas si l'exploitant des fonds en question conclut un contrat de gestion approprié dans le cadre de la réglementation instituant un régimes d'aides pour la mise en œuvre de programmes de sauvegarde de la diversité biologique, respectivement dans le cadre de celle instituant un régime d'aides en faveur de pratiques agricoles compatibles avec les exigences de la protection et de l'amélioration de l'environnement et des ressources naturelles, dans lequel l'emploi de pesticides et d'engrais est soumis à des contraintes spécifiques. L'emploi d'engrais organiques reste autorisé dans la mesure où celui-ci s'effectue selon les règles et restrictions telles qu'elles sont applicables dans les zones de protection rapprochées et éloignées des eaux destinées à l'alimentation humaine, en application du règlement grand-ducal du 21 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture ;
- le changement d'affectation des sols.

Art. 4. Les dispositions énumérées à l'articles 3 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée. Ces mesures sont toutefois soumises à l'autorisation du ministre ayant dans ses attributions la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

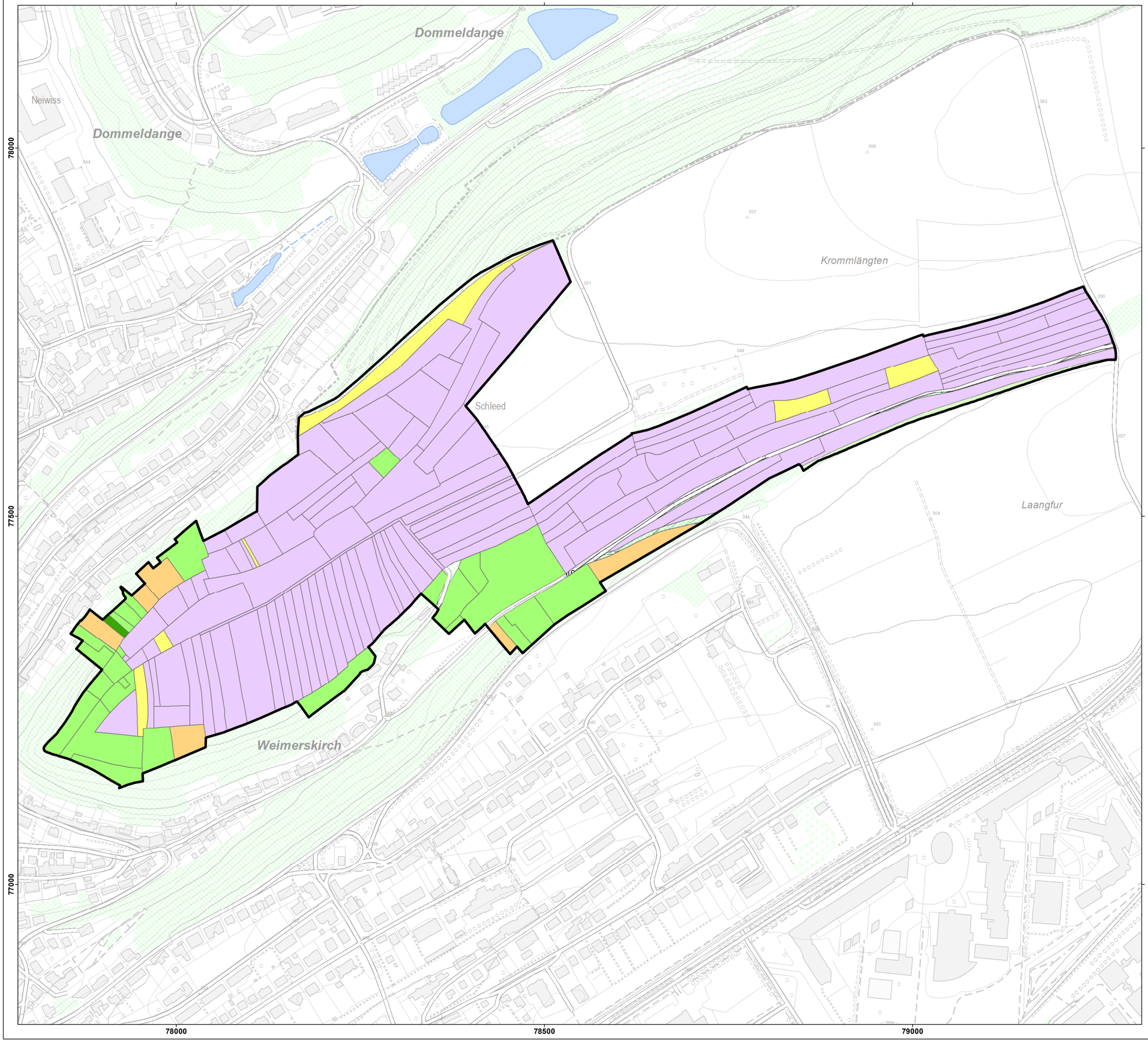
Art. 5. Notre Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial et entrera en vigueur le jour de sa publication.

Pour le Ministre de l'Environnement,
Le Secrétaire d'Etat,

Eugène Berger

Palais de Luxembourg, le 26 mars 2002.
Henri

RN PS 05 LUXEMBOURG-KUEBEBIERG
réserve naturelle
N
0 50 250 m
Ministère de l'Environnement - Administration des Eaux & Forêts
Parc des Expositions
Kiem
Kirchberg
Laangfuur
Centre Européen
Eurocontrol
Piscine
Weimershof
Sichegrond



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Dossier de classement des Naturschutzgebietes «Kuebebierg»

Anhang B2
Besitzverhältnisse und -verteilung

Naturschutzgebiet «Kuebebierg»

Besitzer

- Staat
- Stadt Luxemburg
- Fonds Kirchberg
- private Gesellschaft (Immobilière SCI)
- Privatperson(en)

Kartengrundlage:
BD-L-TC: © Kataster- und Topographieverwaltung (2015).
PCN: © Kataster- und Topographieverwaltung (2020).

Großherzogtum Luxemburg. Alle Rechte vorbehalten.
Weitergabe und Vervielfältigung untersagt.

N

1:5 000

0 125 250 m

efor.ersa
ingénieurs-conseils

Kartografie: efor-ersa ingénieurs-conseils, L-2422 Luxembourg, 2020

Anhang B2 : Parzellenliste.

Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
1/1437	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00001001437	9528,26	privé
1/1438	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00001001438	1446,65	FKB
10	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00010000000	1197,51	privé
104/630	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00104000630	2511,05	FKB
104/631	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00104000631	2643,57	FKB
1048/6270	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C01048006270	2439,49	privé
105/2144	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00105002144	3080,12	FKB
105/2145	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00105002145	1493,85	FKB
107/429	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00107000429	1507,34	FKB
107/632	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00107000632	3392,64	FKB
108/430	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00108000430	4814,54	FKB
11/3907	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00011003907	800,29	privé
111/3949	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00111003949	10939,54	FKB
120/2278	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00120002278	2543,17	FKB
121	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00121000000	2035,92	FKB
122/2350	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00122002350	2034,65	FKB
123/2351	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00123002351	1673,48	FKB
123/2352	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00123002352	3692,71	FKB
123/2353	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00123002353	1766,36	FKB

Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
123/2354	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00123002354	1620,24	FKB
124/2355	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00124002355	2127,60	FKB
124/2356	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00124002356	3197,49	FKB
125/1017	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00125001017	3420,38	FKB
125/1018	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00125001018	3531,76	FKB
125/1019	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00125001019	5011,79	FKB
126/1795	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00126001795	2740,17	FKB
127/3950	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00127003950	2062,55	FKB
128/474	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00128000474	4166,06	FKB
13/6158	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00013006158	3374,65	privé
239/5114	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00239005114	3356,89	privé
243/5520	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00243005520	2135,46	Luxembourg, la Ville
246/2	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00246000002	718,01	Luxembourg, la Ville
248/5588	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00248005588	1008,10	privé
250/3680	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00250003680	1166,02	privé
250/644	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00250000644	569,07	privé
251	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00251000000	680,98	private Gesellschaft
254/5504	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00254005504	1480,84	Luxembourg, la Ville
254/96	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00254000096	55,30	FKB
254/97	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00254000097	107,37	privé
260/3078	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00260003078	1000,54	privé
261	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00261000000	1305,64	privé
28/2	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00028000002	2266,48	privé
28/4822	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00028004822	625,98	Luxembourg, la Ville

Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
28/744	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00028000744	908,85	privé
3	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00003000000	742,57	FKB
41	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00041000000	1764,77	Luxembourg, la Ville
42	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00042000000	2181,75	privé
43/1518	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00043001518	1830,34	privé
44	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00044000000	4847,67	privé
45	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00045000000	2049,15	FKB
46	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00046000000	2154,42	privé
47/620	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00047000620	773,29	privé
47/621	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00047000621	912,90	privé
48/3185	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00048003185	132,39	privé
48/3186	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00048003186	1153,09	privé
49	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00049000000	1301,06	Etat
5	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00005000000	793,51	FKB
5	Niederanven	E	Grengewald	088E00005000000	6398,07	Etat
50/1599	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00050001599	747,17	FKB
50/1600	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00050001600	519,23	FKB
50/1601	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00050001601	3150,31	FKB
50/1602	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00050001602	1353,96	FKB
51/4068	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00051004068	1819,36	FKB
51/4069	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00051004069	1824,24	FKB
52/2328	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00052002328	2019,96	FKB
54/2329	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00054002329	3820,59	FKB
56/2330	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00056002330	5760,59	FKB

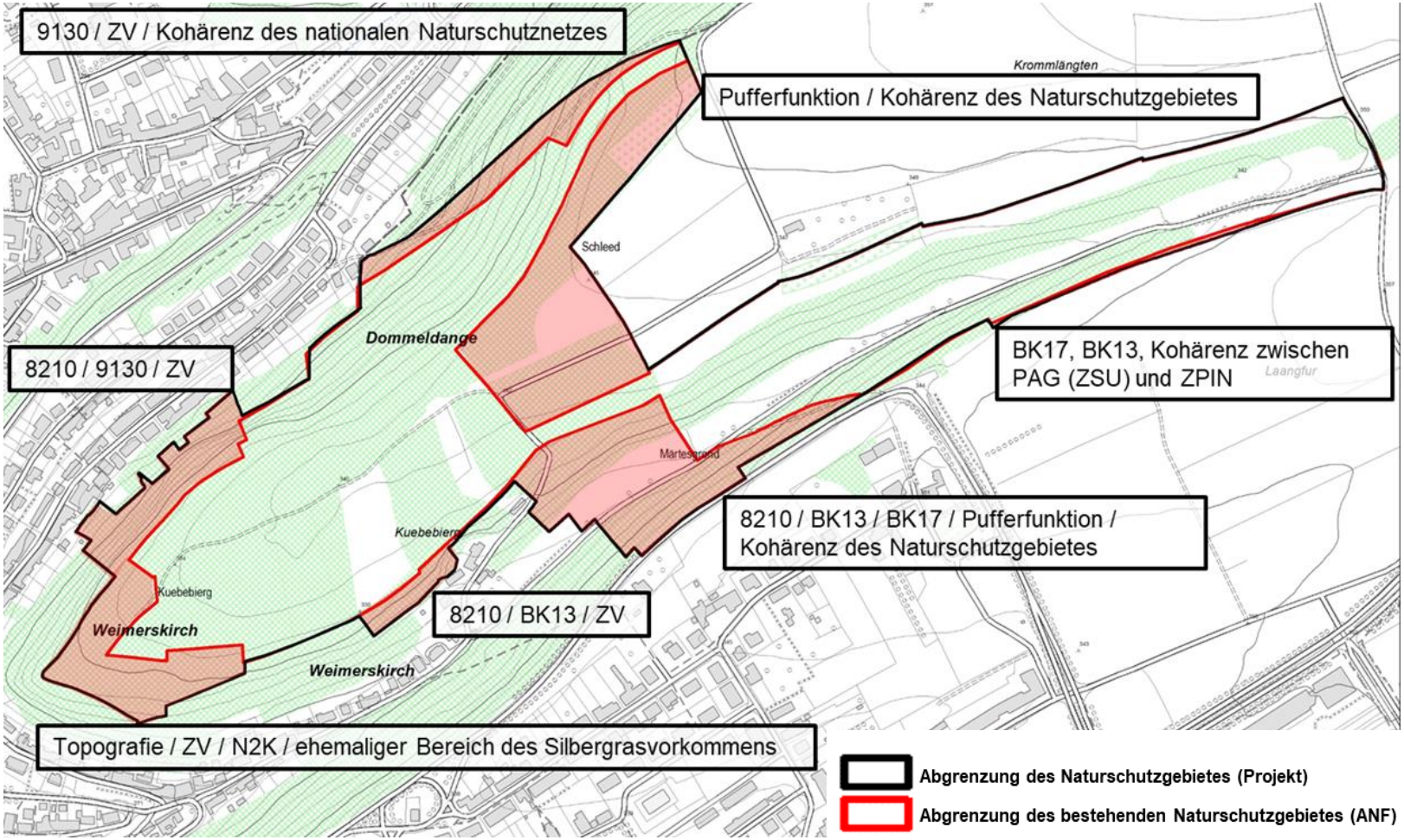
Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
57/2331	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00057002331	1911,64	FKB
58/2332	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00058002332	1752,33	FKB
59/2333	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00059002333	1884,72	FKB
60/2334	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00060002334	1811,32	FKB
60/2335	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00060002335	1841,35	FKB
60/2336	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00060002336	1616,64	FKB
62/2337	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00062002337	1848,30	FKB
62/2606	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00062002606	1979,72	FKB
62/2607	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00062002607	1820,56	FKB
62/2608	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00062002608	1614,90	FKB
63/2339	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00063002339	1764,03	FKB
64/2340	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00064002340	1670,84	FKB
65/2341	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00065002341	3176,08	FKB
66/2342	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00066002342	1491,34	FKB
66/624	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00066000624	757,68	FKB
67/2609	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00067002609	889,13	FKB
67/2612	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00067002612	1491,09	FKB
67/2689	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00067002689	1806,97	FKB
69	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00069000000	3065,65	FKB
70/1832	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00070001832	6119,13	FKB
72/2669	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00072002669	4531,98	FKB
73/2139	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00073002139	440,01	FKB
73/80	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00073000080	450,66	Etat
73/81	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00073000081	418,20	FKB

Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
74/94	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00074000094	1962,27	FKB
75	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00075000000	1396,65	FKB
76/353	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00076000353	643,99	FKB
76/354	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00076000354	597,37	FKB
78	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00078000000	1331,25	FKB
79/2140	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00079002140	811,02	FKB
81/2141	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00081002141	1530,40	FKB
81/85	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00081000085	205,94	FKB
82/86	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00082000086	170,11	Etat
83	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00083000000	2217,03	FKB
84/2316	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00084002316	1048,82	FKB
84/2317	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00084002317	1633,88	FKB
85/422	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00085000422	1002,77	FKB
86/423	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00086000423	914,11	privé
87/424	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00087000424	2089,17	FKB
89/2142	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00089002142	5563,61	FKB
9/2588	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00009002588	251,22	privé
9/2589	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00009002589	2294,54	privé
93	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00093000000	1151,23	FKB
94	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00094000000	709,02	FKB
941/1308	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00941001308	1898,39	FKB
941/1309	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00941001309	2121,85	FKB
966/1988	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00966001988	6349,58	FKB
967/2601	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00967002601	1832,10	FKB

Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
967/2602	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00967002602	1956,97	FKB
967/2603	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00967002603	2054,91	FKB
968/1124	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00968001124	1159,94	FKB
968/1125	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00968001125	1723,76	FKB
968/1126	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00968001126	1729,04	Etat
968/844	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00968000844	1802,01	FKB
968/845	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00968000845	2134,10	FKB
969	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00969000000	2880,74	FKB
970	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00970000000	4780,49	FKB
971/1810	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00971001810	3658,23	FKB
971/1811	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00971001811	3520,01	FKB
972/990	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00972000990	3826,10	privé
973/4842	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00973004842	3036,68	Luxembourg, la Ville
974/2120	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00974002120	3051,65	FKB
974/2121	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00974002121	3860,32	FKB
975/2217	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00975002217	6960,44	FKB
976/1812	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00976001812	3623,24	FKB
976/1813	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00976001813	3385,84	FKB
978/2190	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00978002190	1616,52	FKB
979/849	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00979000849	1773,00	Etat
981/2090	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00981002090	2434,67	FKB
981/2091	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00981002091	2135,45	FKB
983/2092	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00983002092	2555,92	FKB
983/2093	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00983002093	3320,69	FKB

Katasternummer	Katastergemeinde	Katastersektion	Name der Katastersektion	ID_PARCELL	Fläche (m2)	Besitzer
984	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00984000000	1142,56	FKB
985	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00985000000	1425,32	FKB
987	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	035C00987000000	1251,91	FKB
ohne Nummer	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	ohne Nummer	559,98	
ohne Nummer	Niederanven	E	Grengewald	ohne Nummer	2051,80	
ohne Nummer	Luxemburg-Eich	C	Weimerskirch	ohne Nummer	6562,48	

Anhang B3 : Übersicht über die Begründung der Erweiterungen der Schutzgebietsabgrenzung.



COMPTE-RENDU DE RÉUNION
063

Date : 28/01/2020

Lieu : FUAK, 4 rue Erasme, L-1468 Luxembourg

Objet de la réunion :

Réunion technique entre les bureaux d'études mandatés par divers M.O. et abordant d'une façon plus ou moins détaillée le sujet du pont projeté entre le PAP Laangfur et la ZAD Kuebebierg. La réunion a pour objectif d'échanger sur les différentes études existantes concernant le Pont et son impact sur l'environnement. Pour rappel, à ce jour, le Maître d'Ouvrage du pont n'a pas été défini. Au vu de la récente étude entamée par le MMTP concernant la faisabilité du tracé tram pour la ligne tram Kirchberg K2, le Fonds tient à présenter les différentes études existantes et en cours d'élaboration en vue de procéder au développement du plan de gestion nécessaire à la procédure de classement de la Zone de protection d'intérêt national Kuebebierg.

La réunion a pour finalité de permettre de clarifier les données de base à intégrer dans projet de classement (intégrant un chapitre « plan de gestion ») de la Zone de Protection d'Intérêt National (ZPIN) Kuebebierg, tout en vérifiant les éventuelles adaptations qui seraient à apporter aux documents existants, dans une seconde étape par le Maître d'Ouvrage du Pont.

Participants :

Nom, Prénom	*Affiliation*	*Prés.*	*Diff.*	*Contact*
Véronique Bous	FUAK	-	x	veronique.bous@fondskirchberg.lu
Monika Malikova	FUAK	x	x	monika.malikova@fondskirchberg.lu
Christian Reding	FUAK	p	x	christian.reding@fondskirchberg.lu
Bertrand Ligot	PRO	-	x	bligot@progroup.eu
Damien Stassart	PRO	x	x	dstassart@progroup.eu
Patty Koppes	+ImpaKT	-	x	pkoppes@positiveimpakt.eu
Jean-Luc Weidert	S&A	-	x	jean-luc.weidert@schroeder.lu
Claudio Goetzinger	S&A	x	x	claudio.goetzinger@schroeder.lu
Claude Belche	S&A	x	x	claude.belche@schroeder.lu
Andreas Wener	LxP	x	x	andreas.wener@luxplan.lu
Carsten Berens	LxP	x	x	carsten.berens@luxplan.lu
Christoph Sinnewe	LxP	x	x	christoph.sinnewe@luxplan.lu
Pierre Kalmes	Efor_ersa	x	x	Pierre.KALMES@efor-ersa.lu
Catherine Sinner	Efor_ersa	x	x	Catherine.SINNER@efor-ersa.lu
Christian Weier	Areal	-	x	cweier@areal.lu
Frank Vansteenkiste	MMTP	-	x	Frank.Vansteenkiste@mob.etat.lu
Christophe Reuter	MMTP	-	x	christophe.Reuter@mob.etat.lu
Philippe Peters	MECDD	-	x	philippe.peters@mev.etat.lu
Gilles Biver	MECDD	-	x	gilles.biver@mev.etat.lu
Roland Fox	PCH	-	x	roland.fox@pch.etat.lu
Christian Zanter	DRESO	-	x	christian.zanter@dreso.com
Tatiana Fabeck	FBA	-	x	tfa@fabeckarchitectes.lu
Laurent Langer	VDL	-	x	llanger@vdl.lu
Pierre Schmit	VDL	-	x	pschmit@vdl.lu

x = oui, p = partiellement, - = non

1. Décisions :

	Thème	*Objet*
1.1	Délimitation de la zone A/zone B de la ZPIN à hauteur du pont	S&A va communiquer une limite appropriée au Pont et à son entretien sous format digital. La limite entre la zone A et B dans le vallon du Mäertesgrond est fixée à 15mètres à partir de la limite Ouest du Pont.
1.2.	Étude préalable sur les impacts probables	L'étude EIE Luxplan n'a pas lieu d'être modifiée ; MECDD favorise une solution qui limiterait les éléments verticaux au-dessus du plan du tablier du pont aux seuls éléments statiques (à l'exemple de la variante 4 du rapport EIE). Ainsi la solution retenue devra se distinguer par un impact le plus compatible possible avec les objectifs EIE. Si une adaptation de ladite étude s'avèrerait nécessaire, elle sera établie par le M.O. du pont.
1.3	Présence de caténaires sur le pont	La discussion d'implanter des caténaires sur le pont devra être tenue entre le MMTP et le MECDD. S&A indique (sur base de constat Luxtram) que l'installation de caténaires est nécessaire pour des raisons financières et de faisabilité technique. Par contre, l'installation de caténaires semble engendrer des incidences environnementales. Un compromis est donc à chercher pour la zone protégée d'intérêt national qui est d'utilité publique.
1.4	Degré de précision de la définition du pont	Au stade des études en cours et au vu de l'élaboration de la modification du RGD (y inclut le plan de gestion), l'étude d'emprise au sol du pont pourra se baser sur l'intersection des délimitations de plan de gestion (15m de part et d'autre des extrémités de l'ouvrage) avec le mesurage cadastral côté Laangfur et avec les données PCN côté Kuebebierg. La position exacte des piliers éventuels, une altimétrie finale du pont découlant du développement d'un avant-projet et les positionnements exacts des raccordements en canalisations ne pourront pas être fournis dans le plan de gestion, dû au fait qu'il s'agit de deux projets distincts avec des plannings distincts.

2. Actions :

	Quoi	*Qui*	*Délai*
2.1	Finalisation et transmission du DWG de la délimitation de la zone A/zone B à hauteur du pont conformément au point 1.1	S&A	05/02
2.2	Finalisation et transmission de la première ébauche du plan de gestion de la ZPIN aux participants de la réunion	Efor_ ersa	Sem du 24/02
2.3	Transmission de la proposition d'Efor_ersa + des questions (3.6) au MECDD et MMTP en vue d'une réunion.	FUAK	24/02
2.4	Formaliser les besoins pour l'entretien du pont (chemin sous le pont, plan de gestion sommaire du pont…) qui seraient à intégrer dans le plan de gestion ZPIN.	S&A	asap
2.5	Les documents servant de base au projet et discutés en réunion sont transmises à PRO pour transmission à l'ensemble des participants	FUAK LxP S&A	asap

3. Discussion :

3.1 État d'avancement

Le Fonds fait une brève introduction sur la mission des divers bureaux présents.
Le bureau Luxplan est en charge du volet compensation et éco-bilan de plusieurs projets du Plateau de Kirchberg et suit de près l'évolution du Kuebebierg et les compensations qui y prendront place. Dans le cadre de l'étude de faisabilité du Kuebebierg, le bureau Luxplan a élaboré les études préliminaires visant à évaluer les impacts d'un pont sur la zone de protection d'intérêt national Kuebebierg et sur la zone Natura 2000 (études jointes en annexe).
Pour le PAP Laangfur, le bureau Luxplan est chargé de l'évaluation des incidences sur l'environnement.
Par ailleurs Luxplan suit de près, pour le volet compensation écologique et environnement, le bureau Interalia chargé d'approfondir le concept de ferme urbaine au Kuebebierg dont l'implantation est projetée à la pointe Ouest de la ZAD du Kuebebierg. La notion de la ferme urbaine se trouvant à proximité de la Zone protégée est un point qui est évoquée dans le projet du dossier de classement de la ZPIN.

Le bureau Efor_ersa a pour mission de préparer un règlement grand-ducal déclarant zone protégée le site « Kuebebierg », qui est accompagné par un dossier de classement.

Le bureau Schroeder et Associés fait partie du groupement qui a été mandaté par le MMTP pour réaliser l'étude de faisabilité ligne de tram Kirchberg K2 et dans le cadre de laquelle le sujet du Pont est abordé.

Le Fonds explique son planning pour le Kuebebierg. L'ouverture du lycée est prévue pour la rentrée 2026 et le développement du macro-ilot Sud est prévu pour 2024-2026. Le Fonds est d'avis que le pont devrait être fonctionnel pour la rentrée scolaire du Lycée (1800 élèves).
Une consultation pour le développement d'un schéma d'urbanisation pour le restant du Kuebebierg a été entamée par le Fonds en novembre 2019 et la finalisation du schéma d'urbanisation est attendue pour mars 2021.

Le Fonds rappelle qu'au jour d'aujourd'hui le Maître d'Ouvrage du Pont n'a pas encore été défini.

Au vu du planning propre au Fonds et relatif au développement du Kuebebierg, au vu du délai relatif à la procédure de modification du RGD sur la ZPIN Kuebebierg et aux procédures d'autorisation du pont, le Fonds est d'avis qu'il faut introduire la demande de modification du RGD dans les meilleurs délais.

Au niveau d'urbanistique, le Fonds rappelle également que le Pont s'implante dans l'axe d'une continuité écologique souhaitée dans le développement du quartier, présent autant dans les principes d'aménagement paysager du Laangfur que dans les prescriptions pour le développement du schéma d'urbanisme pour le Kuebebierg.

3.2 Études d'impacts préalables et positions du MECDD (voir aussi le CR n°16 joint en annexe)

Luxplan présente les principales conclusions des études préalables sur le positionnement et les différentes typologies du pont (6 variantes) et les incidences environnementales probables, ainsi que les points de base discutés avec le MECDD lors des entrevues:

- Le positionnement du pont est le résultat d'un compromis entre une hauteur suffisante, une longueur pas trop importante et une pente maitrisée.

- L'identification d'incidences probables indépendantes des variantes de ponts (éclairage, effet acoustique, émission, ombre, barrière pour la faune, …)
- L'orientation de la typologie du pont vers la variante 4* qui minimise les impacts sur l'environnement (pas de superstructures importantes impactant sur le paysage et la circulation de la faune, hauteur libre sous le Pont)
- Caténaires : Aucune variante de l'étude en question ne reprenait la présence de caténaires et se basait sur les situations existantes en Ville (exemple Pont rouge).
- L'éclairage : l'éclairage sur le Pont est à limiter tout en garantissant une sécurité des piétons et cyclistes.
- Modification du règlement RGD ZPIN Kuebebierg : distinguer la Zone A & Zone B au sein de la ZPIN afin de permettre les raccordements nécessaires à la viabilisation du ou des quartiers.

_____

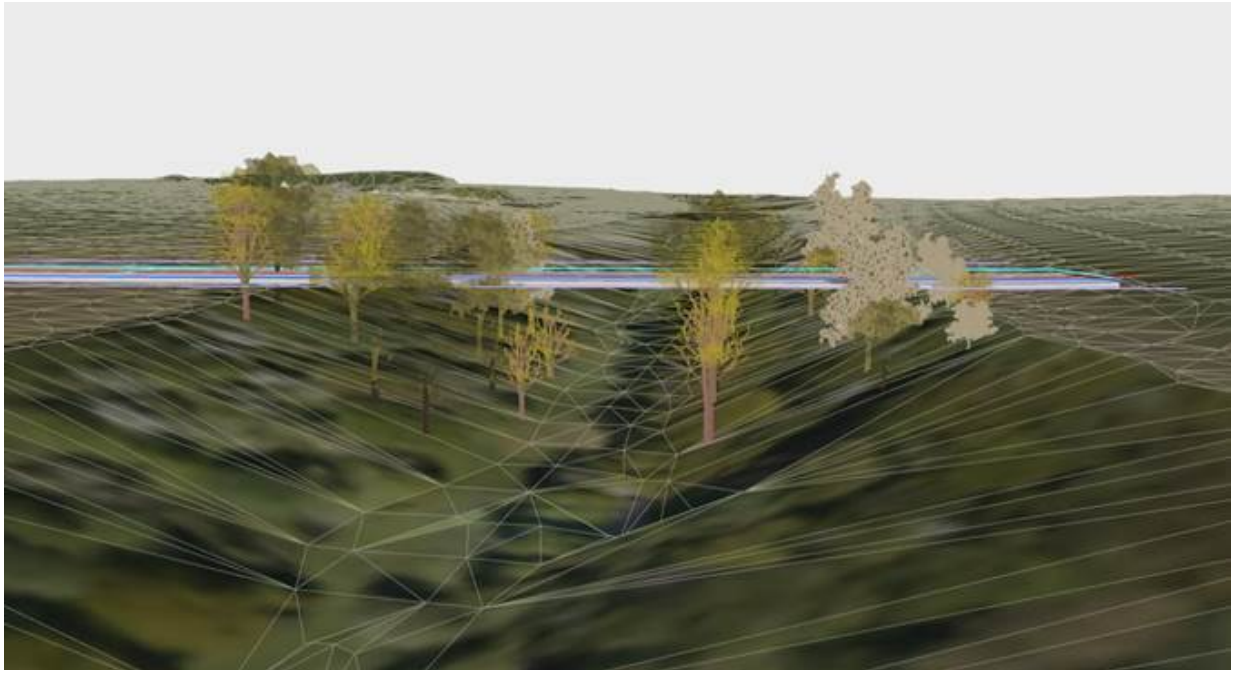
- * SA, FBA conseillent de na pas figer à tel point le choix étant donné que ni la topographie réelle du vallon est prise en considération, ni le gabarit du pont et, partant, l'impact visuel de piliers de ponts sur l'encombrement du vallon. En outre, un concours portant sur l'architecture du pont et qui pourrait mettre en évidence des avantages non connus à ce jour (p.ex. méthodologie de la construction) deviendrait superfétatoire.

3.3 Dimensionnement du Pont par S&A

Implantation du Pont :

S&A présente 3 hypothèses de positionnement du pont en termes de hauteur et de longueur. Il découle cependant de considérations de profil en long (entaille dans le terrain naturel en direction de la place centrale Laangfur) qu'une préférence sera donnée à une variante qui sera proche de la plus élevée des 3 variantes proposées.

L'objectif de cette présentation est d'optimiser l'implantation du Pont dans le terrain naturel. Dans tous les cas, le pont sera sous le niveau de la cime des arbres existant dans la vallée.



Caténaires :
S&A est d'avis que la présence des caténaires est nécessaire sur le Pont pour permettre la faisabilité du tram sur le tronçon Kirchberg K2. Cet avis repose sur le constat de Luxtram de ne pas pouvoir admettre un changement de mode d'alimentation uniquement pour le pont. Dans une telle hypothèse, l'ensemble de la ligne K2 serait à concevoir sans caténaires, ce qui engendrerait des coûts d'équipements supplémentaires considérables.
S&A est d'avis que les caténaires pourraient s'implanter dans le paysage, sans aucun dépassement de cime d'arbres et sans présenter un impact supplémentaire sur l'environnement.
Le Fonds rappelle que sur base de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles, il est indiqué qu'une zone protégée d'intérêt national est d'utilité publique et par conséquent un compromis est à chercher au même titre que pour les zones rentrant dans le patrimoine mondial de l'UNESCO (exemple : implantation du tram en ville de Luxembourg ou encore sur le Pont Rouge).
La discussion d'implanter des caténaires sur le Pont devra être tenue entre le MMTP et le MECDD.

Variantes Pont :
Par rapport à la variante 4 de l'étude de Luxplan (reprise en annexe), S&A préconise de laisser une certaine souplesse pour la statique du pont de façon à ne pas figer le résultat de la conception, sans pour autant remettre en cause les conclusions de l'étude des impacts probables sur l'environnement.
De même S&A est d'avis qu'en travaillant sur l'idée de maximiser la hauteur libre sous le Pont (+/- 15mètres au-dessus du Mäertesgrond), la présence de garde-corps anti-suicide sera à considérer dans la conception du Pont et qu'il ne faudrait pas que ce type de garde-corps soient rédhibitoires auprès du MECDD.
Luxplan indique qu'en terme de garde-corps il est important de considérer qu'uniquement des garde-corps anti-reluisants sont à préconiser de façon à minimiser tout risque de collision (éviter tout garde-corps vitré).
La conception du pont sera menée par le M.O. du pont (qui reste à être défini). Les études d'impacts relatives au pont seront à mettre à jour par le M.O. du Pont.

Éléments supplémentaires au Pont:
Pour la définition de la Zone B dans la ZPIN, il est demandé à S&A de communiquer également sur le besoin de création de chemins spécifiques pour le pont et pouvant se trouver dans la zone protégée (chemin d'entretien ou chemin de promenade…).
De même un descriptif de plan de gestion du pont pourrait être renseigné dans le plan de gestion de la ZPIN. Le plan de gestion du pont devra découler des standards de gestion P&C pour ce type d'ouvrage.

Degré de précisions :

Il est constaté entre autre, qu'au vu de l'avancement en cours des études du PAP Laangfur et de la ZAD Kuebebierg, il est encore difficile de se fixer sur des niveaux de raccordement du pont ainsi que sur un tracé exact des raccordements de canalisations dans la ZPIN. A ce stade, l'étude d'emprise au sol, indispensable pour l'élaboration du RGD modifié, pourra se baser sur l'intersection des délimitations de plan de gestion (15m de part et d'autre des extrémités de l'ouvrage) avec le mesurage cadastral côté Laangfur et avec les données PCN côté Kuebebierg.

La position exacte des piliers éventuels, une altimétrie finale du pont découlant du développement d'un avant-projet et les positionnements exacts des raccordements en canalisations ne pourront pas être fournis dans le plan de gestion.
En cas de besoin, un dossier d'accompagnement du plan de gestion peut être élaboré, où le degré de détails de l'évacuation des eaux pluviales et usées du Kuebebierg vers le Mäertesgrond seront repris de façon schématique et sur base de plan de principe élaboré par le bureau S&A en 2018. Le tracé du

pont sera donné sur le principe retenu avec le MMTP sans rentrer en détail de l'emplacement exact des piles éventuelles ou de sa structure.
Les détails spécifiques et structurels du pont seront à approfondir par le M.O. du Pont dans une seconde étape, respectivement lors de l'étude d'impact du pont sur la zone Natura 2000.

3.4 Gestion des pluies torrentielles

Outre la gestion des eaux pluviales réglementaires actuelles pour lesquelles des ouvrages de rétention des eaux sont dimensionnés, S&A rend attentif sur le besoin d'anticiper d'éventuelles pluies torrentielles (période de retour 50/100 ans) afin d'éviter des inondations et des dégâts en aval du Mäertesgrond, à Weimerskirch. Un système de récupération spécifique à ces eaux devrait être prévu sans pour autant pouvoir être raccordé à la canalisation se trouvant dans la vallée du Mäertesgrond.
Pour le Kuebebierg, S&A préconise de ramener ces eaux vers le pont (par le biais de murets intégrés de façon paysagères dans le maillage vert à développer dans l'actuelle servitude d'urbanisation « Cé » au Kuebebierg). Ce système de récupération ramènerait uniquement les eaux torrentielles vers le pont pour les faire traverser la vallée sur le tablier du pont. Les eaux seraient alors évacuées vers le Val des Bons-Malades par une canalisation exécutée (éventuellement par fonçage) dans l'actuelle zone de servitude d'urbanisation « Cé » Corridor écologique du PAP NQ Laangfur. La partie écrite du PAG restant muette par rapport à la possibilité d'une telle intervention, un avis devra être demandé au MECDD.
Il est toutefois précisé qu'une telle intervention n'a pas d'impact sur le choix de la typologie du pont. Une telle intervention justifie toutefois la souplesse souhaitée pour le développement d'un APS du pont.
Ce concept devra évidemment être validé par le Service de la canalisation de la Ville de Luxembourg.

3.5 Délimitation de la Zone de protection d'intérêt national Kuebebierg.

La délimitation et la définition de la Zone B doit intégrer la possibilité de prévoir les espaces qui seront à réserver pour le chantier du pont, les espaces d'entretien du pont et les éléments techniques en relation avec la ligne tram Kirchberg K2, ainsi que les conduites d'eau usées/pluviales. Après discussion, il est proposé de positionner la limite entre la zone A et B à 15mètres à partir de la limite Ouest du Pont (soit 1/2x la largeur du pont à partir de son axe + 15m).
Post réunion :
De façon plus détaillée, le bureau S&A a fourni un plan utile en tant que base de travail pour l'élaboration de la délimitation des zones de la ZPIN avec les informations suivantes :

- *L'axe du tram avec son implantation en x,y,z au Laangfur (avec profil en long)*
- *Le gabarit net du pont : 19 m*
- *Le gabarit brut du pont (evtl. nécessaire pour fixation des garde-corps) : 50 cm supplémentaire de chaque côté donc largeur totale du pont de 20m*
- *La zone réservée à la maintenance : 15m de part et d'autre de la limite extérieure (gabarit brut) du pont*
- *4 points de référence (pont et maintenance) nécessaires pour le reclassement de la ZPIN*
  - *Côté Laangfur, les points de référence 3 et 4 se basent sur le mesurage et ainsi sur la limite précise du PAP Laangfur*
  - *Côté Kuebebierg, les points 1 et 2 se basent sur le plan cadastral national (PCN) et doivent encore être vérifiés par un mesurage.*

La zone B qui englobe le chemin existant dans l'axe du vallon devra intégrer un espace pour l'entretien. Pour l'entretien, il est proposé de maintenir une réserve de 1mètre d'un côté et de l'autre du chemin existant. L'accès nécessaire pour l'entretien du pont, le long de ce chemin est à intégrer.

La question de l'intégration du chemin remontant vers le Laangfur dans la zone B sera étudiée par Efor_ersa (possibilité de scellement de la surface pour permettre le passage plus aisé de piéton depuis/vers le fond de vallée + éventuellement d'y placer en dessous une conduite d'égouttage).

Le bureau Efor_ersa est d'avis qu'il faut concentrer tous les besoins constructifs (pont, raccords de canalisations) dans une zone précise de la zone B et ne pas laisser toute la zone B ouverte à des raccordements potentiels.
Le Fonds est d'avis qu'en l'absence de niveaux précis qui seront définis à l'échelle du PAP, il devient difficile de garantir qu'une demande de raccordement supplémentaire ne sera pas formulée par un développeur.
Il est proposé à ce que chaque intervention, qui serait supplémentaire aux interventions connues à ce jour (construction d'un pont, réalisation de raccord de canalisations en EP et EU) mais qui prouverait sa nécessité pour la viabilisation du quartier serait soumise à une EIE et autorisation spécifique auprès du MECDD.
Efor_ersa rend attentif au cadre exceptionnel et à l'ouverture que le MECDD a donnée pour autoriser la modification du RGD de la ZPIN. Un tel accord reste unique et doit être respecté de la part de tout intervenant dans l'urbanisation de la zone Op der Schleed.

3.6 Liste de questions ouvertes

En fin de réunion il est convenu qu'au vu de tous les points soulevés au cours de la réunion, une liste de questions sur les points qui restent à être clarifiées doit être dressée dans ce compte rendu et communiquée de façon groupée à MECDD et MMTP de façon à ne pas démultiplier le nombre d'intervenants.

<u>Liste des questions liées à la modification du RGD ZPIN Kuebebierg :</u>

1. Quel degré de précision est souhaité dans le plan de gestion à élaborer dans le cadre du dossier de classement de la ZPIN pour la question de l'implantation du pont (niveaux, longueur, emplacement exact des piles éventuelles…) et pour le tracé des raccords de canalisation (emplacement, niveaux…) ?
2. Comment intégrer dès à présent dans la partie écrite du RGD, les demandes pouvant émaner des développeurs de quartiers suite à la modification de l'actuel RGD. Respectivement suite à l'élaboration de détails d'exécution ? La zone B peut-elle autoriser des constructions supplémentaires (exemple : anticiper la mise à jour de règlementation pour la gestion de l'eau…) si elles s'avèrent nécessaires à la viabilisation de quartier ? Une formulation visant à intégrer une EIE d'office peut-elle être intégrée dans le RGD pour la zone B ?
3. En lien avec la question 3, qu'en est-il du statut à adopter pour le passage/cheminement non aménagé dans la ZPIN côté Laangfur (dans la zone en cyan sur le plan de travail) ?

<u>Liste des questions ouvertes liées à la typologie du pont :</u>

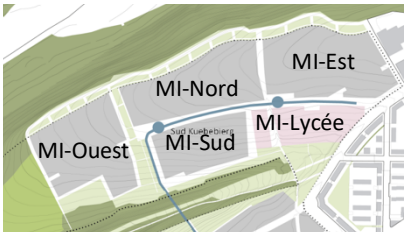
4. L'avant-projet sommaire du pont peut-il être développé suite à la modification du RGD ou en parallèle et sur base de prescriptions émanant des études à la base de la modification RGD (études Luxplan + prescriptions MECDD et MMTP)?
5. Peut-on retenir la possibilité d'intégrer l'option de gérer les eaux torrentielles du Kuebebierg en les faisant s'écouler sur le tablier du pont, tel qu'expliqué au point (3.4) ?
6. Est-il possible d'autoriser une souplesse statique/structurelle pour le développement de l'avant-projet sommaire du pont, sous réserve de ne pas alourdir l'impact environnemental tel

que défini dans la variante 4 de Luxplan, mais éventuellement d'en diminuer l'impact. Respectivement est-il possible de développer une variante optimisée du pont ?

7. Est-ce que le pont pourra intégrer des garde-corps anti-suicide (hauteur maximale à prévoir).
8. Est-il envisageable d'autoriser l'implantation de caténaires sur le pont sous réserve que leur niveau le plus haut ne dépassera pas la cime des arbres existants ?

Glossaire :

FUAK	Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg
ABP	Administration des bâtiments publics
VdL	Ville de Luxembourg
MECDD	Ministère de l'Environnement du Climat et du Développement Durable
MMTP	Ministère de la Mobilité et des Travaux Publics
M.O.	Maître d'Ouvrage
KU	Projet Urbanisation du quartier Kuebebierg
LA	Projet Urbanisation du quartier Laangfur
MI	Macro-îlot
	Le quartier est subdivisé en 5 macro-îlots MI-Lycée, MI-Nord, MI-Est, MI-Sud, MI-Ouest



ZPIN : Zone de protection d'intérêt national
RGD : Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg.
ZAD : Zone d'Aménagement Différée
PAP NQ : Plan d'aménagement particulier nouveau quartier

Remarque: En l'absence de réaction des intéressés endéans les 10 jours ouvrables après diffusion, ce compte-rendu de réunion est considéré comme approuvé.

COMPTE-RENDU DE RÉUNION
070

Date : 03/03/2020
Lieu : FUAK
4 rue Erasme, L-1468 Luxembourg

Objet de la réunion :

Réunion de travail concernant le projet de reclassement de la Zone de Protection d'Intérêt National (ZPIN) « Kuebebierg »

Participants :

Nom, Prénom	*Affiliation*	*Prés.*	*Diff.*	*Contact*
Véronique Bous	FUAK	-	x	veronique.bous@fondskirchberg.lu
Monika Malikova	FUAK	x	x	monika.Malikova@fondskirchberg.lu
Christian Reding	FUAK		x	christian.reding@fondskirchberg.lu
Gilles Biver	MECDD	x	x	gilles.biver@mev.etat.lu
Philippe Peters	MECDD	-	x	philippe.peters@mev.etat.lu
Pierre Kalmes	Efor_ersa	x	x	Pierre.KALMES@efor-ersa.lu
Catherine Sinner	Efor_ersa	x	x	Catherine.SINNER@efor-ersa.lu
Andreas Wener	LxP	x	x	andreas.wener@luxplan.lu
Christoph Sinnewe	LxP	x	x	christoph.sinnewe@luxplan.lu
Anne Clerin	IA	x	x	anne.clerin@interalia.lu
Jacques Nau	IA		x	jacques.nau@interalia.lu
Laurence Crémel	Paysagiste conseil	-	x	laurence.cremel@wanadoo.fr
Damien Stassart	PRO	x	x	dstassart@progroup.eu
Patty Koppes	+Impakt	x	x	pkoppes@positiveimpakt.eu

x = oui, p = partiellement, - = non

1. Décisions :

	Thème	*Décision*
1.1	Délais de procédure de reclassement de la ZPIN	Le délai de procédure à considérer de manière réaliste est de l'ordre de 2 ans (si tout va bien).
1.2	Positionnement et typologie du pont	Le positionnement du pont doit être définit approximativement (couloir de réservation pour les infrastructures). En revanche, il n'est pas nécessaire d'arrêter une typologie précise de pont.
1.3	Délimitation de la ZPIN-Intégration de parcelles privées	Accord sur les propositions d'extension d'Efor_ersa quitte à ce que ces parcelles soient retirés après l'enquête publique en cas d'opposition virulente (qui peut le plus peu le moins).

	Thème	*Décision*
1.4	Distinction des zones au sein de la ZPIN	Privilégier une distinction zone/zone B à la terminologie zone noyau/zone tampon (pas de base légale). Au sein de la zone B, un couloir pour les infrastructures matérialisera l'emprise à l'intérieur de laquelle l'ensemble des infrastructures nécessaires à la viabilisation du plateau du KU pourront être réalisés (pont, canalisation, réseaux, chemin et site pour l'entretien, connexion douce, …).
1.5	Emprise du couloir pour les infrastructures dans la zone B	Le dimensionnement de ce couloir doit inclure l'ensemble des infrastructures et l'espace nécessaire au chantier de réalisation du pont. En effet, aucune distinction ne peut être faite dans le RGB entre la phase chantier et la construction elle-même.
1.6	Statut du chemin existant du Märtesgrond	Intégration d'une formulation autorisant clairement les accès de véhicules en vue de l'entretien/renforcement des infrastructures intégrées dans le couloir réservé ainsi que pour les infrastructures existantes dans le chemin (canalisations).
1.7	ZPIN – adaptation des modalités de gestion	Abandon du labour extensif au-delà du couloir pour les infrastructures (pression anthropique trop importante) et maintien de la lisière forestière étagée et de la proposition du verger tel que préconisé par IA
1.8	MoPo du PAG – petit boisement résineux le long du Märtesgrond	Ce petit boisement résineux présente un intérêt écologique réduit (cf. III du point 3.6). Dès lors, il est proposé de convertir cette zone forestière en zone de verdure dans le cadre de la MoPo du PAG afin de permettre la mise en place d'une zone de labour extensive/verger/bosquet dans le cadre des compensations.
1.9	Programmation de la Ferme Urbaine (FU)	A ce stade-ci, pas de nécessité d'ajuster l'étude de la FU. Il faut simplement adapter les surfaces concernant les modifications IVa et IVb du point 3.6. Le solde sera adapté une fois la proposition d'Efor_ersa confirmée.

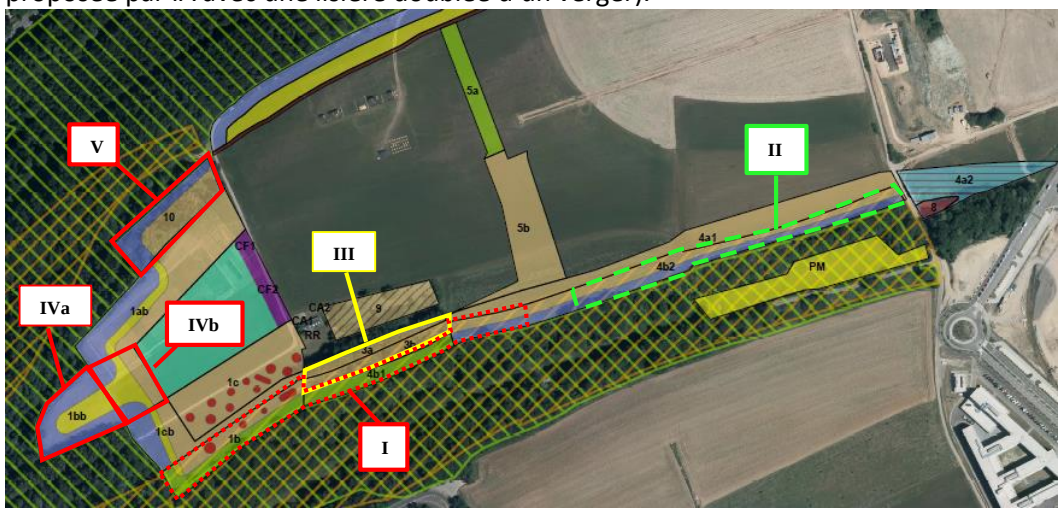
2. Actions :

	Quoi	*Qui*	*Délai*
2.1	Envoi du document de travail en version word afin que les participants puissent faire leurs remarques en mode correctif.	Efor_ersa	asap
2.2	Centralisation et transmission des remarques formulées par les participants sur le document de travail d'Efor_ersa	PRO	17/03
2.3	Mise à jour du dossier de reclassement de la ZPIN sur base des discussions ainsi que des retour des différents participants (point 2.2)	Efor_ersa	30/03
2.4	Interroger S&A afin qu'il valide l'emprise et le positionnement du couloir pour les infrastructures (y compris pour la phase chantier du pont et pour la gestion des eaux de l'ensemble du KU & du LA)	PRO	asap
2.5	Interroger S&A afin qu'il confirme que le couloir est suffisant pour intégrer l'ensemble des besoins liées à l'évacuation des eaux autant pour le développement au Kuebebierg qu'au Laangfur.	PRO	asap
2.6	Organiser une réunion fin mars/début avril (si possible la semaine du 30 mars avant les congés de Pâques) pour présenter l'avancement du projet au MECDD (G. Biver & Ph. Peters)	PRO	asap

3. Discussion :

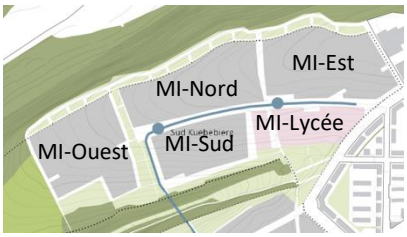
	Thème	*Discussion*
3.1	Délais de procédure de reclassement de la ZPIN	Le délai annoncé par le FUAK (minimum 1 an) doit être revu à la hausse. Les principales étapes sont reprises ci-dessous (Article 39 & suivants de la loi du 18 juillet 2018 concernant la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles): 1. Dépôt du dossier de reclassement 2. Demande d'avis au Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles (3 mois) 3. Adoption de l'avant-projet par le Gouvernement en Conseil des Ministres (quelques semaines) 4. Organisation des enquêtes publiques dans les 2 Communes concernées (Luxembourg & Niederanven) (1 mois pour l'organiser, 1 mois pour l'enquête publique) 5. Les Communes transmettent les réclamations/observations + l'avis des Conseil communaux respectifs 6. Adoption d'un projet adapté par le Conseil des Ministres 7. Demande d'avis du Conseil d'Etat (pas de délai fixé, actuellement de l'ordre de 6-9 mois) 8. Publication de la modification de la ZPIN Eu égard à ce qui précède, et dans l'hypothèse où tout ce passe bien (pas d'opposition virulente, …), il faut compter un délais minimum de 2 ans à partir du dépôt de la demande.
3.2	Délimitation de la ZPIN	Efor_ersa propose d'agrandir le périmètre de la réserve à différents endroits. Ces extensions en zone verte au PAG intègrent des écosystèmes potentiellement intéressants et/ou permettent d'assurer la cohérence de la ZPIN. Ces propositions sont retenues malgré le fait que la plupart des parcelles appartiennent à des privés. Par conséquent, en cas d'opposition virulente au stade de l'enquête publique, ces extensions pourraient être retirées en tout ou en partie (principe de « qui peut le plus peut le moins »). A noter que l'inclusion des parcelles de propriétaires privés n'impliquerait pas de mesures spécifiques de gestion (*statu quo*)
3.3	Distinction des zones au sein de la ZPIN	Il faut éviter les termes « zone noyau » et « zone tampon » qui n'ont pas de base légale. L'avant-projet de RGD doit faire référence à : - Une zone A : milieu ouvert (travail réglementaire pour le caractère contraignant mais aussi pour une amélioration de la gestion défaillante actuellement) - Une zone B : milieu forestier (travail réglementaire par rapport aux interdictions pour permettre la création de certaines infrastructures indispensables à la viabilisation du projet du KU). L'assouplissement des interdictions dans la partie nord-est de la vallée du Märtesgrond est évoquée afin d'anticiper d'éventuels besoins futur et pour faire face aux imprévus (graphiquement par la création d'une zone C ou dans la partie écrite du RGD). La solution visant à maintenir un couloir pour les infrastructures est finalement retenue car elle offre plus de garantie pour la protection de la ZPIN (limite le risque de multiplier les interventions dans la ZPIN). L'emprise du couloir pour les infrastructures doit être dimensionné pour inclure l'espace nécessaire à la phase chantier pour la réalisation du pont (pas de distinction entre la phase chantier et la construction elle-même dans le RGD). Par ailleurs il doit être explicitement autorisé que tout véhicule d'entretien puisse emprunter le chemin existant dans le vallon du Märtesgrond pour pourvoir accéder aux infrastructures en vue de leur entretien.

	Thème	*Discussion*
3.4	Mode de gestion de la zone B	Outre l'augmentation de la surface de la ZPIN principalement au profit de la zone B (cf. point 3.2), G. Biver suggère d'adopter au moins pour partie un principe de réserve forestière intégrale (pas d'exploitation sylvicole mais une gestion minimale pour assurer la sécurité des visiteurs et des habitants à proximité directe de la réserve naturelle). Le cas échéant, les îlots de vieillissement devront être identifiés dans le plan de gestion. A noter que cette proposition ajouterait du poids à la demande de modification de la ZPIN (augmentation de la qualité).
3.5	Gestion de la ZPIN	L'ANF assure l'organisation de la gestion de la ZPIN en concertation avec les propriétaires. Le cas échéant, une convention devrait être établie entre l'ANF et le FUAK.

	Thème	*Discussion*
3.6	Compatibilité de la ZPIN avec la FU	La proposition d'Efor_ersa pour la gestion de la ZPIN adopte une position résolument écologique tout en offrant des opportunités potentielles pour la Ferme Urbaine (FU) (sources de revenus en échanges de services d'entretien de la ZPIN). Il y a donc certaines divergences avec la programmation de la FU (réduction de la production garantie et augmentation des services à produire, diversification des activités plus importante et plus difficile à gérer, parcellaire moins opérationnel avec une fragmentation plus importante des activités de la ferme, système de pâturage différent, …). Le labour extensif en bordure du Märtesgrond doit être maintenu pour assurer le développement d'une flore messicole (I, pointillé rouge). L'entretien de cet espace pourrait être réalisé à l'aide d'une charrue tractée par un cheval tous les 2-3 ans. Malgré les craintes formulées par le FUAK, IA & PRO concernant le caractère réellement exploitable de ces surfaces (configuration, forte pente), Efor_ersa indique que ces terrains sont déjà exploités de la sorte. Cette zone ne sera pas nécessairement géré par l'exploitant de la FU. Ce labour extensif sera néanmoins limité à la partie ouest à partir du couloir de réservation pour les infrastructures (II, traitillé vert). En effet, au-delà de ce couloir, eu égard aux pressions anthropiques futures (notamment du Lycée), il est préférable de privilégier un milieu fermé qui limite la pénétration dans la ZPIN (maintien de la solution proposée par IA avec une lisière doublée d'un verger).  Le petit boisement résineux isolé situé dans ce labour extensif (III, ligne jaune) devrait être supprimé dans le cadre des compensations et converti en labour/verger/bosquet. Afin d'assurer la compatibilité de cette proposition avec le PAG en vigueur, il est proposé d'inclure la modification de cette zone forestière en zone de verdure lors de la MoPo. Ce boisement étant actuellement repris en zone forestière au PAG, il est proposé d'inclure cette modification. Par ailleurs, aucune objection n'est formulée par rapport à la création d'une zone de labour extensive à l'extrémité ouest du plateau (IVa, ligne rouge), laquelle est cohérente avec la volonté d'avoir une ouverture paysagère vers l'ouest du quartier. Dans cette optique, la création d'une zone de praire maigre de fauche à l'interface avec la zone de maraîchage est préférable (IVb, ligne rouge). Enfin, dans la zone 10 (V, ligne rouge), le verger doit être abandonné au profit d'une lisière forestière dans le prolongement de la lisière nord.

Glossaire :

FUAK	Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg
ABP	Administration des bâtiments publics
VdL	Ville de Luxembourg
KU	Projet Urbanisation du quartier Kuebebierg
LA	Projet Urbanisation du quartier Laangfur
MI	Macro-îlot
	Le quartier est subdivisé en 5 macro-îlots MI-Lycée, MI-Nord, MI-Est, MI-Sud, MI-Ouest
BEP	Bâtiment et Equipement Public
FU	Ferme urbaine



Remarque: En l'absence de réaction des intéressés endéans les 10 jours ouvrables après diffusion, ce compte-rendu de réunion est considéré comme approuvé.

COMPTE-RENDU DE RÉUNION
079

Date : 11/06/2020
Lieu : Vidéoconférence

Objet de la réunion :

Réunion de travail concernant le projet de reclassement de la Zone de Protection d'Intérêt National (ZPIN) « Kuebebierg »

Présentation de Efor-ersa (en Annexe):

1. Cadre du classement/historique du projet
2. Délimitation de la future zone protégée
3. Dossier de classement de la réserve
4. Procédure du RGD de la réserve
5. Procédure du RGD et prochaines étapes
6. Questions ouvertes

Participants :

Nom, Prénom	*Affiliation*	*Prés.*	*Diff.*	*Contact*
Véronique Bous	FUAK	-	x	veronique.bous@fondskirchberg.lu
Monika Malikova	FUAK	x	x	monika.Malikova@fondskirchberg.lu
Christian Reding	FUAK	-	x	christian.reding@fondskirchberg.lu
Charles Paquay	FUAK	-	x	charles.paquay@fondskirchberg.lu
Gilles Biver	MECDD	x	x	gilles.biver@mev.etat.lu
Philippe Peters	MECDD	x	x	philippe.peters@mev.etat.lu
Claude Parini	ANF	x	x	claude.parini@anf.etat.lu
Timo Mann	ANF	x	x	Timo.mann@anf.etat.lu
Olivier Breger	ANF	-	x	olivier.breger@anf.etat.lu
Pierre Kalmes	Efor-ersa	x	x	Pierre.KALMES@efor-ersa.lu
Catherine Sinner	Efor-ersa	x	x	Catherine.SINNER@efor-ersa.lu
Andreas Wener	LxP	-	x	andreas.wener@luxplan.lu
Damien Stassart	PRO	x	x	dstassart@progroup.eu

x = oui, p = partiellement, - = non

1. Décisions :

	Thème	*Décision*
1.1.a)	Nouveaux points 3 & 4 concernant les terrassements et les plantes sauvages (slide 15)	Accord de principe du MECDD sur cette formulation.

	Thème	*Décision*
1.1b)	Régimes d'exception : nouveaux points 7 et 11 (slide 15)	**7a) :** Dans un soucis d'homogénéisation de la terminologie d'une réserve naturelle à l'autre, G. Biver souhaite que le point 7a soit libellé de la manière suivante « *interventions nécessaires à l'entretien ou aux modifications des constructions existantes* ». **7b)** : • Privilégier la formulation suivante : « […] *ou aux adaptations de ponts, d'une largeur maximale totale de 30 mètres* […] » • La largeur de 70m doit être confirmée et dument justifiée (à confirmer avec S&A et Drees & Sommer) • Eu égard à l'étude d'impact Natura 2000 préliminaire de Luxplan et en l'absence d'information plus précises sur les caractéristiques de ce pont, le MECDD maintien l'interdiction relative aux caténaires du tram sur le pont.
1.1.c)	Circulation au sein de la ZPIN, nouveau point 16 (slide 16)	A reformuler de la manière suivante : *« La circulation à pieds, à cheval, à vélo ou tout autre forme de mobilité douce […] »*
1.2	Délimitation de la ZPIN en bordure sud du Märtesgrond (slide 19)	Afin d'éviter de maintenir un écart entre la Zone verte/servitude d'urbanisation « Corridor écologique » et la réserve naturelle, il est préférable d'incorporer entièrement la parcelle 1048/6270 (propriété privée reprise en zone verte au PAG) dans la réserve naturelle. En cas de contestation du propriétaire privé de cette parcelle dans le cadre de l'enquête publique, cette extension de la réserve naturelle pourra être retirée (// aux autres extensions du périmètre appartenant à des privés).
1.3.	Conformité de la flore ségétale avec la ZSU-Cé et conformité de la ZSU-cé avec la ZPIN	En vertu du principe de hiérarchie des normes, en cas de contradiction, une norme d'ordre supérieure s'impose à une norme d'ordre inférieure. Dans le cas d'espèce, il faut d'abord s'assurer que la mesure est conforme aux dispositions relatives à l'atténuation des impacts sur le site Natura 2000. Aussi, par analogie aux dispositifs aménagés du côté du Laangfuur, il pourrait être préférable de privilégier un dispositif de lisière étagée côté Kuebebierg (« lisière sud du plateau du Kuebebierg »). En outre, la superposition d'une ZSU-cé (réglementation communale) dans uen ZPIN est à éviter et à rectifier lors d'une MoPo du PAG.

	Thème	*Décision*
1.4.	Ecobilan & ZPIN	Rappel de la nécessité de pouvoir démontrer un gain écologique pour justifier la révision du classement de la ZPIN : • Point de vue quantitatif : augmentation de la surface totale de la réserve • Point de vue qualitatif : amélioration de la valeur écologique de la réserve Sur base de ce constat, le MECDD indique qu'il n'est pas possible de comptabiliser les aménagements/plantations projetées dans les extensions de la ZPIN dans l'écobilan lié au développement du quartier du Kuebebierg. Le MECDD préconise de procéder également de la sorte au sein de la ZPIN existante pour éviter toutes contestations dans le cadre de la procédure de reclassement de la ZPIN. Néanmoins, la décision finale reviendra à la Ministre de l'Environnement.
1.5.	Nécessité de faire une SUP dans le cadre du reclassement de la ZPIN	La réalisation d'une SUP n'est pas nécessaire dans le cadre d'une procédure de classement en réserve naturelle. En revanche, la question se pose dans le cadre d'un dossier de reclassement qui vise notamment à permettre la construction d'un pont et le passage d'un tram, lequel est soumis à EIE (*Art.2. et suivants de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement*).
1.6.	Délais de procédure	Rappel du fait qu'il s'agit d'une procédure inédite pour laquelle le MECDD préconise de compter au moins 2 ans si tout va bien. Pour autant que l'ensemble des informations nécessaires reprise au point 2 soit intégré, le dossier pourrait être présenté au Conseil Supérieur pour la Protection de la Nature (CSPN) en septembre avec approbation fin 2020 et envoi au Conseil de Gouvernement.

2. Actions :

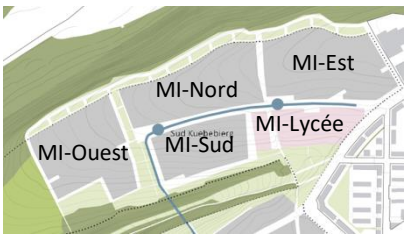
	Quoi	*Qui*	*Délai*
2.1	Envoi de l'avant-projet de RGD afin que les participants puissent faire leurs remarques en mode correctif.	Efor-ersa	asap
2.2.	Demande de confirmation à S&A et Drees & Sommer de la nécessité de disposer d'un couloir de réservation de 70m au lieu de 50m	PRO	asap
2.3.	Clarifier avec Luxtram la faisabilité réelle du tram K2 en l'absence d'alimentation aérienne à hauteur du pont suite à l'avis défavorable du MECDD.	FUAK	asap
2.4.	Vérification de la nécessité de réaliser une SUP pour le dossier de reclassement de la réserve naturelle.	Ph. P (MECDD)	asap
2.5.	Finalisation du dossier de reclassement de la ZPIN et de l'avant-projet de RGD des conclusions/décisions de cette réunion.	Efor-ersa	asap
2.6.	Vérification de la nécessité de réaliser une SUP pour le dossier de reclassement de la réserve naturelle.	Ph. P (MECDD)	asap

Glossaire :

FUAK Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg
ABP Administration des bâtiments publics

VdL	Ville de Luxembourg
KU	Projet Urbanisation du quartier Kuebebierg
LA	Projet Urbanisation du quartier Laangfur
MI	Macro-îlot
	Le quartier est subdivisé en 5 macro-îlots

MI-Lycée
MI-Nord
MI-Est
MI-Sud
MI-Ouest



BEP	Bâtiment et Equipement Public
FU	Ferme urbaine

Remarque: En l'absence de réaction des intéressés endéans les 10 jours ouvrables après diffusion, ce compte-rendu de réunion est considéré comme approuvé.

COMPTE-RENDU DE RÉUNION
083

Date : 25/09/2020
Lieu : MMTP

Objet de la réunion :

Réunion de travail concernant le projet de reclassement de la Zone de Protection d'Intérêt National (ZPIN) « Kuebebierg »

Présentation du FUAK (en Annexe)

Participants :

Nom, Prénom	*Affiliation*	*Prés.*	*Diff.*	*Contact*
Félicie Weyker	MMTP	x	x	felicie.weycker@tr.etat.lu
Mike Wagner	MECDD	-	x	mike.wagner@mev.etat.lu
Gilles Biver	MECDD	x	x	gilles.biver@mev.etat.lu
Philippe Peters	MECDD	x	x	philippe.peters@mev.etat.lu
Christophe Reuter	MMTP	-	x	Christophe.reuter@mob.etat.lu
Frank Vansteenkiste	MMTP	-	x	Frank.vansteenkiste@mob.etat.lu
Lynn Blaise	MMTP	-	x	Lynn.blaise@tp.etat.lu
André Guy Von der Marck	Luxtram	x	x	Andre.von.der.marck@luxtram.lu
Marc Widong	FUAK	x	x	marc.widong@fondskirchberg.lu
Christian Reding	FUAK	x	x	christian.reding@fondskirchberg.lu
Véronique Bous	FUAK	x	x	veronique.bous@fondskirchberg.lu
Monika Malikova	FUAK	x	x	monika.Malikova@fondskirchberg.lu
Charles Paquay	FUAK	x	x	charles.paquay@fondskirchberg.lu
Damien Stassart	PRO	x	x	dstassart@progroup.eu

x = oui, p = partiellement, - = non

1. Décisions :

	Thème	*Décision*
1.1.	Etudes environnementales, pont & reclassement de la ZPIN	Conformément à l'Annexe II du RGD du 15 mai 2018 établissant la liste des projets soumis à une Evaluation des Incidences sur l'Environnement la réalisation de la ligne de tram K2 est obligatoirement soumise à EIE. Cette EIE inclus également le pont car ce dernier est indispensable à la mise en œuvre du tram. En outre, conformément à l'article 32 de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles du 18 juillet 2018, une Evaluation des Incidences du projet sur le site Natura 2000 « Grünewald » est également requise afin de s'assurer du respect des objectifs de conservation de cette zone. ➔ Ces 2 études doivent être combinées et coordonnées. Elles nécessiteront notamment des études de terrains pour les oiseaux et les chauves-souris. ➔ Idéalement ces 2 études devraient être réalisées avant la modification du RGD de la ZPIN. Cependant, de manière pragmatique, il est décidé d'un commun accord d'introduire le dossier de reclassement sans attendre ➔ A noter que les évaluations environnementales spécifiques au Kuebebierg et au Laangfuur devront également aborder la question du pont et du tram mais de manière plus sommaire. De manière générale pour toutes les études environnementales relatives au pont et au tram, une étroite coordination des bases études est souhaitée afin de garantir la cohérence et la qualité des conclusions.
1.2.	Nécessité de réaliser une SUP dans le cadre du dossier de reclassement de la ZPIN	Pour rappel, la réalisation d'une SUP n'est pas nécessaire dans le cadre d'une procédure de classement en réserve naturelle. En revanche, la question se pose dans le cadre d'un dossier de reclassement qui vise notamment à permettre la construction d'un point et le passage d'un tram, lequel est soumis à EIE (Art. 2 et suivants de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement). ➔ Le FUAK fournira un avis juridique qu'il soumettra pour prise de position au MECDD
1.3.	Alimentation aérienne sur le tronçon du pont	Accord de l'ensemble des participants sur le fait que la possibilité de réaliser une alimentation aérienne sur le tronçon du pont n'est pas exclue dans la partie écrite du RGD modifié de la ZPIN « Kuebebierg ». Cette possibilité reste néanmoins soumise à autorisation du MECDD (cf. projet de RGD) et elle devra être évaluée dans le cadre de l'Evaluation des Incidences sur l'Environnement (EIE) du tram (y compris du pont) et de l'Evaluation des Incidences du site Natura 2000 « Grünewald ».

	Thème	*Décision*
1.4.	Couloir de réservation et faisabilité des raccordements	A l'heure actuelle, il n'est pas possible de se prononcer de manière définitive sur le fait que le couloir de réservation de 50m soit suffisant à terme (absence de schéma d'urbanisation et inconnues sur les besoins à long terme). Au vue de cette incertitude, tout le monde s'accorde sur : 1. Un élargissement de 10m du corridor de réservation (total de 60m) 2. Le fait de prévoir, dans la partie écrite du projet de RGD, la possibilité d'autoriser un (ou plusieurs) forage(s)/fonçage(s) pour permettre les raccordements nécessaires à la viabilisation du quartier
1.5.	Périmètre étendu de la ZPIN & propriétés privées	Le périmètre étendu de la ZPIN s'inscrit dans la volonté de contrebalancer la possibilité demandée de réaliser un pont et des raccordements divers en augmentant tant qualitativement que quantitativement le potentiel de la ZPIN existante. L'augmentation de la superficie porte sur +/-10,5ha (sur base du Plan Cadastral Numérisé) dont +/-4,5ha appartenant à des privés. L'incorporation de parcelles privées (en zone de verdure au PAG et/ou en zone Natura 2000) est motivée par la volonté d'assurer la cohérence (par la mise en réseau des zones protégées) des limites de la réserve naturelle par rapport à la situation existante et au site Natura 2000 et/ou à la présence d'habitats d'intérêt écologique. Le cas échéant, si l'incorporation de certaines parcelles privatives soulève des difficultés au stade de la consultation publique, elles pourraient être retirées. Par ailleurs, l'Etat pourrait éventuellement se porter acquéreur de certains terrains peu productifs et présentant de fortes contraintes (ex : falaises). A noter qu'aucun contact n'a été pris avec les propriétaires des parcelles privées à ce stade.

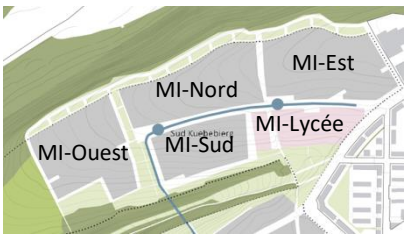
2. Actions :

	Quoi	*Qui*	*Délai*
2.1.	Adaptation du projet de reclassement de la ZPIN, de la partie écrite et de la partie graphique du RGD conformément aux décisions des points 1.1 à 1.4.	Efor-ersa	asap
2.2.	Fourniture d'un avis juridique pour prise de position par rapport à la dispense de SUP	FUAK	asap
2.3.	Prise de position par rapport à l'avis juridique du FUAK	MECDD (Ph. Peters)	Dès que 2.2.
2.4.	Dès finalisation du dossier, envoi pour avis au MECDD	FUAK	Dès 2.1.
2.5.	Envoi du dossier au MMTP pour dépôt au MECDD et mise en procédure	FUAK	Dès 2.4.

Glossaire :

FUAK	Fonds d'urbanisation et d'aménagement du Plateau de Kirchberg
ABP	Administration des bâtiments publics

VdL	Ville de Luxembourg	
KU	Projet Urbanisation du quartier Kuebebierg	
LA	Projet Urbanisation du quartier Laangfur	
MI	Macro-îlot	
	Le quartier est subdivisé en 5 macro-îlots	MI-Lycée MI-Nord MI-Est MI-Sud MI-Ouest
MMTP	Ministère de la Mobilité et des Travaux Publics	
MECDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	
PRO	ProGroup	
RGD	Règlement Grand Ducal	



Remarque: En l'absence de réaction des intéressés endéans les 10 jours ouvrables après diffusion, ce compte-rendu de réunion est considéré comme approuvé.

Anhang B4 : Liste der bekannten geschützten und bedrohten Pflanzen- und Tierarten Arten im Naturschutzgebiet.

	Schutzstatus	Rote Liste	PNPN-Priorität
Plantae			
Platterbsen-Wicke (*Vicia lathyroides*)	Integral geschützt	Critically endangered	2
Esels-Wolfsmilch (*Euphorbia esula*)	Integral geschützt	Endangered	
Patzkes Schwingel (*Festuca patzkei*)		Endangered	
Sand-Mohn (*Papaver argemone*)	Integral geschützt	Endangered	
Kornblume (*Centaurea cyanus*)		Vulnerable	
Vogelfuß (*Ornithopus perpusillus*)		Vulnerable	
Saat-Mohn (*Papaver dubium*)		Vulnerable	
Wein-Rose (*Rosa rubiginosa* agg.)		Vulnerable	
Zweiblättriger Blaustern (*Scilla bifolia*)	Integral geschützt	Vulnerable	2
Flaumhafer (*Avenula pubescens*)		Near threatened	
Rauhes Veilchen (*Myosotis ramosissima*)		Near threatened	
Duftende Weißwurz (*Polygonatum odoratum*)		Near threatened	
Stechpalme (*Ilex aquifolium*)	teilgeschützte		
Aves			
Mauersegler (*Apus apus*)	Integral geschützt; Art.1 VS-RL[1]	Near threatened	
Rabenkrähe (*Corvus corone*)	Integral geschützt		
Wanderfalke (*Falco peregrinus*)	Integral geschützt; Anhang I VS-RL	VU	1
Dohle (*Corvus monedula*)	Integral geschützt		
Kranich (*Grus grus*)	Integral geschützt		
Haussperling (*Passer domesticus*)	Integral geschützt	Near threatened	
Grünspecht (*Picus viridis*)	Integral geschützt		1
Fitis (*Phylloscopus trochilus*)	Integral geschützt		
Goldammer (*Emberiza citrinella*)	Integral geschützt	Near threatened	
Bluthänfling (*Carduelis cannabina*)	Integral geschützt	Near threatened	
Dorngrasmücke (*Sylvia communis*)	Integral geschützt		
Lepidoptera			
Rostfarbige Dickkopffalter (*Ochlodes sylvanus*)	Integral geschützt	Near threatened	
Aurorafalter (*Anthocharis cardamines*)	Integral geschützt	Near threatened	
Landkärtchen (*Araschnia levana*)	Integral geschützt	Near threatened	
Reptilia			
Waldeidechse (*Zootoca vivipara*)	Integral geschützt		
Microchiroptera	Integral geschützt		

[1] VRL = EU-Vogelschutzrichtlinie; Richtlinie 79/409/EWG des Rates vom 2. April 1979 über die Erhaltung der wildlebenden Vogelarten, zuletzt geändert durch Richtlinie 2009/147/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. November 2009.

Gemeng NIDDERAANWEN

REGISTRE aux DELIBERATIONS du CONSEIL COMMUNAL

Séance publique du : 24 septembre 2021

Date de l'annonce publique de la séance :	17 septembre 2021
Date de la convocation des conseillers :	17 septembre 2021
Membres présents :	
a) physiquement :	président : WEYDERT R., échevins : SCHILTZ J., TERNES F., membres : GREIS P., MULLER-ROLLINGER G., SCHARFE-HANSEN R., MOES R., VAN DER ZANDE C., BAUER J., DUPONG-KREMER M., GEYER T., SCHMIT G., INGHELRAM-MAEYENS M., Secrétaire : JACOBY C.,
b) par visioconférence :	///
Membre(s) absent(s) :	///

Point de l'ordre du jour : - 8 –
Objet : Avis sur l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg

Le Conseil communal,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu un dossier du Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ayant pour objet l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg, transmis à la commune de Niederanven pour être soumis à la procédure de l'enquête publique prévue par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Considérant que le projet a été déposé pendant 30 jours à la maison communale, soit du 5 août 2021 au 6 septembre 2021 inclus, conformément aux dispositions de l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu qu'aucune objection n'a été formulée à l'encontre de l'avant-projet lors de l'enquête publique, conformément à l'article 40, paragraphe 3 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu que rien ne s'oppose à aviser favorablement l'avant-projet de règlement grand-ducal en question ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

à l'unanimité
avise favorablement

l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Ainsi délibéré
En sa séance, date que dessus
(suivent les signatures)
Pour expédition conforme
Le Bourgmestre, La Secrétaire,

Gemeng
NIDDERAANWEN

Lundi 8h00 - 11h30 / 13h00 - 19h00
Mardi - Jeudi 8h00 - 11h30 / 13h00 - 16h30
Vendredi 8h00 - 14h00 (sans interruption)

Niederanven, le 5 août 2021

AVIS AU PUBLIC

Conformément à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, il est porté à la connaissance du public que la **Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** a déposé l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 *déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg* auprès de l'Administration communale de Niederanven.

Le dossier est déposé à la maison communale de Niederanven du 5 août 2021 pendant 30 jours pour être consulté par tous les intéressés. Toute objection doit parvenir au collège des bourgmestre et échevins jusqu'au 6 septembre 2021.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre,

Raymond Weydert

ADMINISTRATION COMMUNALE ☆ SERVICE URBANISME ☆ NIEDERANVEN

pour le secrétaire empêché,
le secrétaire adjoint,

Laurent Schlammes

18, rue d'Ernster ▸ L-6977 Oberanven ▸ B.P. 21 ▸ L-6905 Niederanven ▸ T. (+352) 341134-1 ▸ secretariat@niederanven.lu
www.niederanven.lu

Gemeng
NIDDERAANWEN

Lundi 8h00 - 11h30 / 13h00 - 19h00
Mardi-Jeudi 8h00 - 11h30 / 13h00 - 16h30
Vendredi 8h00 - 14h00 (sans interruption)

Niederanven, le 7 septembre 2021

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Le collège des bourgmestre et échevins de la Commune de Niederanven certifie par la présente, que l'avis de publication dans le cadre de la procédure prévue par l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, au sujet du projet de règlement grand-ducal suivant :

Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site « Kuebebierg » englobant des fonds sis sur le territoire de la Ville de Luxembourg

a été dûment publié et affiché du 5 août 2021 au 6 septembre 2021 inclus.

Le projet dont question n'a pas fait l'objet d'observations/réclamations.

Pour le collège des bourgmestre et échevins,

le bourgmestre,

Raymond Weydert

ADMINISTRATION COMMUNALE ☆ SERVICE URBANISME ☆ NIEDERANVEN

pour le secrétaire empêché,
le secrétaire adjoint,

Laurent Schlammes

18, rue d'Ernster ▸ L-6977 Oberanven ▸ B.P. 21 ▸ L-6905 Niederanven ▸ T. (+352) 34 11 34 - 1 ▸ secretariat@niederanven.lu
www.niederanven.lu

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Luxembourg, le 13 JUIL. 2021

COMMUNE DE NIEDERANVEN
Reçu le
16 -07- 2021
No courant 4302 Resp. 54
Copie à :
Accusé de réception : ☐ oui ☐ non

Personne en charge du dossier :
Gilles Biver ☎247 86834

Administration communale
de Niederanven
18, rue d'Ernster

L-6977 Oberanven

Objet : Publication du projet désignant la zone « Kuebebierg » en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles - dossier y relatif, incluant l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg

Monsieur le Bourgmestre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe le dossier relatif au projet désignant la zone « Kuebebierg » en tant que zone protégée d'intérêt national en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Ledit dossier inclut un exposé des motifs, l'avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg et ses annexes, un commentaire des articles, un dossier de classement, une fiche financière, une fiche d'impact, ainsi que l'avis du conseil supérieur concernant la protection de la nature.

Je vous prie de bien vouloir déposer la totalité des documents relatifs au dossier joint en annexe, y inclus l'avant-projet sous objet, pendant 30 jours à la maison communale, conformément à l'article 40 de la loi du 18 juillet 2018 mentionnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de l'Environnement, du Climat,
et du Développement durable,

Dieschbourg

Carole Dieschbourg

Adresse postale:
L-2918 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400 410

4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

www.emwelt.lu
www.gouvernement.lu

130-000008-20040525-FR

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34, 35, et 37 à 45 ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis émis par les conseils communaux de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven après enquête publique ;

Vu les avis ... [*Chambre d'agriculture, Chambre des métiers et Chambre de commerce à demander dans la procédure réglementaire*] ;

Notre Conseil d'État entendu [*à demander dans la procédure réglementaire*] ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, de Notre Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1er. L'intitulé du règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée le site Kuebebierg englobant des fonds sis sur le territoire de la commune de Luxembourg est remplacé par l'intitulé suivant :

« *Règlement grand-ducal du 26 mars 2002 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone Kuebebierg sise sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven* »

Art. 2. L'article 1er du même règlement est remplacé par le texte suivant :

« *Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Kuebebierg » sise sur les territoires de la Ville de Luxembourg et de la commune de Niederanven, chevauchant en partie la zone protégée d'intérêt communautaire « Grunewald » référencée sous le code LU0001022.* »

Art. 3. L'article 2 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

Adresse postale:
L-2918 Luxembourg

Tél. (+352) 247-86824
Fax (+352) 400 410

4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

www.emwelt.lu
www.gouvernement.lu

« La zone protégée d'intérêt national « Kuebebierg » se compose d'une étendue totale de 32,31 hectares, formée par des fonds inscrits au cadastre de la Ville de Luxembourg, section EC de Weimerskirch, et de la commune de Niederanven, section E de Gréngewald.

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée d'intérêt national est indiquée sur les plans annexés. »

Art. 4. L'article 3 du même règlement grand-ducal est modifié comme suit :

1° L'énumération par points est remplacée par la numérotation de 1° à 8° ;

2° Le point 2° est remplacé par le texte suivant :

« 2° la capture, la perturbation ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier ; »

3° Le point 3° est remplacé par le texte suivant :

« 3° les travaux de terrassement, notamment le dépôt et l'extraction de matériaux, l'enlèvement de terre végétale, le déblai et le remblai ; »

4° Le point 4° est complété par les mots suivants :

« , ainsi que la circulation avec animaux de compagnie non tenus en laisse ; »

5° Le point 5° est remplacé par le texte suivant :

« 5° la circulation à l'aide de véhicules motorisés ; cette interdiction ne s'applique ni aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit, ni à la circulation dans le couloir prévu au point 6°, lettre b); »

6° Le point 6° est complété par les mots suivants :

« ; cette interdiction ne s'applique pas :

a) aux interventions nécessaires à l'entretien ou aux modifications des constructions existantes ;

b) aux interventions nécessaires à l'implantation de ponts réservés pour la mobilité douce et le transport en commun, ainsi que d'autres infrastructures techniques, d'une largeur maximale totale de 30 mètres, le tout uniquement au sein d'un couloir pour projets d'infrastructures d'une largeur de 60 mètres, dont l'implantation est indiquée dans les plans annexés ;

Les exceptions visées sous les lettres a) et b) restent soumises à autorisation préalable du ministre ayant l'Environnement dans ces attributions, désigné ci-après comme « ministre ». »

7° Le point 7 ° est remplacé par le texte suivant :

« 7° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ; »

8° Le point 8° est complété par les mots suivants :

« , y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; »

9° L'article est complété par les points 9° à 19° suivants :

« 9° l'enlèvement, la destruction et l'endommagement de plantes sauvages et de parties de ces plantes appartenant à la flore indigène sans préjudice de l'exploitation agricole et forestière ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices de l'agriculture est autorisée dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole ;

10° le dépôt de déchets, de matériaux et l'installation de poubelles ;

11° la mise en place d'installations de transport et de communication, d'infrastructures d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas :

a) aux interventions nécessaires à l'entretien ou aux modifications des installations existantes ;

b) aux nouvelles installations, à leur entretien et leur modification dans les chemins munis d'un revêtement à base d'asphalte, de bitume, de macadam ou de béton existants ou dans leurs accotements ;

c) aux nouvelles installations, à leur entretien et leur modification, au sein du couloir mentionné au point 6°, lettre b) ;

d) aux forages ou fonçages indispensables pour garantir une évacuation des eaux du cycle urbain des nouveaux quartiers situés au nord de la vallée Märtesgrond par un raccordement situé au niveau du couloir mentionné sous le point 6°, lettre b) au système d'évacuation des eaux existant.

Les exceptions visées sous les lettres a) à d) restent soumises à autorisation préalable du ministre.

12° l'exploitation forestière, à l'exception de coupes nécessaires à la sécurité publique ; les arbres abattus étant à abandonner sur place ;

13° l'installation d'abris pour bétail ;

14° le pâturage pendant la période du 15 novembre au 15 mars, ainsi que le pâturage sans enclos de nuit ;

15° l'affouragement du bétail ou l'appâtage du gibier ;

16° la circulation à pied en-dehors des chemins existants ou encore des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit, ni aux gestionnaires de la zone protégée ;

17° la circulation à vélo, à cheval ou toute autre forme de mobilité douce en-dehors des chemins munis d'un revêtement à base d'asphalte, de bitume, de macadam ou de béton, ainsi que des sentiers balisés à cet effet ; cette interdiction ne s'applique ni aux mesures de conservation de la zone protégée réalisées avec des chevaux de traits, ni aux propriétaires des terrains et à leurs ayants droit ;

18° les manifestations sportives ou culturelles ;

19° l'usage de drones ou autres engins télécommandés. »

Art. 5. L'article 4 du même règlement grand-ducal est remplacé par le texte suivant :

« *Les dispositions énumérées à l'articles 3 ne s'appliquent pas aux mesures et activités prises dans l'intérêt de la conservation et de la gestion de la zone protégée, dans l'intérêt de la recherche archéologique, de la conservation et restauration du patrimoine historique et culturel, ainsi que dans l'intérêt de la promotion pédagogique et la sensibilisation environnementale, ni aux interventions relatives aux exceptions visées à l'article 3, point 6°, lettre b) et point 11°. Ces mesures, activités et interventions sont toutefois soumises à autorisation du ministre.* »

Art. 6. Le plan annexé au même règlement grand-ducal est remplacé par les plans annexés au présent règlement.

Art. 7. Notre ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, notre ministre ayant la Mobilité dans ses attributions et notre ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché du Luxembourg.

VILLE DE
LUXEMBOURG

Réf.: 82/2015/22

Extrait du registre aux délibérations
du conseil communal

Séance publique du 25 octobre 2021
Point de l'ordre du jour 1 - Objet: Urbanisme

Le conseil communal,

Présents: Mme Polfer, bourgmestre-président ; Mme Beissel, M. Goldschmidt, Mme Mart, M. Bauer, échevins ;
Mme Wiseler, M. Radoux, Mme Fayot, MM. Krieps, Galles, Mmes Margue, Brömmel, Gaasch, MM. Foetz, Prost, Mme De Macedo, conseillers; (16)
Mme Mathes, secrétaire général;

Excusés : Mmes Reyland, Bock, Camarda, MM. Reding, Boisante, conseillers ; (5)

Madame la conseillère Wiseler et Monsieur le conseiller Galles ont opté pour participer à la séance du conseil communal par visioconférence ;

Monsieur le conseiller Wirtz a opté pour participer aux délibérations par le biais d'une procuration donnée à Madame le Bourgmestre ;

Madame la conseillère Konsbruck a opté pour participer aux délibérations par le biais d'une procuration donnée à Monsieur l'échevin Wilmes;

Madame la conseillère Correia da Veiga a opté pour participer aux délibérations par le biais d'une procuration donnée à Monsieur le conseiller Foetz;

- M. le conseiller Benoy entre en séance; (17)

Considérant que le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a soumis le dossier relatif au projet désignant la zone « Kuebebierg » en tant que zone protégée d'intérêt national en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Considérant qu'en application de l'article 40 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, le dossier a été déposé pendant 30 jours complets, à partir du 13 août 2021, à la maison communale où le public a pu en prendre connaissance ; que ce dépôt a été rendu public par voie d'affiches et par un avis au public publié le 13 août 2021 dans quatre quotidiens publiés et imprimés au Grand-Duché de Luxembourg ;

Considérant que dans ce délai légal de trente jours, les observations et objections contre le projet ont dû être présentées par écrit au collège des bourgmestre et échevins, ceci sous peine de forclusion ;

Considérant que dans ce délai, aucune objection n'a été introduite ;

Considérant que le délégué à l'environnement a formulé l'avis suivant :

« En raison des pressions anthropiques croissantes engendrées par le développement du nouveau quartier Laangfur-Kuebebierg, la révision du dossier de classement de la zone protégée « Kuebebierg » s'avère nécessaire afin de faciliter la mise en place d'une liaison de transport public et d'une ligne de mobilité douce sans compromettre la conservation des pelouses sèches, sablonneuses et siliceuses et de la flore ségétale y liée.

Tandis que ce projet entraîne la construction d'un nombre d'infrastructures incompatible avec le règlement grand-ducal actuellement en vigueur et demande ainsi une réduction du statut de protection à cet endroit, le Délégué à l'environnement salue l'élargissement de la zone protégée en d'autres endroits et l'amélioration de la qualité réglementaire. L'élargissement vers l'ouest, en contrepartie d'une suppression de certaines zones à l'est, est en effet adjacent à une zone à haute valeur écologique existante et permet dès lors de former un ensemble cohérent. L'ajout de certaines restrictions visant à préserver la biodiversité de cet écosystème rare nous semble très approprié. L'interdiction des pesticides, de la fertilisation et du chaulage empêchera la dégradation directe et indirecte de nombreuses espèces et correspond à l'engagement de la Ville de Luxembourg de renoncer aux pesticides. De même, l'interdiction de la circulation à pied, à vélo, à cheval ou en véhicule en dehors des chemins prévus à cette fin, l'interdiction de manifestations sportives ou culturelles et l'abandon de l'exploitation forestière et agricole privée contribueront à la conservation de la faune et flore associées aux pelouses sèches et au champ de sable. Nous saluons d'ailleurs la proposition du nouveau dossier de classement d'interdire expressément la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Ces adaptations offriront des conditions favorables au développement de quartiers modernes au Laangfur et Op der Schleed, tout en générant des alentours qui amélioreront le cadre de vie des résidents et qui seront en symbiose avec la vie intérieure des quartiers.

Tant que les impacts des travaux de construction envisagés se limitent au couloir dédié aux projets d'infrastructures, nous avisons favorablement la modification de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle « Kuebebierg ». Comme les représentants de l'Administration de la nature et des forêts l'avaient déjà indiqué à l'occasion de la réunion du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature le 24 février 2021, le reclassement de zones protégées ne devra cependant pas devenir une pratique courante. » ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

- M. l'échevin Wilmes entre en séance ; (18)

Après en avoir délibéré conformément à la loi et à l'unanimité ;

A v i s e favorablement le projet désignant la zone « Kuebebierg » en tant que zone protégée d'intérêt national en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

...

La présente délibération est transmise à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable aux fins demandées.

Le conseil communal,
(suivent les signatures)

Pour expédition conforme,
Luxembourg, le 29 octobre 2021

Le Bourgmestre,

Le Secrétaire général, pd.